

Politis

Politis

n° 1263-64-65 > du 25 juillet au 28 août 2013



L'homme augmenté, c'est déjà demain

Un dossier illustré par Enki Bilal

ENTRETIEN Leïla Shahid

POLITIQUE Une rentrée sous tensions

LIVRE « I am Spartacus ! », de Kirk Douglas

M 03461 - 1263 - F: 4,30 € - RD



sommaire

DUARTE/AFP

18

La semaine

- 6 POLITIQUE** Une rentrée sous tensions multiples
- 9 L'ÉCONOMIE À CONTRE-COURANT** par Dominique Plihon
- 10 ÉNERGIE** Entretien avec Stéphanie Lacomblez, d'Enercoop
- 12 ENVIRONNEMENT** Dopés à l'alternative
- 13 TRIBUNE** « Prêts toxiques, risque majeur pour les territoires », par Patrick Saurin
- 16 PALESTINE** Entretien avec Leïla Shahid >>> Kerry sauve la face
- 18 AMÉRIQUE LATINE** Brûlantes cicatrices de l'histoire
- 20 BRÉSIL** Entre révolte sociale et angélisme

Dossier Société

L'homme augmenté, c'est déjà demain

22 à 37 Entretien avec Enki Bilal >>> Sciences et fictions : rêve ou réalité ? >>> Google, une firme singulière

Culture

- 38 MUSIQUE** Entretien avec Patrick Lavaud, directeur des Nuits atypiques de Langon >>> *Silence Yourself*, de Savages
- 39 À FLUX DÉTENDU**
- 40 THÉÂTRE** *Chatte sur un toit brûlant*, de Tennessee Williams
- 41 CINÉMA** *Michael Kohlhaas*, d'Arnaud des Pallières
- 42 LIVRE** *I am Spartacus !*, de Kirk Douglas

Idées

- 44 PORTRAIT** Nils Andersson
- 46 HOMMAGE** Henri Alleg

Médias

- 48 Menaces sur l'audiovisuel européen**
- 49 DE BONNE HUMEUR**

50 Courrier

En couverture : « Kuanos », extrait de *Mécanhumanimal*, Enki Bilal, éditions Casterman.

Sur Politis.fr



KARUMBA/AFP

Kenya

Umoja, la cité des femmes : un village-refuge qui accueille des victimes de violences domestiques révèle aussi sa part d'ombre.



GUILLOT/AFP

Liberté de l'information

Affaire Bettencourt : Mediapart censuré, la presse réagit.



M. SOUDAS

Idées

Henri Alleg : « La colonisation : un crime contre l'humanité ». Entretien de septembre 2005

Recevez gratuitement la newsletter de **Politis.fr**

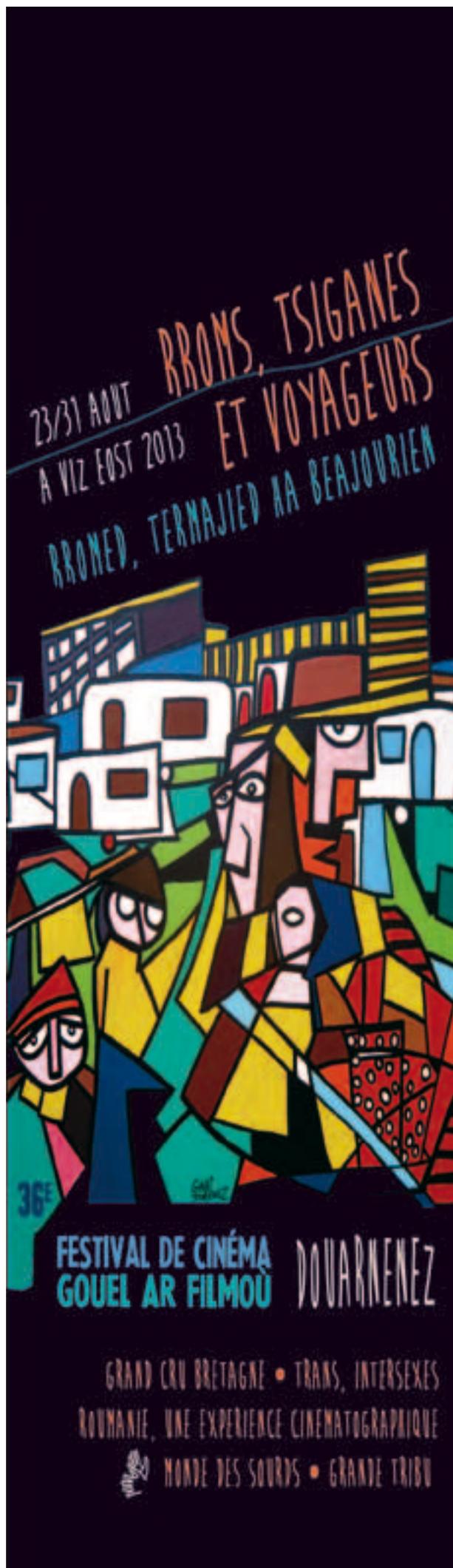
Rendez-vous sur www.politis.fr et cliquez sur newsletter.



PISTOLES/BETTY IMAGES ASIAPAC/AFP

Monde

La visite du président birman à Paris inquiètent les défenseurs des droits.



Ordre républicain

Acte premier : nous sommes à Trappes, en plein ramadan. Il fait chaud. Tout est calme. Le quartier des Merisiers est comme assoupi. Une femme portant niqab attend l'autobus avec sa mère et son mari, quand trois policiers en patrouille aperçoivent le voile prohibé. Leur sang ne fait qu'un tour. Il n'y a rien de plus urgent, pensent-ils, que de faire appliquer la loi républicaine sous cet abribus. Rudoiments, insultes, échanges de coups, l'affaire tourne au grabuge. Le mari est traîné au poste. Acte deux : il fait nuit sur Trappes, et à présent des centaines de jeunes caillaissent le commissariat où ils ont appris que le mari était toujours gardé à vue, des poubelles s'embrasent, des renforts de cars de police affluent, toutes sirènes hurlantes ; des gendarmes mobiles harnachés tirent au Flash-Ball sur les manifestants, éborgnent un adolescent ; un hélicoptère survole le quartier à basse altitude, la colère gagne les communes alentour ; des voitures y sont incendiées...

Vous avez dit « ordre républicain » ? On pourrait presque sourire de cette incroyable politique de Gribouille, s'il ne s'agissait du nième épisode d'un drame qui remet une fois de plus en lumière l'abandon de nos banlieues. En vérité, c'est bien la loi d'avril 2011, qui interdit le voile intégral, qui est en cause. Des policiers l'avaient dit au moment de son adoption. Elle requiert tant de discernement et de précaution dans une entreprise qui peut rapidement tourner à l'humiliation, que l'on ne peut que s'interroger sur la loi elle-même. Que penser d'un texte dont ses partisans idéologiques espèrent secrètement qu'il ne sera pas appliqué ?

L'immense majorité des musulmans détestent le voile intégral, mais dans un contexte d'islamophobie, ils n'aiment pas cet acharnement faussement républicain.

On voit bien par là l'absurdité de la situation. Elle devrait sauter aux yeux. Ce n'est hélas pas le cas. Après les événements de Trappes, une partie de la droite (Guaino, Hortefeux, Ciotti, Le Pen) a immédiatement entonné avec jubilation l'air connu de la menace « communautariste » et de la voyoucratie banlieusarde. Ceux-là sont bien dans leur rôle. Mais qu'en pensent les socialistes, au-delà des effets de menton de Manuel Valls ? Ils ont sans doute

longtemps pensé qu'il est plus facile de verbaliser une femme en niqab sous un abribus que de donner du travail aux jeunes chômeurs de Trappes. Les événements des 20 et 21 juillet démontrent que ce n'est pas si simple car, en vérité, les deux questions sont étroitement liées.

Le mécréant qui écrit ces lignes a toujours été convaincu qu'il y a une forte interaction entre le religieux et le social, et qu'il n'est pas possible, en politique, de traiter la religion comme un phénomène en soi, indifférent à la condition de ceux qui la pratiquent. On pouvait être « bouffeur de curé » quand l'Église était toute-puissante dans la société française, qu'elle tenait les écoles, les hôpitaux, le pouvoir, la morale, la culture ; il faut agir avec plus de circonspection avec une religion – en l'occurrence l'islam – qui est souvent, chez nous, celle des pauvres. Depuis 2003 et le premier débat sur le voile (le hijab, cette fois), nous affirmons dans ce journal qu'il n'est pas nécessaire de faire de la



SOPHIE STEINBERGER

religion un objet supplémentaire de discrimination dans la vie de ceux qui sont déjà trop souvent objets de discrimination. Autrement dit, on peut-être hostile au voile intégral avec tout ce qu'il représente pour nous – mais pas forcément pour les femmes qui s'en vêtent – d'assujettissement et d'archaïsme, et ne pas considérer que son interdiction est une priorité dans une société qui souffre de tant d'autres maux. L'immense majorité des musulmans pensent d'ailleurs la même chose. Ils détestent le voile intégral, mais dans un contexte d'islamophobie généralisée, ils n'aiment pas cet acharnement faussement républicain. De même, les jeunes émeutiers de la nuit de Trappes ne sont pas des adeptes du wahhabisme. Leur réflexe de solidarité mêle le social au religieux. C'est bien pourquoi le réduire à un « communautarisme » est une erreur, ou une arnaque.

Retrouvez l'édito en vidéo sur Politis.fr

Que s'est-il donc passé dans le quartier des Merisiers au moment de l'intervention des policiers ? La mère de la femme au niqab a-t-elle été bousculée, le mari a-t-il été insulté ? A-t-il tenté d'étrangler un policier, comme ça, sans qu'il y ait eu au préalable des mots ou des gestes déplacés ? Nous n'y étions pas, mais on imagine l'engrenage. Le problème, c'est qu'en pareille circonstance certains policiers choisiront de passer leur chemin, considérant qu'ils ont délinquants plus redoutables à poursuivre qu'une femme voilée, alors que d'autres, au contraire, ajouteront à leur intervention un supplément de zèle. C'est parce qu'elle laisse libre cours à cet arbitraire que la loi est mauvaise. Certes, le port du voile intégral heurte notre culture et notre conscience, mais pas plus que le seuil de 30 % de chômeurs dans certaines cités de Trappes. Et il y a certainement d'autres moyens de le combattre. ♦

À nos lecteurs

À la veille de notre habituelle interruption du mois d'août pour cause de vacances, nous vous proposons un dossier sur le transhumanisme. Quand les avancées les plus audacieuses de la science côtoient les périls les plus effrayants, quand le corps et le cerveau humains deviennent objets d'expérimentations au nom de la performance. Vous verrez, ce n'est plus ni utopie ni science-fiction. Pour l'illustration de ce dossier, nous avons pu puiser dans l'univers onirique d'Enki Bilal. Qu'il en soit remercié, ainsi que les éditions Casterman. Alors bonne lecture, et bonnes vacances. Et rendez-vous le 29 août.

la semaine

Les amis de Berlusconi sont nos amis

C'est sans doute la rançon – onéreuse politiquement – du gouvernement italien, qualifié par tous de « contre-nature » car regroupant des dirigeants berlusconiens et du Parti démocrate. Le 11 juillet, Angelino Alfano, bras droit de Berlusconi et aujourd'hui ministre de l'Intérieur, a autorisé l'arrestation de la femme et de la petite fille de 6 ans de l'un des principaux opposants au pouvoir du plus qu'autoritaire Président du Kazakhstan, très « ami » avec... Silvio Berlusconi. Toutes les deux ont été renvoyées par avion dans leur pays, où le pire les attend. Choqués, certains parlementaires du Parti démocrate ont bien tenté de faire voter une motion de défiance contre le ministre, mais la direction du parti a tout de suite mis un terme à l'initiative.

A vos tweets !

@BerthierGilles 21 juillet
La police soupçonne le lobby du soutien-gorge concernant l'incendie du siège des #Femen

@trolkoboy 22 juillet
#ASTUCE : construisez vous-même votre climatisation en vous installant entre un collègue qui brasse de l'air et un autre qui vous le pompe.

@Bebeuss 23 juillet
Une des choses les plus appréciées du « communisme », c'est que les monarchies n'ont pas survécu dans les pays de l'Est.
#Londres



»»» L'information est un combat

Philippe, le nouveau roi des Belges, le pape François en visite au Brésil, et, *last but not least*, le « royal baby » de Kate et William... Aurions-nous, en plein cœur de l'été, le journalisme que nous méritons ? La venue au monde du nouveau-né de la princesse de Cambridge a donné lieu à un suspense que même l'arrivée du Tour de France ne connaît plus. William s'est-il tenu près de Kate pendant l'accouchement ? La maman a-t-elle passé une bonne première nuit ? Le divin enfant est-il une fille ou un garçon ? Voilà la plupart de nos médias soudain transformés en *Point de vue* et autre *Closer*. Saisis par une hystérie toute républicaine, ils répondront coûte que coûte à leur mission d'information. Et ceux qui parlent de la crise de la presse sont des défaitistes...

»» Hitler insuffisant

Il y a au moins un point sur lequel la politique d'Hitler a été insuffisante : elle n'a pas supprimé suffisamment de gens du voyage. C'est en tout cas la pensée du Vendéen d'adoption Gilles Bourdouleix, député-maire de Cholet. Il est membre de l'Union des démocrates et des indépendants – démocrate peut-être pas, mais indépendant des lois de la République, Bourdouleix l'est à coup sûr –, et sa sortie devrait lui valoir l'exclusion de ce parti, tandis que le préfet du Maine-et-Loire, à la demande du ministère de l'Intérieur, a saisi la justice pour apologie de crime contre l'humanité. Il serait dommage que la publicité justifiée faite à ces propos cache l'œuvre complète de ce fin connaisseur du Troisième Reich. Celui-ci a en effet prononcé et assumé d'autres phrases essentielles à propos des gens du voyage : « *On se fait injurier à longueur de temps. L'autre jour, ils me traitaient de pédophile. Alors qu'eux, la moitié des enfants sont entre pères, grands-pères...* »

» Obama n'oublie pas l'histoire noire

L'acquittement du vigile George Zimmerman, qui a tué en Floride début 2012 l'adolescent noir Trayvon Martin, a scandalisé la communauté afro-américaine des États-Unis. Si Barack Obama a appelé à respecter la décision du jury au nom de « l'État de droit », il a toutefois déclaré, dans une intervention au ton très personnel : « *Il y a trente-cinq ans, j'aurais pu être Trayvon Martin* ». Et d'ajouter : c'est là « *une histoire qui ne disparaît pas* »...



**Tarnac : il n'y a plus que le
secret défense qui tienne...**

« Quel temps faisait-il le 7 novembre 2008 ? », demande l'agent de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). « Secret défense », réplique aussi sec le policier ! C'est exagérer à peine que de décrire ainsi la prompte « coopération » des policiers de la Sous-Direction antiterroriste (Sdat) et de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) aux « enquêtes sur l'enquête » menées par un juge d'instruction saisi par la défense du « groupe de Tarnac ». On savait déjà très fragile – et plus que douteux sur les procédures de la police – le dossier qui a permis l'arrestation de Julien Coupat et ses amis. Plus les demandes de la justice se font précises et pointent les incohérences de la version policière de l'enquête sur les prétendus sabotages de lignes SNCF durant la nuit du 7 au 8 novembre 2008, plus les fonctionnaires de la DCRI ou de la Sdat se retranchent derrière le « secret défense ». Un secret défense qui, contrairement aux promesses de campagne du candidat François Hollande, n'a toujours pas été levé...

Delon ou l'éternel masculin...



Demandez à Alain Delon où sont passés les hommes, les vrais, et vous êtes sûrs du résultat. C'est ce qu'a fait le *Figaro Magazine* du 19 juillet. « *Il fut un temps où, dans la rue, on distinguait les hommes et les femmes*, répond-il, envahi par la nostalgie, *maintenant, on ne sait plus qui est qui [...]. Et puis on a l'air de sous-entendre qu'être avec quelqu'un du sexe opposé ou du même sexe, c'est*

pareil. Ça, c'est grave ! » « *Je dois tout à l'armée* », dit-il encore, évoquant son engagement pendant la guerre d'Indochine. Ses « *modèles masculins* » ? « *Les généraux* »... « *J'avais envie de leur ressembler, même si je savais que c'était impossible parce que je n'avais pas fait d'études.* » Delon le dit : il n'a pas peur de passer pour « *un vieux con* ». Un homme, un vrai, ça n'a peur de rien.

■ **POLITIQUE** Plusieurs dossiers épineux attendent le gouvernement après une courte trêve estivale : retraites, logement, rythmes scolaires, investissements écolos... Autant de pièges pour un exécutif qui déçoit son camp.

Une rentrée sous tensions multiples

La trêve estivale promet de n'être que de courte durée. Sitôt passé le 15 août, la politique reprendra vite, avec des universités d'été nombreuses cette année entre les 21 et 25 août, surtout à gauche. Le gouvernement n'aurait rien à en redouter si sa politique ne suscitait des déceptions, surtout dans son camp.

En effet, avec une UMP financièrement affaiblie et divisée entre partisans de Jean-François Copé, qui réunira ses fidèles le 25 août à Chateaurenard, François Fillon, qui fera de même dans la Sarthe le 28 août, et « les amis de Nicolas Sarkozy », qui se rassembleront à Arcachon les 1^{er} et 2 septembre, le danger pour l'exécutif vient moins de la droite que des critiques de la gauche sociale, écologique et politique. D'autant que ni les perspectives budgétaires ni les grands

projets de loi programmés ne sont de nature à les atténuer. Au contraire.

L'alliance PS-EELV en question

Les écologistes d'EELV seront les premiers à s'exprimer lors de leurs traditionnelles journées d'été (21 au 24 août, à Marseille). Au programme, une réflexion sur la solidarité au sein de l'espace méditerranéen et l'avancée des révolutions arabes. La préparation des élections européennes du 25 mai 2014, scrutin où les écologistes réalisent leurs meilleurs résultats, sera aussi un des temps forts : comment retrouver la dynamique de 2009 sans la locomotive Cohn-Bendit, qui a pris congé d'EELV, en désaccord avec la ligne de la direction ?

La mobilisation pour les municipales du printemps prochain sera

aussi d'actualité. Les instances nationales se sont déjà prononcées (comme d'habitude) en faveur de listes autonomes au premier tour. Les écologistes laissent néanmoins aux groupes locaux la prérogative d'en décider. Déjà, dans la plupart des grandes villes, et à une large majorité, ceux-ci ont refusé les propositions socialistes de former des listes d'union au premier tour, pour aller au scrutin en autonomes. « Les militants ont exprimé une nette défiance envers le gouvernement », souligne Élise Lowy, porte-parole. C'est emblématique à Nantes, laboratoire de l'alliance PS-EELV et dont le maire était Jean-Marc Ayrault. »

Mais le morceau de bravoure des journées d'été sera la « conférence de bilan » de l'alliance gouvernementale avec le PS. Les récentes annonces du Premier ministre sur les investissements d'avenir,

« affectés à la transition écologique pour plus de la moitié », pèseront-ils suffisamment face aux déceptions, qui ont culminé avec le limogeage de la ministre de l'Écologie, Delphine Batho ? Les débats promettent d'être animés.

Ces débats seront vraisemblablement un prélude au congrès qu'EELV tiendra à Caen le 30 novembre, et pour lequel les motions doivent être déposées avant le 7 octobre. Deux premiers textes circulent, lancés par l'entourage de Jean-Vincent Placé (« Boussole ») et le pôle de gauche du parti (« Indépendance chacha »). L'actuel secrétaire général, Pascal Durand, qui entend être candidat à sa succession, annonce aussi un texte de « large rassemblement », mais l'initiative ne semble pas encore mûre.

« Des recompositions sont en cours, marquées par une forme de radicalisation », signale Élise Lowy. Si la participation aux responsabilités gouvernementales ne pose pas de problèmes aux militants sur le principe, la difficulté de se faire entendre du PS fait monter les frustrations ainsi que l'inquiétude de « couler avec le navire ». Le récent et timide rapprochement avec le Parti de gauche pourrait renforcer la frange la plus radicale des écologistes, en ralliant notamment une partie du pôle environnementaliste.

Le Front de gauche et l'écueil des municipales

Ce n'est pas aux Estivales du Front de gauche (24 et 25 août à Grenoble) que la question sera tranchée, mais la stratégie

Le rapprochement d'EELV et du PG pourrait renforcer la frange radicale des écologistes.

COEX/AFP
ANDRIEU/AFP





à adopter aux municipales sera selon toute probabilité dans beaucoup de conversations. Cette pomme de discorde oppose principalement le PG au PCF. Le premier, soucieux d'afficher la différence du Front de gauche avec le PS souhaite constituer des listes anti-austérité autonomes du PS. Fin mars, lors de son congrès, il énumérait une soixantaine de grandes villes où de telles listes se feront. Au grand dam du PCF, qui, au prétexte de chercher les voies d'un « rassemblement à gauche le plus large possible » ou de « battre la droite et l'extrême droite », n'exclut pas de reconduire ou de participer à des listes d'union avec le PS dès le premier tour. Les militants communistes trancheront, localement, dans le courant de l'automne. Dans de nombreuses communes, le risque d'éclatement du Front de gauche est réel. Au même moment, un regroupement devrait se concrétiser en son sein. Après des mois de discussions impliquant toutes leurs structures de base, au moins

Le dossier des retraites est assurément le plus explosif pour l'exécutif.

SAGET/AFP

quatre des neuf formations membres du Front de gauche (la Gauche anticapitaliste, la Faise, Les Alternatifs, Convergences et alternatives) et le collectif Tous ensemble, qui regroupe des personnalités non encartées, pourraient décider, les 24 et 25 novembre, de constituer une force commune, une sorte de « troisième pôle » au sein du Front de gauche, dont certains des initiateurs espèrent qu'il permettra « d'éviter un tête-à-tête entre PCF et PG générateur de tensions ».

Travailler plus longtemps ?

Le dossier des retraites est assurément le plus explosif pour l'exécutif. Trois ans après la réforme très contestée de Nicolas Sarkozy, le gouvernement assure qu'une « réforme est nécessaire » pour combler un défi-

cit des caisses de retraites estimé à 20 milliards d'euros en 2020. La ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, qui mène les consultations, doit présenter un projet de loi au plus tard à la mi-septembre. Mais quatre syndicats – CGT, FO, FSU et Solidaires – ont d'ores et déjà programmé une journée de mobilisations et de grèves le 10 septembre.

« Les premières déclarations [du gouvernement] inquiètent les salariés, les retraités et les demandeurs d'emploi, d'autant que le calendrier imposé est très resserré », affirment les syndicats. Refusant « tout allongement de la durée de cotisation », quand cette mesure a été présentée comme « juste » à plusieurs reprises par François

Hollande, ils ne veulent pas non plus « de l'opposition public-privé et de la sous-

indexation des pensions et des salaires portés aux comptes ». L'appel à la mobilisation, lancé

le 8 juillet à l'issue d'une réunion au siège de la CGT, a autant pour objectif de « ne pas laisser les propositions du Medef faire la loi » que d'« imposer d'autres choix au gouvernement ».

Annick Coupé (Solidaires) estime possible « une plus large unité syndicale » une fois que le gouvernement aura fait ses annonces. La fronde syndicale a déjà trouvé un écho parmi la gauche politique et altermondialiste : une pétition, publiée dans notre précédente édition (Politis n° 1262), a été initiée par Attac et la Fondation Copernic, avec le soutien des personnalités du Front de gauche, notamment Pierre Laurent et Jean-Luc Mélenchon, du NPA, mais aussi de Gérard Filoche, membre du bureau national du PS. Leur slogan : « Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins. »

Une austérité accrue

Le répit de deux ans, accordé par la Commission européenne pour revenir à 3 % de déficit, n'empêchera pas le budget 2014 d'être

Retrouvez le blog de Michel Soudais sur **Politis.fr**



encore plus draconien que celui de 2013. Selon les documents transmis par le gouvernement aux parlementaires début juillet, l'État prévoit de réduire son déficit structurel de 20 milliards (1 point de PIB), dont 14 milliards en économies de dépenses.

Les coupes seront particulièrement fortes dans les administrations et les collectivités, où l'exécutif table sur 9 milliards d'économies : suppression de 14 400 postes, gel du point d'indice des fonctionnaires, baisse drastique de crédit dans les ministères (jusqu'à 7 % pour l'Écologie et le Développement durable), baisse de 4 % des moyens affectés aux agences publiques et opérateurs (Météo France, CNRS, Ademe, agences de l'eau, audiovisuel public...), etc.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale devrait suivre le même mouvement. Début juillet, l'assurance maladie recommandait, dans un rapport au gouvernement, 2,48 milliards d'économies. Avec notamment de nouvelles baisses de prix de certains médicaments, une limitation des prescriptions de médicaments onéreux, un recours accru aux opérations chirurgicales en ambulatoire, ou une nouvelle ponction sur les biologistes et les radiologues.

Jamais l'État n'avait prévu de réduire autant son budget. Que cette « première » soit conduite

par un gouvernement de gauche est contesté jusqu'au sein du PS.

Les rythmes scolaires chamboulent la rentrée

Quatre mille villes (re)passent à la semaine de 4,5 jours. Mesure phare de la loi sur la refondation de l'école, la réforme des rythmes scolaires a ouvert un véritable casse-tête. En effet, les communes se retrouvent à devoir organiser en vitesse trois heures d'activités périscolaires supplémentaires par semaine dans le premier degré. Dans quels locaux, alors que le nombre d'enfants accueillis va au moins doubler ? Avec quel encadrement ? Et pour faire quoi ? Les collectivités qui jouent les bons élèves dès cette année sont soit celles dont l'organisation entre le scolaire et le périscolaire fonctionnait assez bien pour trouver un nouveau *modus operandi*, soit les plus riches (« autant y aller tout de suite... »), soit les communes pauvres pour qui l'enveloppe « bon point » (50 euros par élève pour celles qui appliquent la réforme en 2013 + 40 euros par élève pour les communes les plus en difficulté) est toujours ça de pris.

Avec les municipales en ligne de mire, les maires vont s'appliquer. Mais la mise en place est si complexe que les couacs ne manqueront pas. Combien d'enseignants, de parents, d'animateurs, de

La future réforme ferroviaire prévoit des changements dans le statut des cheminots.

BONAVENTURE/AFP

directeurs d'école et de centre de loisirs connaissaient-ils en partant en vacances l'organisation prévue pour la rentrée ? Sachant que, pour la plupart, il y aura classe le mercredi matin, et que, les autres jours, l'école pourra finir à 15 h, 15 h 45, ou 16 h 30...

La transition énergétique

La conférence environnementale annuelle, qui se tiendra les 20 et 21 septembre, sera un autre moment de vérité pour le gouvernement.

Le Medef, la CGPME, l'Union professionnelle artisanale et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) ont en effet refusé d'avaliser les quinze recommandations issues

du débat national sur la transition énergétique, qui s'est achevé le 18 juillet. Un texte rebaptisé « *synthèse des travaux* », contenant des « enjeux », a depuis succédé à ces recommandations. La synthèse sera remise officiellement au gouvernement lors de la conférence, et devrait servir à la future loi de programmation énergétique.

Ce texte laisse cependant ouvertes des divergences de fond entre le Medef et les écologistes sur le nucléaire et l'exploitation des gaz de schiste. Le gouvernement devra donc trancher et donner un cap à la transition énergétique, très attendu par les ONG environnementales.

Trois projets de loi très discutés

Le projet de loi Alur sur le logement sera présenté le 10 septembre au Parlement. En prévision, la plate-forme logement des mouvements sociaux – qui réunit vingt-cinq associations et syndicats – se réunissait le 23 juillet pour dénoncer « *la faiblesse des mesures présentées* ». La garantie universelle des loyers, très attendue, n'est pas financée et le dispositif d'encadrement des loyers privés pourrait entraîner une hausse paradoxale des loyers. La ministre du Logement, Cécile Duflot, a pris des engagements contre l'habitat indigne mais trop peu concernant l'accès à des logements pas chers. Aucune mesure réellement efficace n'aurait été prise non plus contre les expulsions et pour le relogement.

Le projet de loi portant reconnaissance et développement de l'économie sociale et solidaire (ESS)

Fin de l'Internet libre ?

Neelie Kroes, commissaire européenne en charge du numérique, a annoncé qu'elle présentera en septembre un projet de règlement européen relatif au marché unique des télécommunications. Plusieurs associations de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet sont montées au créneau après la divulgation, en juillet, d'une version consolidée du projet.

European Digital Rights (EDRi), à l'origine de la fuite, a mis le feu aux poudres chez les défenseurs de l'Internet libre. L'association, sise à Bruxelles, pointe l'article 20 du projet

de règlement, accusé de discriminer les communications et donc de mettre fin à l'Internet libre et ouvert. « *Après avoir affirmé le principe de neutralité du Net, le projet de règlement le vide de son sens* », assure La Quadrature du Net, l'homologue française d'EDRi.

Selon l'association, « *les opérateurs télécoms seront libres d'imposer des limitations sur les volumes de données échangées* » et libres de « *passer des accords commerciaux afin d'offrir des conditions de trafics privilégiées aux grands services en ligne (au hasard, Google ou Facebook)* ».

» T. B.

Retrouvez le blog de Thierry Brun sur **Politis.fr**

DOMINIQUE PLIHON

Membre du conseil scientifique d'Attac.

Finance contre démocratie

S'appuyant sur une directive de la Commission, un groupe de onze pays européens a décidé d'introduire la taxation des transactions financières (TTF) par la méthode de la coopération renforcée. Le projet de la Commission n'est certes pas parfait, mais il constitue un pas important et remporte le soutien de la société civile. Pendant sa campagne électorale, François

des activités de banque de détail et de banque d'investissement faisait partie des promesses de François Hollande (engagement n° 7), le gouvernement a fait voter une loi dont les dispositions ont été largement dictées par le patronat bancaire et dont le dirigeant de la Société générale a lui-même déclaré qu'elles affecteront moins de 5 % de l'activité de son établissement. De ces deux reculs spectaculaires du gouvernement Hollande-Ayrault face au pouvoir de la finance, trois conclusions s'imposent.

Moscovici a déclaré « excessif » le projet de taxe financière.

Hollande s'était énergiquement prononcé en faveur de la TTF. Mais les banquiers sont passés à la contre-offensive. Goldman Sachs a déclaré la TTF « contre-productive ». Le Medef et la Fédération bancaire française affirment, eux, que la TTF sera « destructrice de richesse ».

Sous la pression des lobbies, la France fait machine arrière et rallie le camp des adversaires de la TTF. Lors de la dernière réunion du groupe de travail des onze pays, le 22 mai, Bercy a proposé de modifier le projet de la Commission sur des points essentiels, le réduisant à néant : exonération quasi-totale des transactions sur produits dérivés ainsi que sur les « repos (1) » ; taxation des opérations après compensation, ce qui élimine la taxation du « trading à haute fréquence » ; taxation des seuls vendeurs, ce qui réduit encore de moitié les recettes fiscales attendues. Devant un parterre de banquiers, Pierre Moscovici confirme, le 12 juillet, le recul de la France en déclarant « excessif » le projet de la Commission. Un mois auparavant, le 15 juin, nous avons vécu le même scénario avec le vote de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Alors que la séparation

Tout d'abord, la force de frappe des lobbies bancaires est considérable en France, comme ailleurs, car elle parvient à réduire de façon significative la portée des réformes pourtant promises aux électeurs. Ensuite, il existe une étroite collusion, et une grande consanguinité, entre les responsables politiques, la haute administration de Bercy et les élites financières. Ces décideurs sont diplômés des mêmes grandes écoles. Le projet des hauts fonctionnaires de Bercy est de rejoindre les rangs de ceux qu'ils sont supposés réguler... Il faudrait interdire à ces derniers d'exercer dans la banque pendant dix ans après leur sortie de Bercy.

Enfin, face au « mur de l'argent », la société civile est la seule force exerçant le rôle de contre-pouvoir que les grands partis politiques et les élus ne remplissent pas, comme l'ont montré la piteuse discussion de la loi bancaire au Parlement et le silence assourdissant des élus après le recul du gouvernement sur la TTF. Les moyens dont disposent Attac, le CCFD, Finance Watch... sont faibles par rapport à ceux du lobby bancaire. Mais le modeste David n'a-t-il pas fini par triompher d'un Goliath arrogant et finalement vulnérable ? <>

◀ La réforme des rythmes scolaires entraîne un casse-tête : comment occuper le temps libéré des enfants ?

PERRY/AFP



sera examiné début octobre, en première lecture au Sénat. « *L'ambition du gouvernement consiste à viser un changement d'échelle* » pour cette « autre économie » qui représente près de 10 % du PIB et 13 % des emplois en France (2,4 millions de salariés), indique Benoît Hamon, ministre délégué à l'ESS.

La reconnaissance du secteur concerne les mutuelles, les coopératives, les associations, ainsi que les entreprises sociales « dont les modes de production et de redistribution des bénéfices empruntent aux principes de l'ESS », une mesure critiquée par des acteurs du secteur, qui craignent l'arrivée de sociétés commerciales ordinaires. De leur côté, les organisations patronales (PME et artisanat), ainsi que les professionnels de la transmission d'entreprises, sont vent debout contre une mesure imposant aux patrons d'entreprises de moins de 50 salariés d'informer leurs salariés de leurs projets de cession.

Enfin, une échéance décisive pour l'avenir du service public ferroviaire est programmée avec le projet de loi de réforme ferroviaire. Son examen prévu à l'automne à l'Assemblée nationale, en même temps que la réforme des retraites, est à très haut risque. Le

ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, a présenté une réforme d'ampleur qui prévoit notamment des changements dans le statut des cheminots, et surtout de créer un gestionnaire d'infrastructure unifié (GIU), réunissant Réseau ferré de France (RFF), SNCF Infrastructure et la direction des circulations ferroviaires. Le choix controversé d'un établissement

Le gouvernement devra donner un cap à la transition énergétique.

public à la tête de deux autres établissements publics répond aux attentes de la Commission européenne, qui prépare un quatrième paquet ferroviaire destiné à parachever la libéralisation de ce secteur. Les syndicats de cheminots craignent à terme la cession d'une partie du capital des entreprises publiques.

De plus en plus décrié dans l'électorat de gauche – en témoigne la spectaculaire chute de popularité de François Hollande –, le gouvernement n'entend pas pour autant « changer de cap », comme le réclament le Front de gauche, Europe écologie-Les Verts et une partie du PS. Tout au plus compte-t-il « changer de discours », selon le mot du ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, très proche du chef de l'État. Il est douteux que cela suffise à calmer les tensions qui, déjà, pointent.

► Thierry Brun, Ingrid Merckx, Patric Piro, Michel Soudais

(1) Prêts de très court terme entre banques.

■ **ÉNERGIE** Responsable commerciale à Enercoop, **Stéphanie Lacomblez** estime que la hausse, inéluctable, des tarifs réglementés de l'électricité doit précipiter la transition énergétique.

« Il faut favoriser la proximité »

Enercoop est un fournisseur d'électricité verte qui revendique 16 000 clients et 10 000 sociétaires. Cette société coopérative d'intérêt collectif assure proposer depuis ses débuts le « vrai prix de l'énergie ». Les tarifs d'Enercoop sont donc plus élevés que ceux d'EDF. Mais, avec les récentes annonces de hausse des tarifs réglementés, la différence se réduit peu à peu.

Pourquoi les prix d'EDF ne cessent-ils d'augmenter ?

Stéphanie Lacomblez > Les prix réglementés prennent de plus en plus en compte le vrai coût du nucléaire : il y a la prise en charge de la sécurité et celle d'autres frais, comme le retraitement des déchets ou le démantèlement des installations. Il y a aussi un contexte de crise climatique. L'énergie devient de plus en plus rare. Par conséquent, le prix de l'électricité fournie par EDF augmente.

Cette réalité s'ajoute à l'ouverture du marché de l'énergie en 1996 par une directive européenne. Elle a eu lieu en 2000 pour les professionnels qui consomment le plus, en 2004 pour l'ensemble des professionnels et en 2007 pour les particuliers. Enercoop a notamment été créée pour remédier à cela : on sait depuis longtemps que les prix vont augmenter.

Vos prix restent plus élevés que ceux d'EDF. Pourquoi ?

Parce qu'ils correspondent au vrai prix de l'énergie. Il faut savoir que les tarifs d'EDF sont 30 % inférieurs à ceux pratiqués sur le marché européen. Mais notre démarche n'est pas élitiste. Enercoop n'a jamais augmenté ses prix depuis le lancement de son offre en 2007, en dehors des transports et de la distribution, qui dépendent d'ERDF. Avec la hausse des tarifs réglementés [+5 % au 1^{er} août 2013 et +5 % en 2014, NDLR], notre modèle va s'imposer. Ces réglementations sont d'ailleurs amenées à disparaître à terme car c'est la volonté de l'Union européenne.



Les lignes à haute tension servent à alimenter des territoires lointains.

DUFOUR/AFP



Stéphanie Lacomblez
Responsable commerciale à Enercoop.

Pour l'instant, l'écart entre nos prix et ceux d'EDF se réduit. Le rattrapage risque d'ailleurs d'être rapide pour les entreprises qui consomment le plus : elles ne bénéficieront plus des tarifs réglementés en 2016. Si une telle décision était prise pour les particuliers, la mesure serait difficilement soutenable socialement. C'est la raison pour laquelle nous ne souhaitons pas d'explosion du système sans mesures d'accompagnement. Nous proposons par exemple des formations afin d'apprendre aux consommateurs à économiser l'énergie.

Les politiques énergétiques actuelles sont-elles suffisamment efficaces ?

Le problème, c'est qu'en France l'énergie est abstraite, dématérialisée. Le système est centralisé autour de grandes centrales nucléaires : les citoyens sont éloignés des lieux de production alors qu'il faudrait que ce soit le contraire. En effet, plus le maillage est fin et moins il y a de

pertes d'énergies. La RTE [filiale d'EDF qui gère le réseau public de transport d'électricité, NDLR] perd environ 10 % de l'énergie qu'elle transporte. Il faut des lignes à haute tension pour acheminer l'électricité dans des territoires parfois très lointains. Ce n'est pas le cas avec les énergies renouvelables. On produit moins avec une centrale solaire, mais le réseau est allégé, intégré au paysage urbain, plus proche des citoyens.

Pourquoi cette proximité est-elle importante ?

Cela permet aux gens d'être plus impliqués et ça les pousse à se poser des questions. À Enercoop, nous proposons des aides, des audits, de l'accompagnement. Pour favoriser cette proximité, nous participons à l'implantation de coopératives régionales. Il y en a actuellement dans six régions : Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Languedoc-Roussillon,

Bretagne, Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cela profite à l'économie locale et rapproche le producteur du consommateur. Ce dernier devient acteur.

Quelles solutions peut apporter Enercoop ?

Nous souhaitons participer à la transition énergétique. Celle-ci doit s'effectuer sur trois plans : faire le choix des énergies renouvelables, maîtriser la consommation et permettre aux citoyens de s'approprier la question. C'est la raison pour laquelle ce sont les consommateurs qui fixent les prix chez Enercoop, en assemblées générales.

Nous sommes la seule alternative pour les consommateurs. Enercoop ne finance pas le nucléaire. Il faut se poser les bonnes questions : nous avons besoin de l'énergie, mais il faut savoir ce que l'on veut en faire.

> Propos recueillis par Maxence Kagni

■ **SÉCURITÉ** Après les violences à Trappes, le ministre de l'Intérieur parle d'« émeutes ». Les associations, elles, réclament la vérité.

Simple contrôle ou provocation ?

Une arrestation qui dégénère et plusieurs nuits de violences. Trois ans après son adoption, la loi interdisant le port du voile intégral dans les lieux publics refait parler d'elle. Jeudi dernier, à Trappes (Yvelines), des policiers ont voulu contrôler, dans des circonstances qui restent à déterminer, l'identité d'une jeune femme dont le visage était dissimulé par un voile. Selon le procureur de la République de Versailles, le mari de celle-ci, un homme de 21 ans converti à l'islam, s'y serait opposé violemment. Il aurait tenté d'étrangler un policier, ce qui lui a valu un placement en garde à vue.

Le lendemain, environ quatre cents personnes se sont rendues au commissariat de Trappes afin de demander la libération du jeune homme. Plusieurs incidents ont émaillé le rassemblement : certains manifestants ont jeté des pierres, brûlé des poubelles et des abribus. Les violences ont repris le samedi soir. Lundi, après une nuit d'accalmie, Manuel Valls a estimé que la situation était « contenue ».

Le ministre de l'Intérieur a qualifié les débordements « d'émeutes », appelant toutefois les responsables politiques à ne pas faire d'amalgames entre les « incendiaires » et « l'immense majorité des quartiers populaires [...] et encore moins avec l'immense majorité des musulmans ». La veille, il avait déclaré qu'il ne doutait pas « un seul instant » de la bonne foi des fonctionnaires de police, pourtant accusés d'avoir provoqué le couple lors du contrôle.

Plusieurs associations, comme le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) ou encore la Coordination contre le racisme et l'islamophobie, ont remis en cause les versions officielles et demandé l'ouverture d'une enquête indépendante. Dans un communiqué, le CCIF a assuré que des témoins de la scène ont entendu des « déclarations racistes de la part des policiers » et assisté à un « abus de moyens physiques » à l'encontre de la femme voilée.

Le mari de cette dernière, finalement libéré samedi, placé sous contrôle judiciaire et qui sera jugé en septembre, dément avoir tenté d'étrangler quiconque. Compte tenu du « contexte dans lequel le contrôle s'est déroulé », sa compagnie n'aurait tout simplement pas eu « le temps » de dévoiler son visage jeudi dernier. Il affirme qu'elle a toujours accepté de le faire précédemment, et ce à de « nombreuses » reprises.

Selon l'Observatoire de la laïcité, depuis l'application en avril 2011 de la loi sur le voile intégral, 130 des 705 contrôles effectués l'ont été dans le seul département des Yvelines.

> M. K.

Manuel Valls à Trappes le 22 juillet.

GUILLLOT/AFP



Le geste utile

Passer à la cigarette électronique

par Patrick Piro

Que faire ? C'est le dessert, et Pascal tête sa cigarette électronique avec la satisfaction de tenir la solution miracle : au bout de 72 heures, il ne fume plus que deux cigarettes au lieu de douze. « Je peux goûter ? » Moue de Dominique devant la saveur noisette douceâtre. « Je crois que je vais rester avec mon tabac à rouler... » Léna a abandonné au bout de dix jours : l'ersatz ne calmait pas son envie de clope.



La e-cigarette se compose d'une recharge de liquide, d'un atomiseur et d'une batterie, rechargeable de préférence.

Inventée en 2009, l'e-cigarette fait un tabac depuis un an en France, qui compterait déjà un million de « vapoteurs ». Car, tirer sur son e-tige, c'est absorber de la vapeur : l'objet, qui ressemble à un stylo, comprend une cartouche de liquide, que vaporise une résistance (atomiseur) alimentée par une petite batterie (rechargeable de préférence). La cartouche contient du propylène glycol, de la glycérine

végétale, des arômes (un grand choix) et une dose variable de nicotine (de 0 à 24 mg).

Pourquoi ? De nombreux fumeurs affirment qu'en gérant la dose de nicotine ils ont pu réduire (voire arrêter) la cigarette. Une étude italienne vient d'apporter une première caution scientifique à l'assertion. En l'absence de combustion, l'impact semble bien moindre que celui de la fumée du tabac, qui contient une cinquantaine de produits cancérigènes. Cela vaut aussi pour l'entourage, en outre peu incommode par la vapeur, quasi inodore. Néanmoins, la France vient d'interdire la vente de la cigarette électronique aux mineurs ainsi que la publicité s'y rapportant, et entend en bannir l'usage dans les lieux publics, comme en Belgique, au Luxembourg et à Malte.

Car les avis autorisés sont partagés, faute de recul. La composition du liquide (dont la teneur en nicotine, avec un risque

En l'absence de combustion, l'impact semble bien moindre. de surdose, notamment en utilisant des recharges d'origine étrangère) n'est pas garantie, la

vapeur peut être irritante, et son effet sur la santé n'a pas été étudié. En outre, un jeune sur trois aurait déjà essayé, ce qui pourrait inciter les non-fumeurs à passer à la cigarette. D'ailleurs, les compagnies interdisent le vapotage dans les avions pour éviter de stimuler les accros à la clope. Les entreprises, s'appuyant sur l'ample définition du terme « fumer » retenue par le code du travail, bannissent aussi souvent l'e-cigarette.

Pour le moment, celle-ci est en vente libre en boutiques spécialisées. Cependant, l'Union souhaite la traiter en médicament, comme les substituts au tabac (patches, gommes, etc.). Un marché lucratif qui passerait aux mains des pharmacies, avec une diffusion moins libre mais contrôlée par une autorisation de mise sur le marché.

Comment ?

- Le kit de départ coûte de 30 à 50 euros. Puis environ 6 euros pour les recharges, qui durent près de quatre fois plus longtemps qu'un paquet de cigarettes.
- Consulter le site www.sante.gouv.fr pour les évolutions réglementaires.
- Le rapport Dautzenberg sur l'e-cigarette, de l'Office français de prévention du tabagisme (www.ofta-asso.fr), livre des avis d'experts.

■ **ENVIRONNEMENT** Depuis le 19 juillet et jusqu'au 20 août, l'AlterTour parcourt la France à vélo pour défendre des idées neuves. **Reportage.**

Dopés à l'alternative



Le départ du 6^e AlterTour a été donné le 19 juillet à Autry-le-Châtel, dans le Loiret. Symboliquement, le peloton des altercyclistes a attaqué son périple devant le centre expérimental de maraîchage de Monsanto, installé dans la commune depuis trois ans. Départ face à des grilles fermées à titre préventif par la firme américaine, au point même que tous les fournisseurs et visiteurs se voyaient refuser l'entrée du centre.

À l'intérieur, dans des serres où la température frôle les 40 °C depuis quelques jours, les ouvrières (intérieures) n'ont pas eu le droit de venir jeter un coup d'œil à cette assemblée cycliste bon enfant. La gestion « américaine » y limite les pauses au strict minimum, et ce malgré la chaleur, avec interdiction d'apporter son eau ! Difficile de savoir ce qui se passe dans cet établissement essentiellement voué à des essais

et à des fécondations manuelles sur des poivrons et des tomates. Officiellement, pas question « pour l'instant » d'essais transgéniques. Pourtant, il y a quelques semaines, les poivrons y ont été victimes d'un mystérieux virus qui a entraîné l'arrachage de milliers de plants. Et les responsables du centre interdisent désormais au personnel d'emporter des légumes récoltés dans les serres. Explication plausible : malgré les promesses officielles de Monsanto, qui jure abandonner ses projets en Europe, la société américaine redoute que poivrons et tomates puissent être analysés à l'extérieur et que les manipulations génétiques en cours soient découvertes.

En faisant halte, au cours de la première étape, devant la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly, les cyclistes de l'AlterTour

ont fait connaissance avec des gendarmes au moins aussi nombreux qu'eux. Interdiction d'approcher les grillages de l'installation dans laquelle les coureurs avaient pourtant annoncé qu'ils ne tenteraient pas de pénétrer. Intimidations habituelles, y compris un relevé systématique et illégal de leurs adresses et identités. Avec en prime les menaces des agents de la société de sécurité Segur, prétendant empêcher la prise de photographes.

C'est ce nucléaire, le secret des recherches et le massacre programmé de l'agriculture paysanne que les altercyclistes veulent dénoncer au cours de leur périple. Des thèmes qui ont fait l'objet du débat inaugural, mené sur l'aire de départ, dans le jardin communautaire des Hubbits, par Pierre-Henri Gouyon, professeur au Muséum

Biodiversité, santé, schiste... À chaque étape son débat.

national d'histoire naturelle. Une discussion autour d'un feu de bois où tous les auditeurs et participants se sont montrés convaincus de la nécessité de préserver la biodiversité afin de contrer les multinationales comme Monsanto et les grandes firmes agroalimentaires. Des auditeurs avides aussi de solutions et de moyens de résistance.

Sur ce point, les propositions restent cependant plus évasives que la dénonciation, comme l'ont montré les débats organisés le dimanche par les Faucheurs volontaires, lesquels fêtaient leur dixième anniversaire à Bouzy-la-Forêt, à l'occasion de la première journée de repos. Des faucheurs venus d'Europe et d'Afrique ont expliqué eux aussi leurs combats et leurs difficultés.

Tout au long de cet autre « Tour », qui s'achèvera le 20 août à l'alterville d'Attac de Rochejean (Jura), les trente à cinquante coureurs – selon les jours – découvriront et mettront en valeur les « alternatives à tous les dopages dont est victime notre société ». Qu'il s'agisse de biodiversité, d'agriculture industrielle, de sport, de santé, des gaz de schiste ou de la société de consommation, ils organiseront des débats à chaque étape. Parcourant de 40 à 80 kilomètres par jour sur un rythme volontairement lent, ils seront accompagnés d'une voiture-balai et d'une remorque technique pouvant offrir des vélos à ceux qui veulent rejoindre le peloton pour une ou deux journées.

Sur chaque bicyclette, des fanions et des pancartes racontent les revendications et les champs du possible. La vie du cortège est à la fois pittoresque, autogérée et joyeuse. Chacun expliquant ses aspirations à un autre quotidien et la nécessité, l'urgence même, de résister à toutes les tentations d'une société de consommation « où l'offre conditionne la demande à grand renfort de publicité ».

Ce mini-tour de France des idées neuves rencontre un accueil plutôt sympathique, mais il se voit souvent renvoyé à la question du chômage. Beaucoup des membres de la caravane et du public dénoncent l'impuissance écologique de la gauche ou de la droite, et affichent leur scepticisme face aux discours des Verts ; même si la caravane est accompagnée par l'ancienne parlementaire écolo Anny Poursinoff...

» **Claude-Marie Vadrot**

Politis.fr suivra l'AlterTour jusqu'au 20 août.

▲
L'AlterTour a fêté les dix ans des Faucheurs volontaires à Bouzy-la-forêt.

C.-M. VADROT

TRIBUNE

Prêts toxiques : risque majeur pour les territoires

Patrick Saurin analyse les conséquences pour les collectivités locales des mesures du gouvernement destinées à résorber la facture de la chute de Dexia.

Le 18 juin dernier, dans un communiqué de presse, le ministère des Finances a annoncé la mise en place d'un nouveau fonds de soutien pluriannuel destiné à aider les collectivités impactées par les prêts toxiques. En réalité, même si le ministère des Finances a réaffirmé « *sa volonté d'apporter une solution pérenne et globale au problème des emprunts structurés les plus sensibles* », ce projet dissimule un risque majeur pour les collectivités, qui consisterait à leur faire porter une partie des surcoûts en les privant de leur droit d'agir en justice. Ce projet, qui sera soumis au Parlement à l'automne 2013, conjugue imprécision et duplicité.

Patrick Saurin
Membre du syndicat SUD-PBCE et du Collectif d'audit citoyen.

Tout d'abord, aucun montant n'est avancé. Rappelons pour mémoire que le premier fonds de soutien prévu par le projet de loi de finances rectificative pour 2012 était doté de 50 millions d'euros... dont 25 millions prélevés sur le produit des amendes de police destinées aux collectivités territoriales. Le montant de ce fonds et sa composition témoignent de la légèreté et de la rouerie du gouvernement, quand l'on sait que Michel Klopfer estimait récemment le risque lié aux emprunts toxiques entre 15 et 20 milliards d'euros (1).

Ensuite, si le ministère prévoit une contribution du secteur bancaire, à aucun moment il n'en détaille les modalités. Il prend soin de

préciser son intention de « *faciliter la conclusion de transactions entre les banques et les collectivités locales ou leurs groupements, sur une base acceptable par l'ensemble des parties* », ce qui signifie en clair que les collectivités devront mettre la main au portefeuille.

Enfin, plus grave, cette opération s'accompagnerait d'une violation caractérisée du principe de non-rétroactivité des lois affirmé dans notre droit, puisque « *ce nouveau plan tient compte également de la décision récente du tribunal de grande instance de Nanterre* ». Ce qui signifierait que les télécopies matérialisant l'accord des parties avant la signature des contrats et ces mêmes contrats qui n'auraient pas mentionné le TEG (taux effectif global), pourtant obligatoire, en seraient rétroactivement dispensés.

Ainsi, la victoire du conseil général de Seine-Saint-Denis contre Dexia devant le TGI de Nanterre le 8 février dernier n'aurait donc été qu'un éphémère intermède de droit. La Société française de financement local (Sfil), porteuse des 9,4 milliards d'euros d'encours toxiques hérités de Dexia, ne serait pas la seule à trouver son compte dans cette validation rétroactive de transactions

illégales, puisque toutes les banques françaises et étrangères dont les contrats ont omis le TEG bénéficieraient de cet aménagement du droit sur mesure. « Puisque le droit se retourne contre la Sfil et les banques, il faut changer le droit », ainsi pourrait-on résumer l'attitude du gouvernement en paraphrasant Brecht.

Naturellement, il serait demandé aux collectivités s'engageant dans ce dispositif de renoncer à toute action en justice contre

les banques, lesquelles sortiraient une nouvelle fois exonérées de leurs responsabilités, encore une fois avec le secours de l'État.

Ainsi, pour les citoyennes et les citoyens, le combat contre les dettes illégales et illégitimes reste plus que jamais d'actualité.

Face à la déloyauté des banques et du gouvernement, leur appui aux collectivités, aux hôpitaux et aux organismes de logement social contaminés par les prêts toxiques se doit plus que jamais d'être indéfectible pour refuser que les acteurs publics, et derrière eux les contribuables, assument les conséquences des agissements spéculatifs des banques. <

(1) « Emprunts toxiques des collectivités : le jeu perdant-perdant de l'État », Michel Klopfer, *le Monde*, 3 juin 2013.

Dexia : un scandale au prix fort

Dexia est emblématique des folles dérives de la finance mondiale et de son sauvetage public, révèle un récent rapport de la Cour des comptes (1). Pour échapper à la faillite, le groupe bancaire privé franco-belge a fait l'objet d'interventions publiques dès octobre 2008, au point de devenir un gouffre sans fond.

Les magistrats de la Cour des comptes pointent un « *sinistre coûteux* », dont « *le coût direct s'élève pour la seule partie française à 6,6 milliards d'euros (2,7 milliards pour l'État et 3,9 milliards venant de la Caisse des dépôts)* », à la charge des contribuables français. Les magistrats dressent aussi un réquisitoire contre les anciens dirigeants du groupe : la mise en cause de leur responsabilité « *n'a été recherchée ni par les nouveaux dirigeants nommés en 2008,*

ni par les actionnaires déjà présents ou entrés au capital en 2008, ni par les États ».

La Cour des comptes a aussi évalué les risques futurs qui tiennent à l'extinction de Dexia, au financement local et aux risques liés aux emprunts toxiques. Ils sont « *susceptibles de provoquer des défauts de paiement ou des contentieux. S'ils se réalisent, ces risques pèseront sur l'État français, qui est aujourd'hui directement impliqué dans la structure d'extinction de Dexia ainsi que dans les entités publiques nouvelles* », notamment la Société de financement local (Sfil), qui gère les encours toxiques de Dexia.

>T. B.

(1) « Dexia : un sinistre coûteux, des risques persistants », rapport de la Cour des comptes, juillet 2013. Lire aussi : *Dexia, une banque toxique*, de Nicolas Cori et Catherine Le Gall, La Découverte, 2013.



DE SAKUTIN/AFP

■ **IMMIGRATION**

Des audiences se tiendront en centre de rétention.

Justice expéditive

À partir de décembre, les juges des libertés et de la détention (JDL) du tribunal de Bobigny devraient auditionner les étrangers en situation irrégulière dans une salle délocalisée près du centre de rétention administrative (CRA) Zapi 3, sur le site de l'aéroport de Roissy. Et, dès septembre, le tribunal de Meaux délocalisera ces mêmes audiences destinées à statuer sur la prolongation du maintien des étrangers en zone d'attente au CRA du Mesnil-Amelot.

En réaction, plusieurs associations de magistrats et de défense des droits humains ont écrit une lettre ouverte à la garde des Sceaux, Christiane Taubira, publiée sur Mediapart le 18 juillet. Elles y dénoncent ces projets porteurs « de graves dérives pour le fonctionnement de la justice », « son indépendance et son impartialité ». L'isolement et l'éloignement géographique des CRA sont susceptibles de limiter l'accès du public aux audiences, et notamment des journalistes. Mais, surtout, les magistrats, coupés de leur juridiction, travailleront dans un établissement géré par le ministère de l'Intérieur, et qui plus est dans un environnement policier. De quoi dénoncer la mise en place d'une « justice d'exception ».

► Florent Sourisseau

Laurent ► Fabius en visite à Bamako le 23 mai. KOUYATE/AFP

■ **MALI** La France voulait cette présidentielle pour clore la séquence de son intervention militaire.

Une élection sous pression

En bonne logique démocratique, l'élection présidentielle au Mali, dont le premier tour était programmé pour le 28 juillet, n'aurait jamais dû avoir lieu à cette date. Comme l'a souligné Tiébilé Dramé, un candidat qui s'est retiré de la compétition, « les conditions d'une élection régulière n'étaient pas réunies ». L'exemple le plus flagrant est celui de Kidal, à 1 500 kilomètres au nord-est de Bamako, et fief des Touaregs, où, un mois avant la date de l'élection, les listes électorales n'étaient toujours pas établies. Pour Tiébilé Dramé, leader du Parena (Parti de la renaissance

nationale, à gauche), « maintenir la date du 28 juillet, c'était priver de nombreux Maliens de leur droit de vote ». Tiébilé Dramé a explicitement accusé la France d'avoir exercé des pressions pour que ce calendrier soit maintenu : « Je constate que Fabius est devenu le directeur des élections au Mali. » « Nous sommes reconnaissants à la France pour ce qu'elle a fait pour nous, a-t-il encore souligné, mais on peut aider un pays à se libérer sans toucher à sa dignité. » Six mois et demi après l'intervention militaire destinée à couper la route de Bamako aux groupes islamistes qui occupaient le nord du

pays depuis 2012, la France tenait en effet à mettre un point final à cette séquence. L'organisation de l'élection visant à relégitimer le pouvoir à Bamako devait marquer la fin de cette période durant laquelle la France a exercé une sorte de tutelle sur le pays.

Pour nombre d'observateurs, cette précipitation devait surtout avoir des vertus de politique intérieure française. Ce devait être une réponse à ceux qui dénonçaient un enlèvement. Le paradoxe est que, pour convaincre son opinion de ce désengagement en trompe-l'œil, Paris a dû une nouvelle fois s'immiscer dans la vie politique malienne. L'influence de la France sur Bamako et sur la région, dont le Niger et son sous-sol riche en uranium, est toujours bien présente. Mais, surtout, cette élection destinée à redonner une apparence d'unité au Mali ne règlera pas le problème touareg, avec la question de l'autodétermination de l'Azawad, vaste région du nord-Mali grande comme une fois et demie la France. Une revendication traitée par le mépris et la répression par les pouvoirs successifs à Bamako, et l'ancienne puissance coloniale.

► D. S.



■ **ÉTATS-UNIS** En déclin depuis plus de soixante ans, la capitale de l'automobile est aujourd'hui en faillite.

La déchéance de Detroit

Le 18 juillet, la ville américaine de Detroit (Michigan) a été déclarée en faillite. Acculée par une dette de plus de 18 milliards de dollars, la municipalité avait déjà annoncé, le mois dernier, qu'elle serait obligée de faire défaut sur une partie de cette somme. Dans ces circonstances, le placement de la ville sous la protection de la loi encadrant les faillites des collectivités serait « la seule solution pour s'attaquer à un problème qui n'a fait que s'amplifier

ces soixante dernières années », selon les déclarations du gouverneur du Michigan, Rick Snyder. La municipalité pourrait ainsi renégocier le plan de remboursement de ses dettes avec ses créanciers. Un juge décidera d'ici à trois mois si Detroit peut ou non bénéficier de cette protection. S'il ne s'agit pas de la première collectivité dans cette situation outre-Atlantique, la mise en faillite de cette ville de 700 000 habitants, dernier épisode d'une lente agonie,

reste spectaculaire. Le déclin de la capitale de l'automobile a suivi celui de son industrie autrefois florissante, et les retombées de la crise de 2008 n'ont fait que pousser à l'extrême sa situation, la banqueroute de Chrysler et de General Motors achevant de vider les usines. Celle qui fut autrefois la quatrième ville du pays a perdu la moitié de sa population en soixante ans. Un exode dû au chômage de masse, deux fois supérieur à la moyenne nationale, à une criminalité importante et des services publics à l'abandon, faute de moyens pour les entretenir.

► Lena Bjurström

lekiosk.com

le kiosk point comme les autres



 **lekiosk.com**

DISPONIBLE SUR
App Store

DISPONIBLE SUR
Google play



■ **PALESTINE** Le document européen publié le 19 juillet a provoqué la colère du gouvernement israélien. Ambassadrice auprès de l'UE, la Belgique et le Luxembourg, **Leïla Shahid** mesure la portée de ce texte.

« Un signe positif de la part de l'Union européenne »



Le 19 juillet, l'Union européenne a publié un document stipulant que les « entités israéliennes » situées dans les territoires occupés depuis 1967 ne doivent plus être éligibles aux subventions ou financements de l'Union européenne à compter de 2014. L'analyse de Leïla Shahid.

Quel est le sens de ces « lignes directrices » européennes ?

Leïla Shahid > Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas d'une



AGOSTINI/AFP

décision à proprement parler politique qui viendrait du Conseil européen ou de la ministre des Affaires européennes. Cela ne vient pas de Mme Ashton, c'est d'abord une décision à caractère juridique de mise en cohérence des législations européennes internes, et de respect du droit européen et du droit international. À partir du moment où l'Europe dit qu'Israël n'a aucun droit sur les

Les constructions israéliennes dans les colonies (ici à Jérusalem-Est) ne pourront plus être aidées par l'UE.

GHRABLI/AFP

territoires occupés de Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et du Golan syrien, il n'est pas possible pour l'Europe de financer des projets israéliens dans ces territoires. **Ce n'est pas une décision qui vient des instances politiques de l'Union européenne, mais elle a néanmoins une portée politique...**

C'est un signe très positif qui constitue un précédent important. Jusqu'ici, Israël a toujours imposé à la Commission européenne et au Conseil européen le fait qu'il

■ **ENTRETIEN** ■ était au-dessus des lois internationales. Cette fois, Israël n'a pas les moyens de s'opposer, car c'est une recommandation qui ne s'adresse pas à lui mais aux États membres de l'Union.

Cela concerne le financement européen de projets israéliens essentiellement dans le domaine de la recherche. C'est une recommandation que les États membres ne sont pas obligés de suivre, mais qu'il leur sera difficile de ne pas appliquer car ce serait violer

ouvertement le droit européen. Un pays qui prendrait une décision contraire risquerait tout de même de se faire sérieusement chahuter. C'est donc un outil important à l'intérieur du fonctionnement des institutions européennes.

Ce n'est évidemment pas une mesure de boycott...

Non. L'Union européenne n'appliquera jamais une mesure de boycott qui serait contraire à sa doctrine de libéralisation du commerce. Le boycott, c'est le combat de la société civile.

Toutefois, il existe une autre bataille qui peut aider au boycott, c'est l'exigence de labellisation des produits venant des colonies. Mais là, c'est l'exportateur qui décide de cette labellisation. Et on ne peut pas faire confiance à Israël pour cela.

Comment interprétez-vous l'annonce d'un retour à des négociations entre le gouvernement israélien et l'Autorité palestinienne, au lendemain de la visite du secrétaire d'État américain John Kerry ?

Je ne parlerai pas de négociations. Cela résulte surtout d'une volonté d'apaisement dans une situation régionale très déstabilisée.

Tout le monde insiste sur le fait que c'est une reprise « sans conditions ». On sait que, dans le discours officiel israélien, les « conditions », c'est l'exigence palestinienne de gel de la colonisation. Cela ne risque-t-il pas de signifier que le dialogue reprend alors que la colonisation se poursuit ?

Le gel de la colonisation ne peut pas être considéré comme une condition, car il était inscrit dans la « feuille de route (1) », et on ne peut pas sans cesse revenir en arrière sur ce qui a déjà été signé. Mais, franchement, je ne crois pas que cela puisse aller très loin. Nous sommes en face du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, qui pratique la colonisation comme jamais et qui tolère les appels au meurtre lancés par les colons sous la protection de l'armée.

Cette reprise du dialogue est donc loin d'être une avancée réelle. La question est toujours la même : les Américains vont-ils assumer réellement leur rôle d'arbitre, ou laisseront-ils une fois de plus les deux parties face à face ? Auquel cas, avec le gouvernement israélien actuel, on ne peut pas espérer grand-chose.

► Propos recueillis par Denis Sieffert

Mahmoud Abbas et John Kerry à Ramallah.

HANDOUT/GETTY IMAGES/AFP



Kerry sauve la face

Le retour à la table des négociations obtenu par le secrétaire d'État risque une nouvelle fois de constituer un marché de dupes pour les Palestiniens.

Le conflit israélo-palestinien ne s'arrête jamais. Mais il arrive parfois que l'on en parle moins. Et ce silence est toujours à l'avantage du colonisateur israélien. Car, tandis que l'actualité attire les projecteurs sur d'autres zones de conflit dans la région, et en premier lieu, bien sûr, en Égypte et en Syrie, la colonisation se poursuit. Les expulsions, les destructions de maisons et de cultures, les déplacements de populations s'intensifient à une cadence rarement connue auparavant.

Mais voilà que deux événements de nature très différente attirent de nouveau nos regards. Le premier est essentiellement de caractère juridique. Le document publié le 19 juillet par l'Union européenne n'en frappe pas moins la colonisation au portefeuille. En considérant que « les entités israéliennes établies dans les territoires occupés depuis 1967 » ne sont « pas éligibles aux subventions, prix et instruments financiers » de l'UE, le texte ne vaut pas seulement par

lui-même, il constitue aussi un point d'appui pour la campagne pour le boycott des produits venant des colonies. C'est une décision qui doit être relayée par la société civile. On pense évidemment au fameux tramway d'Alstom, qui relie Jérusalem à certaines colonies. On pense aussi aux accords entre France Télécom

Orange et l'Israélien Partner pour ériger des antennes dans les colonies.

Toutes entreprises qui participent aux activités de colonisation. Incontestablement, la recommandation européenne donne des arguments à la société civile.

Le deuxième événement n'en est peut-être pas un. Mais, paradoxe du système médiatique, c'est surtout celui qui fait parler. Au terme d'interminables palabres, le secrétaire d'État américain John Kerry est surtout parvenu à sauver la face. Il a obtenu du gouvernement israélien et de l'Autorité palestinienne que s'ouvre un nouveau cycle de discussions. Mais on sait, au moins depuis Itzhak Shamir en

1990, que les Israéliens adorent « négocier » à condition que cela n'aboutisse jamais et qu'on ne leur interdise pas de continuer à coloniser pendant ce temps-là.

C'est malheureusement ce qui risque d'arriver cette fois encore. D'autant plus que Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, a semble-t-il, accepté de reprendre le « dialogue » sans avoir obtenu le gel de la colonisation. « Parvenir à un accord de paix est un projet trop ambitieux », a déjà commenté Youval Steinitz, le ministre israélien chargé des Relations internationales. C'est dire l'état d'esprit qui anime la partie israélienne.

Seul élément positif, la promesse arrachée à Israël de libérer quelque 350 prisonniers palestiniens, dont certains sont emprisonnés depuis vingt ans. Toujours est-il que les pourparlers devraient durer près de neuf mois. Le temps qu'il faut pour étendre encore un peu plus les colonies à Jérusalem-Est et dans le prolongement de la ville, et ruiner... l'objet même de la négociation.

► D. S.

(1) Document adopté le 30 avril 2003 par le Quartet, composé de l'ONU, l'Union européenne, les États-Unis et la Russie.

■ **AMÉRIQUE LATINE** Meurtris par des crimes de masse commis entre 1960 et 2000, les peuples du continent combat pour la justice, souvent entravé par les gouvernements actuels et les criminels d'hier, toujours impunis.

Brûlantes cicatrices de

Parfois portées par les gouvernements, souvent sous la pression des défenseurs des droits humains et des victimes, ou créées après des accords de paix, elles sont aussi le fruit du travail d'organisations, impulsées par l'Église, les familles ou des collectifs citoyens. Elles s'appellent « Commission de la vérité », « Commission pour la vérité et la réconciliation », « Commission pour la clarté historique »...

Les traces des dictatures, guerres civiles, guérillas, insurrections et massacres qui ont ponctué la vie de l'Amérique latine et de la Caraïbe au cours de la seconde moitié du XX^e siècle hantent la société. Certains conflits restent latents, d'autres ne sont pas résolus, mais, partout, on refuse d'oublier et l'on pose, de diverses manières, la grande question de la mémoire, celle de la réparation et de la justice, celle aussi de l'oubli ou du pardon. Si l'on connaît un peu les combats menés pour la mémoire et contre l'impunité à l'extrême sud de l'Amérique, on ne sait pas grand-chose de ceux qui existent ailleurs sur le continent.

Impunité au Mexique

Il aura fallu vingt-cinq ans au Mexique pour poser une stèle sur la place des Trois-Cultures, en hommage aux morts, blessés et disparus du massacre du 2 octobre 1968, et quarante pour que naisse un centre-musée de la mémoire, géré par l'Université nationale autonome du Mexique. Il a fallu surtout l'opiniâtreté des acteurs de 1968 qui, à contre-courant de l'opinion, souvent, et des politiques, toujours, n'ont jamais rien cédé. La Femosp (Commission spéciale pour les mouvements sociaux et politiques du passé), créée en 2002, a été entermée en 2007. Le Mémorial pour les victimes de la violence, jamais inauguré, a été renommé par les Mexicains « Stèle de la honte ». Lutte obstinée aussi d'organisations populaires, comme l'association

Eureka, pour connaître la vérité sur les disparitions liées à la répression contre les guérillas des années 1960 et 1970. Même si, en 2011, le Congrès mexicain a déclaré le 2 octobre jour de deuil national, l'impunité reste absolue.

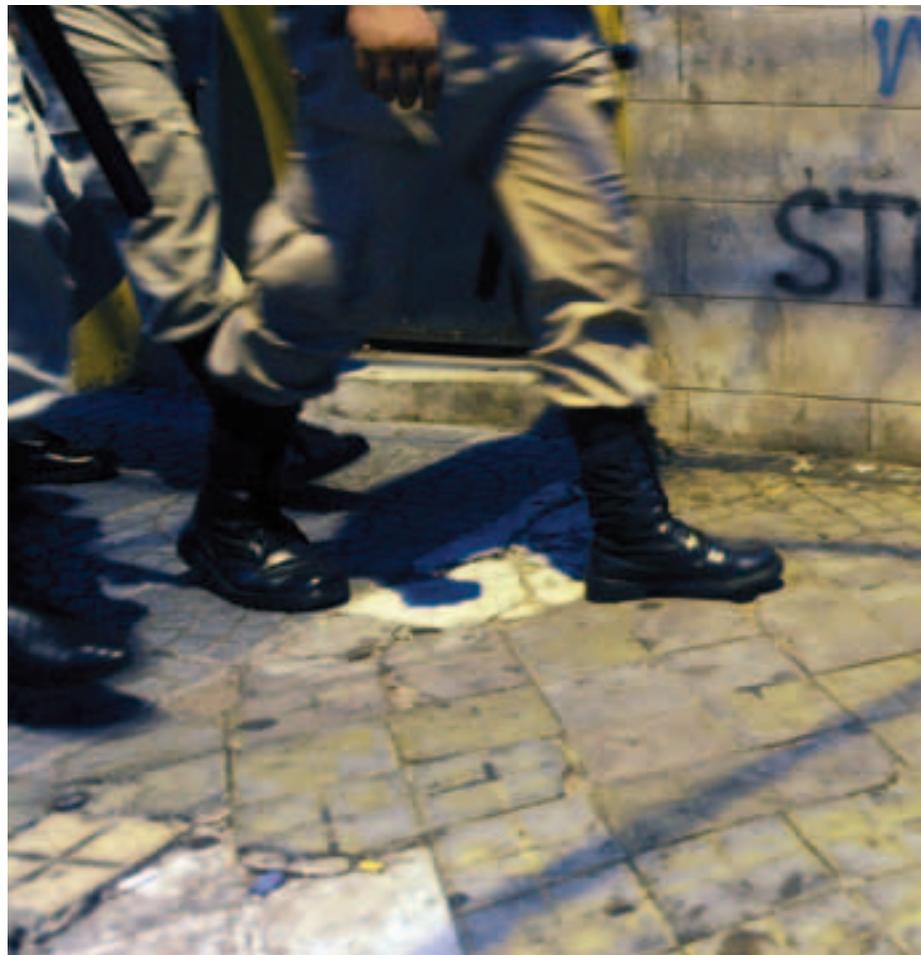
Peine cassée au Guatemala

Au Guatemala, entre 1960 et 1996, date des accords de paix signés entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), un véritable génocide a été perpétré, essentiellement contre la population indienne. Plus de 200 000 morts et 450 000 déplacés vers le Mexique, fuyant la politique de terre brûlée du dictateur Rios Montt.

Sur la place centrale de Ciudad de Guatemala, les inscriptions n'attirent pas l'attention. Il y en a pourtant des milliers : noms des morts et des disparus gravés sur la pierre grise des douze piliers qui soutiennent la grille de la cathédrale. Une femme montre quatre noms tout en bas d'une colonne. Disparus, son père, son frère, sa belle-sœur et le bébé qu'elle portait.

L'État guatémaltèque n'a jamais accepté les recommandations de la Commission pour la clarification historique. Pas d'enquêtes, pas de poursuites et, contrairement à l'URNG, il n'a jamais demandé pardon au pays même si, au gré des gouvernements, des dédommagements minimes ont été accordés aux victimes.

Aujourd'hui, le Président est l'ancien général Pérez Molina, impliqué dans la pratique systématique de la torture et les crimes des années 1980. L'ex-général Rios Montt, accusé par l'association Justice et réconciliation du massacre de quelque 1 800 paysans indiens, a finalement été jugé et condamné en mai 2013 à quatre-vingts ans de prison, jugement annulé pour « vice de forme ». Les autres généraux, comme Lucas García ou Kjell Laugerud, n'ont jamais été inquiétés.



Pas d'amnistie au Salvador

Le Salvador a vécu, de 1980 à 1992, date des Accords de Chapultepec, une longue guerre intérieure qui a fait près de 80 000 morts. La Loi de réconciliation nationale a amnistié les acteurs du conflit, sauf « ceux ayant participé à de graves faits de violence ayant laissé une marque dans la société », mais la Loi d'amnistie qui a suivi, violant les accords de paix, a amnistié l'assassinat de Mgr Romero en 1980, le massacre du Mozote en 1981 et l'assassinat de six pères jésuites et de deux employés en 1989.

L'an dernier, le président Mauricio Funés, du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN), a demandé pardon aux Salvadoriens et a annoncé un programme de

réparations, estimant que « la loi n'a pas d'effet juridique lorsque l'amnistie devient un facteur d'impunité ». À San Salvador, on visite le mémorial Mgr Romero et le Centre de la mémoire de l'Université jésuite. Mais d'autres lieux de mémoire se construisent – musée dans l'ancienne prison des détenus politiques à Santa Tecla et musée de la Parole et de l'Image –, qui témoignent du combat de la société civile salvadorienne contre l'oubli.

Incendies en Colombie

Même si des négociations sont en cours entre le gouvernement et les guérillas, la paix est encore loin en Colombie. Pas de commission de la vérité. Des procès refusés, bâclés, enterrés. Mais, partout

sud-américain ne veulent pas oublier. Un difficile

l'histoire



« La dictature, plus jamais », clame ce graffiti sur un mur d'Asunción, au Paraguay.

DUARTE/AFP

dans le pays, des organisations qui résistent. Mouvement de victimes de crimes d'État, qui réclame justice pour l'extermination des militants de l'Union patriotique dans les années 1980 ; Filles et fils pour la mémoire et contre l'impunité, qui a vu le jour au sein de Justice et paix ; collectifs d'avocats, de familles de victimes ; communautés de paix... Tous dénoncent, témoignent et mènent, au risque de leur vie, le combat contre l'impunité.

À Bogota, dans le columbarium des pauvres du cimetière central voué à la démolition, l'artiste Beatriz González a couvert des milliers de niches oubliées de personnages portant des morts. Le columbarium fait partie du Centre de la mémoire, de la paix et de la conciliation, inau-

guré en décembre dernier par le maire Gustavo Pétro, un ancien du M19. Dans la petite ville de Trujillo, après l'assassinat du père Tiberio, en avril 1990, est né le mouvement Nunca más. Il recensera 342 crimes commis entre 1986 et 1994. L'État a fini par reconnaître une liste de victimes et, en avril dernier, l'un des responsables, Henry Loaiza a été enfin condamné à trente ans de prison. À Cali, dans un appartement, la Fondation Guagua a organisé un tout petit musée de la mémoire de Trujillo. À Trujillo même, malgré assassinats et attentats, l'Association des parents de victimes a commencé à construire un parc-musée de la mémoire. Alba Mery Chilito, une des *matriarcas* – ces femmes qui refusent l'oubli –,

a été assassinée le 7 février dernier. Quelques jours plus tard, un nouvel incendie criminel a détruit une partie des arbres du parc.

Mémoire en cours au Pérou

Le Pérou a jugé et condamné un ancien chef d'État, Alberto Fujimori. Dans son rapport final, la Commission de la vérité et de réconciliation (2001-2003), chargée d'enquêter sur la guerre intérieure de 1980 à 2000, après douze années de gouvernements militaires, parle de 70 000 morts et de milliers de disparus (la majorité pendant les gouvernements « démocratiques » de Belaúnde et García, qui n'ont jamais été inquiétés).

Le rapport attribue au Sentier lumineux – dont les principaux dirigeants sont en prison, comme ceux du Mouvement Tupac Amaru – plus de la moitié des morts, le reste étant le fait de la police, de l'armée, d'escadrons de la mort, le tout sous commandement politico-militaire. À Lima, le Musée de la mémoire, rebaptisé Lieu de mémoire sous pression des militaires et de la droite péruvienne, n'est toujours pas terminé.

Nouvelle enquête en Bolivie

En 1982, le président bolivien Siles Suazo crée par décret la Commission nationale de recherche des disparitions forcées. Elle sera dissoute deux ans plus tard. Ce sont les familles de victimes, les syndicats, les Églises, les défenseurs des droits humains qui parviendront à faire juger le général García Meza, son ministre de l'Intérieur – celui qui avait octroyé à Klaus Barbie le grade de lieutenant-colonel honoraire –, et plus de cinquante de ses collaborateurs.

Condamné en 1992, García Meza purge une peine de trente ans dans une prison de La Paz. Mais l'Assemblée permanente des droits humains et l'Association des familles de détenus-disparus et martyrs ont réclamé au président Evo Morales la création d'une nouvelle Commission de la vérité pour faire la lumière sur vingt années de dictature. Le projet de loi en préparation aura trois axes : mémoire, vérité et justice. Un Musée de la mémoire historique s'est ouvert à La Paz en 2011 dans d'anciens lieux de torture, des caves découvertes en 2009 au ministère de l'Intérieur.

Inquiétude au Paraguay

L'ombre du général Alfredo Stroessner (mort de sa belle mort

en exil au Brésil en 2006) plane toujours sur le Paraguay. Le coup d'État civil contre le président Fernando Lugo, il y a un an, et le retour au pouvoir du parti Colorado (le parti de Stroessner) pèsent lourd dans le combat que mènent les victimes de la plus longue dictature d'Amérique du Sud (1954-1989).

Au nom de l'État, le président Lugo avait demandé pardon aux victimes de Stroessner et promis de mettre en œuvre toutes les recommandations de la Commission vérité et justice. Aujourd'hui, à quelques semaines de la prise de fonction d'un nouveau président, syndicats, défenseurs des droits humains et victimes sont inquiets pour le processus d'indemnisation à peine entamé – 40 millions de dollars sur cinq ans. La maison qui abritait le siège des services techniques (prison et cellules de torture) du ministère de l'Intérieur est devenue le Musée des mémoires grâce à l'action de Martín Almada. Celui-ci a découvert, en 1992, pas très loin d'Asunción, les « archives de la terreur », mettant au grand jour les relations entre les dictatures de la région dans le cadre du plan Condor.

« Plus jamais ça » au Brésil

En 1964, avec le coup d'État contre João Goulart, commençait au Brésil une série de dictatures militaires qui allait durer jusqu'en 1985. C'est à la présidente Dilma Rousseff, emprisonnée et torturée par la dictature pour son engagement dans un mouvement armé, qu'il revint de créer, il y a un an, la Commission nationale de la vérité (CNV), au moment où était publié un énorme travail collectif, *Brasil Nunca Mais*, préfacé par le cardinal Arns. Ce premier rapport dévoile l'existence de centres de torture dans des universités et l'organisation de la structure répressive au plus haut niveau de l'État. La CNV pourrait, dans ses recommandations, demander que la loi d'amnistie générale, prise par la dictature en 1979 pour « la réconciliation nationale » et entérinée en 2009 par la Cour suprême, soit remise en question.

Du débat sur la mémoire ont surgi des revues, en Colombie notamment, et des musées virtuels, comme celui d'Asunción, qui présente un parcours sur le « stonisme » (dictature de Stroessner), et il semble difficile aujourd'hui de ne pas entendre la clameur des peuples contre l'impunité et l'oubli. Les lois de « point final », de « caducité », >>>

» d'« obligation d'obéissance » et d'amnistie qu'ont tenté d'imposer les militaires ont vécu. Mais des rapports des commissions de la vérité aux jugements des tortionnaires, il existe un fossé qui n'est pas encore franchi.

Lieux de mémoire au Chili

Du nord au sud du Chili, de nombreux espaces mémoriels ont vu le jour. Stade national qui servit de centre de détention et de torture ; Mur de la mémoire couvert des photos des disparus, sur le pont Bulnes qui enjambe le rio Mapocho ; Maison Londres 38 occupée par la police secrète ; villa Grimaldi ; ancienne mine de salpêtre de Chacabuco ; ex-clinique clandestine Santa Lucia, mémorial de Paine... Et, plus récemment, le musée de la Mémoire et des Droits de l'homme, voulu par la présidente Bachelet.

Augusto Pinochet est mort le 10 décembre 2006 sans avoir été jugé pour ses crimes. En 2005, le dictateur sera même définitivement relaxé par la Cour suprême de responsabilités dans l'opération Condor. Cette opération, appuyée par les États-Unis, a regroupé, entre 1975 et 1983, les services secrets d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay et d'Uruguay.



Son bilan : 100 000 morts et disparus, des centaines de milliers d'hommes et de femmes détenus, torturés, déportés, et des millions qui prendront le chemin de l'exil.

Procès en Argentine

En Argentine, en mars dernier, les ex-généraux Bignone et Videla (mort en prison deux mois plus tard) ont été jugés et condamnés, avec d'autres militaires, pour leur rôle dans l'opération Condor. C'est sous la présidence de Nestor Kirchner qu'ont été abrogées les

lois de Point final et de l'Obéissance due. L'ESMA, l'un des nombreux centres clandestins de torture, est devenu lieu de mémoire comme el Olimpo, le parc de la Mémoire, la Promenade des droits humains, le Centre populaire de la mémoire à Rosario, le Centre culturel pour la mémoire à Trelew...

Enquête en Équateur

En 2007, le président équatorien Correa crée, par décret, la seconde Commission de la vérité, qui enquête sur les violations des droits

◀ Le cimetière de Huanta, dans la province d'Ayacucho, au Pérou.

BENAVIDES/AFP

humains commis, non pas dans la période des dictatures militaires, mais dans les années 1980 avec la répression menée contre le mouvement armé Alfaro Vive Carajo par le président Febres Cordero (décédé en 2008). Son rapport, remis en 2010, semble, pour l'instant, sans suite.

Débat relancé en Uruguay

La situation est différente en Uruguay. À deux reprises, en 1989 et en 2009, l'abrogation de la Loi de caducité (destinée à protéger des poursuites de l'État militaires et policiers pour des délits commis avant 1985) a été l'objet d'un référendum populaire. À deux reprises, les partisans de l'oubli ont gagné. Seront néanmoins jugés, en 2009, Gregorio Alvarez, le dernier dictateur militaire (vingt-cinq ans de prison), en 2010, Juan María Bordaberry (trente ans de prison), auteur du coup d'État et, en 2013, le général d'active Miguel Dalmao (vingt-huit ans de prison). Mais, aujourd'hui, la Cour suprême de justice a déclaré inconstitutionnel le texte adopté par le Parlement qui rend imprescriptibles les crimes de la dictature (1973-1985) en les qualifiant de crimes contre l'humanité, ce qui relance le débat.

►Françoise Escarpit

■ **BRÉSIL** Pendant la visite du pape, les autorités craignaient une résurgence du mouvement qui a mobilisé un million de manifestants au mois de juin. **Correspondance à Rio, Marie Naudascher**

Entre révolte sociale et évangélisme

« **L**e pape n'est pas responsable de la supposée corruption des hommes politiques brésiliens, mais il pourra nous confesser », plaisantait Eduardo Paes, le maire de Rio, devant les journalistes, en majorité brésiliens, venus s'informer sur la logistique des Journées mondiales de la jeunesse qui se tenaient à Rio du 22 au 29 juillet. Une pirouette qui ne cache pas l'incertitude des dirigeants quand à la suite du mouvement de juin, mobilisant plus d'un million de citoyens à travers tout le pays. Un mouvement inédit au Brésil, en pleine Coupe des confédérations, observée

comme une répétition générale de la Coupe du monde de football de 2014. « Nous ne sommes pas des idiots, et le football ne suffit plus à nous divertir », hurlait André devant la maison de Sergio Cabral, gouverneur de l'État de Rio, tout en brandissant un panneau « On veut des hôpitaux "standard Fifa" ! ». L'amertume de la population n'est plus soluble dans le football. À la veille du premier déplacement du pape François à l'étranger, le mouvement semblait se conjuguer au passé. Les jeunes des classes A et B (1), une génération urbaine, blanche et éduquée, évoquent avec une nostalgie teintée

de fatalisme « ces grandes fêtes où tout le monde se retrouvait, s'appelait et se cherchait dans la foule », comme Maria, une publicitaire de São Paulo. Lors de l'appel à la grève générale des syndicats le 11 juin dernier, elle a écouté, de loin, les discours des haut-parleurs qui ont bloqué l'avenida Paulista, l'artère centrale du quartier des affaires de la capitale économique. « On attend maintenant de voir les résultats de nos doléances, je ne sais pas ce que cela va donner », explique-t-elle avec dépit.

« Nos jeunes sont inquiets pour leur avenir, cela nous préoccupe, et l'Église doit trouver des

réponses », explique padre Omar, du haut du Corcovado, devant le sanctuaire dont il est responsable. Fin juillet, pèlerins et touristes se mélangeaient au pied de l'imposante statue aux bras ouverts sur la baie de Rio. Quand il anime sa procession, padre Omar donne à ces rassemblements des airs de fête. « Ici, au Brésil, la foi s'exprime avec enthousiasme et ferveur », chantonne le gardien du Christ rédempteur, qui produit aussi des sambas catholiques.

Mais le père Omar a beau s'époumoner pour louer « Jesus Cristo » sur fond de tambours, au Brésil, le catholicisme est en perte de vitesse.

(1) La société brésilienne est divisée en cinq classes sociales, de A à E (des plus aisées aux plus pauvres).



Les fidèles sont passés de 74 % de la population en 2000 à 64 % dix ans plus tard, selon l'IBGE, l'institut de statistiques brésilien. Et si le Vatican a choisi Rio de Janeiro pour organiser les Journées mondiales de la jeunesse, ce n'est pas uniquement pour la beauté du site et son Corcovado. L'État de Rio ne compte plus que 46 % de catholiques, et voit les églises évangéliques s'installer dans les quartiers populaires à un rythme effréné. En quarante ans, l'envolée des évangéliques est spectaculaire, passant de 5 à 22 %.

Le pasteur évangélique, incontournable dans les quartiers populaires et auprès des exclus, est devenu une référence morale et spirituelle. Ses cultes, animés et participatifs, attirent les foules, venues chercher une expiation et une reconnaissance communautaire. Les membres d'une même église s'appellent « frère » ou « sœur ». Et il est évidemment impossible de laisser quelqu'un de sa « famille » dans le besoin. Selma, qui élève seule ses deux enfants, se rend au culte dans sa favela de Rocinha au moins trois fois par semaine. « *Lundi, c'est sur la famille ; mercredi, sur l'argent, parfois aussi il y a des conférences*

sur le péché », explique, tout sourires, la jeune commerçante. Des thèmes du quotidien auxquels les évangéliques apportent des réponses immédiates. À chaque culte, les fidèles donnent le *dízimo*, un dixième de leur salaire. « *C'est normal, l'Église nous aide, alors nous, on contribue* », conclut Selma, qui gagne moins de 800 reals par mois, soit 270 euros. Délaissés par des églises catholiques trop éloignées de leurs réalités quotidiennes, avec leurs cultes trop austères, ce sont en majorité des femmes, des jeunes et des habitants des périphéries qui sont séduits.

Et les méthodes sont redoutables. Les pentecôtistes allient un travail de fourmis sur le terrain à la mainmise progressive des médias et de la politique. Pas une prison qui ne reçoive chaque semaine son pasteur, *Bible* sous le bras, suivi de femmes en jupe longue, pour prêcher la bonne parole et expier le « *diable qui est en chacun des détenus* ». Des scènes d'exorcisme où le pasteur appose la main sur le front des pécheurs en scandant : « *Sors de ce corps !* »,

Des étudiants manifestent contre l'augmentation des tarifs des transports publics, à São Paulo, le 18 juin dernier.

SCHINCARIOL/AFP

Le pasteur évangélique est une référence morale et spirituelle.

jusqu'à la chute, spectaculaire, du fidèle libéré. Présente auprès des exclus, l'Église progresse, inlassablement, et conquiert des fidèles, là où l'Église catholique a laissé un espace vacant.

Très conservatrice, l'Église universelle du royaume de Dieu possède la chaîne TV Record, deuxième audience du pays, un empire médiatique au service du prosélytisme religieux. À Brasilia, le congrès compte 70 députés évangéliques sur 513, formant un groupe appelé « *bancada évangélica* », le « banc des évangéliques », qui instille ses idées à travers des mesures politiques. À la tête de la commission parlementaire des droits de l'homme, le pasteur Marco Feliciano, aux propos homophobes, racistes et misogynes assumés, a provoqué l'indignation en proposant une « *cura gay* ». Autrement dit, un remède contre ce que les évangéliques qualifient d'« *homosexualisme* », une tendance homosexuelle qu'il s'agirait de soigner. « *Dehors Feliciano et ta cura gay !* », ont hurlé les jeunes manifestants, lassés de cette mainmise du religieux sur la vie politique brésilienne. « *C'est désespérant que la foi l'emporte sur la politique* », déplore Milton Temer, dirigeant

national du PSOL, le parti socialisme et liberté, issu d'une scission du Parti des travailleurs (PT). « *La morale civile est dictée par les impératifs religieux alors que le Brésil est un pays laïc* », souligne l'ancien député fédéral qui lutte pour une réforme du financement public des campagnes.

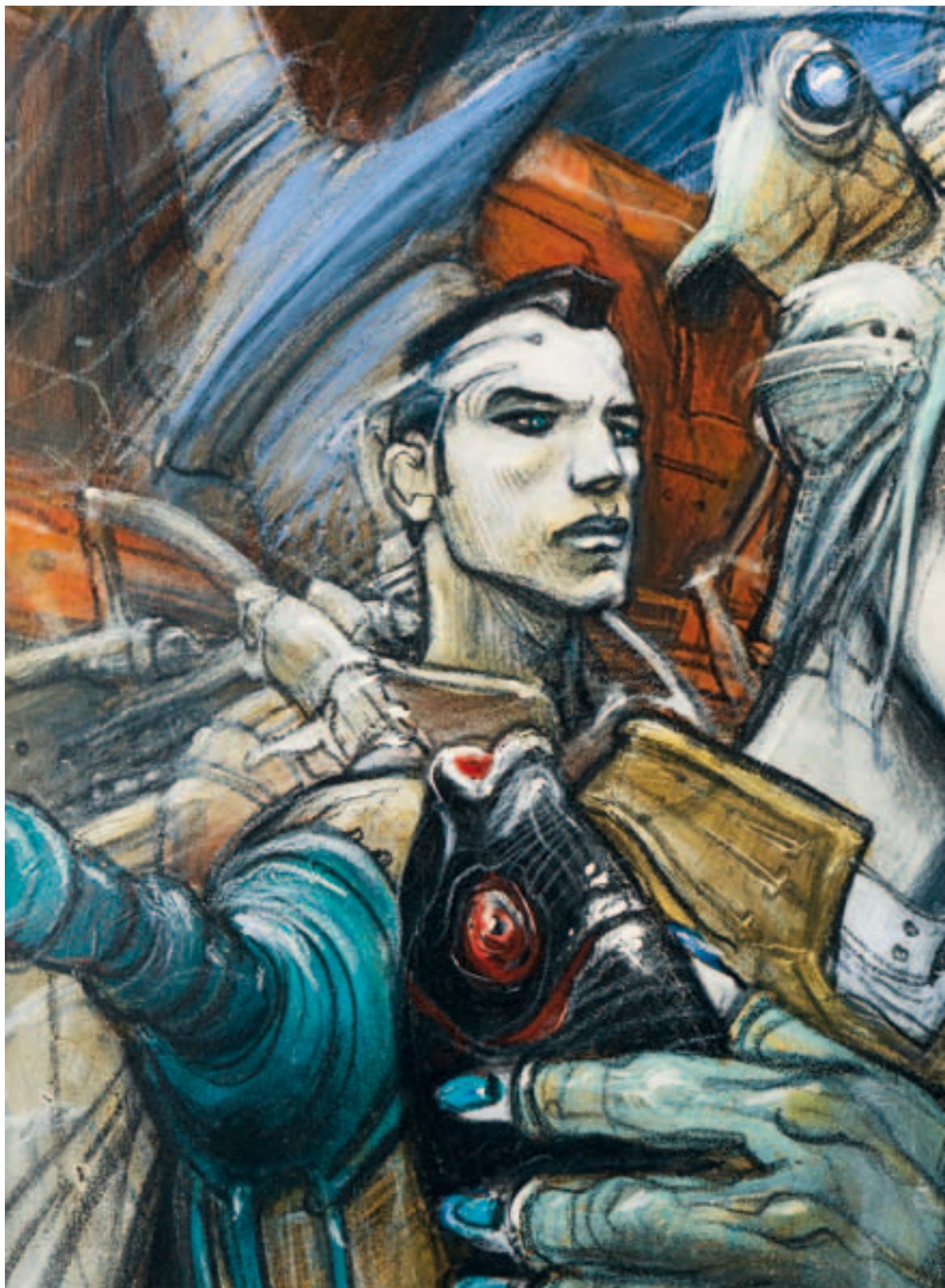
Face à cette perte de vitesse du catholicisme au Brésil, le pape François, avec son discours plus social et tourné vers les exclus, a choisi des endroits délaissés de la « *Ville merveilleuse* ». La favela de Varginha, étalée entre la voie ferrée et un long canal étouffé par les ordures accumulées, n'offre pas de vue sur la mer. Autrefois connue pour sa « *crackolândia* », un repère pour les fumeurs et vendeurs de crack à ciel ouvert, Varginha est au bord de la « *Bande de Gaza* » : un surnom qui porte encore les stigmates de luttes entre les membres de factions rivales et la police. Et, pour sa messe finale, le pape ira à Guaratiba, à l'ouest de Rio. Reconquérir le cœur des fidèles éloignés du Saint-Siège, un défi de taille dans un pays qui reste, encore pour quelque temps, le premier pays catholique au monde.

» M. N.

L'homme augmenté,

Courir plus vite, voler, décupler ses forces et son intelligence, vivre plus longtemps ou créer un être vivant sans passer par la reproduction : depuis la nuit des temps, l'homme cherche à augmenter ses capacités. Mais plus la science progresse, plus les possibilités s'affolent. On peut aujourd'hui s'implanter des puces électroniques sous la peau, reproduire des organes et communiquer partout en quelques secondes. On pourra bientôt télécharger son esprit, serrer la main d'un cyborg et se soigner en continu grâce à des nanomédicaments. « *Bienvenue en Transhumanie* », annonce un ouvrage de Geneviève Ferone et Jean-Didier Vincent (Grasset). Mais qu'est-ce que le transhumanisme ? Un délire pour fans de science-fiction ou un champ de réflexions sur le vacillement de l'homme face au progrès ? À l'heure de la « *révolution biotechnologique* », émergent des « *utopies post-humaines* ». Les frontières entre « *recherche, futurologie et science-fiction deviennent poreuses* », explique Cédric Biagini (*l'Emprise numérique*). Comment sera l'homme de demain ? Tous les transhumanistes se disent « *technoprogessistes* ». « *Scientistes !* », décrètent leurs détracteurs. Quelles sont les limites à ne pas franchir ? Sommes-nous, comme le pense le biologiste Jacques Testart, à l'heure où il faut « *freiner ou se résigner* » ? Serions-nous tous déjà un peu transhumains ? À réfléchir avec Enki Bilal, qui dessine des hypothèses.

> Ingrid Merckx



ENKI BILAL/CASIERMAN

c'est déjà demain



« Le transhumanisme est un des premiers rêves de l'homme »

Avec l'exposition « Mécanhumanimal », **Enki Bilal** célèbre la part mécanique des êtres vivants et leur métamorphose en créatures hybrides.

Pour les *Fantômes du Louvre*, le dessinateur Enki Bilal avait photographié quatre cents œuvres du plus grand musée du monde pour en retravailler vingt-trois à la peinture. Pour le Musée des arts et métiers, il a puisé dans son œuvre les représentations de cette idée, « Mécanhumanimal », née en visitant les collections de 80 000 pièces pour la plupart jamais exposées. Soit un concept réunissant l'homme, l'animal et la machine. Il a travaillé avec un installateur sonore et une créatrice d'odeurs, et a joué sur les possibilités ludiques pendant le parcours. « Mécanhumanimal » est une rétrospective qui propose un jeu de connexions excitantes. L'homme augmenté, c'est quoi ? Bilal dessine des hypothèses...

« Mécanhumanimal » est un terme que vous avez inventé pour l'exposition qui se tient au Musée des arts et métiers. Quel était le projet initial ?

Enki Bilal Le musée m'a proposé une carte blanche. Il voyait dans mes travaux un lien entre la mécanique et l'hybride et m'a ouvert ses réserves pour que je puisse « inviter »

dans l'exposition des objets et machines qui ne sont pas exposés dans le musée vivant. Tel, par exemple, cet index de la statue de la Liberté qui montre le chemin au début

du parcours. C'est alors que le mot « mécanhumanimal » est arrivé : les trois termes qui le constituent sont liés depuis que la destinée humaine existe. On peut imaginer l'homme de Néandertal mécanicien. Je pense souvent à ce que Stanley Kubrick appelle « *L'aube de l'humanité* » dans *2001, l'odyssée de l'espace*. On y voit deux groupes d'hommes-singes s'affronter autour d'un point d'eau. L'un des deux s'aperçoit qu'en tapant un os sur un autre on peut le casser et produire des dégâts. Cette lueur est à double tranchant : elle lance l'intelligence humaine mais aussi son côté sombre, la violence et la mort.

Il y avait aussi dans ce mot « mécanhumanimal » un côté ludique et un peu absurde,



Enki Bilal
Dessinateur,
réalisateur
et scénariste.

qui rythme l'exposition et lui donne du sens. La mécanique humaine est d'abord physiologique. C'est l'apparition de la vie.

Les machines « invitées » viennent des réserves du musée. Comme celles que vous dessinez, elles renvoient plutôt au XIX^e siècle. Vous situez-vous dans une sorte de futur antérieur ?

En effet ! Si on me demandait d'imaginer de manière prospective les machines du futur, j'irais forcément vers des formes épurées telles qu'on les voit déjà apparaître aujourd'hui. Les machines du futur seront soit toutes petites, soit totalement lisses, furtives. Cette nouveauté, je ne la trouve pas forcément excitante à dessiner. J'ai donc tendance à jouer sur une forme de compression temporelle en dessinant des machines du passé qui pourraient avoir une fonction dans le futur. En même temps, l'homme s'est énormément inspiré de l'animal pour les fabriquer. On retrouve là cette part d'imaginaire chimérique.

Vos œuvres sont parcourues d'humains-animaux, d'hommes-machines, d'animaux-machines... Quelles sont les passerelles entre les espèces et les temps de la métamorphose ?

Il y a surtout beaucoup d'inspiration instinctive. Mais le transhumain est lié à notre évolution et à ce que sera notre monde de demain. C'est l'un des premiers rêves de l'homme qui se demande comment améliorer ses performances. L'homme se considère comme une perfection par rapport aux animaux, mais il n'a de cesse de vouloir améliorer cette perfection. Et devenir immortel fait partie des obsessions humaines depuis l'Antiquité !

L'hybridité, ce peut être aussi ce coureur, Oscar Pistorius, avec ses jambes en carbone. Cela fait partie du plausible et déjà du réel, et c'est aussi dans mon imaginaire. Par ailleurs, nombre de découvertes ne cessent de me fasciner : Internet, par exemple, et même encore le téléphone. L'homme augmenté commence avec le téléphone mobile...

Vos personnages possèdent d'étranges filaments qui traversent leur peau. Sont-ce des éléments greffés ou déjà une transformation de la matière organique ?

J'aime bien que les peaux, pas toutes mais même les jeunes, soient marquées par le temps. C'est une révolte contre ce formatage qui voudrait que tous les visages soient éternellement lisses. On peut aussi imaginer de nouveaux matériaux composites capables de se transformer en fonction de ce qui est

« Mécanhumanimal » aux Arts et Métiers

« Horshoecrab », limule en français, une bestiole marine tel un mini-drone métallique. Il y en a un spécimen dans une vitrine de « Mécanhumanimal », l'exposition d'Enki Bilal au Musée des arts et métiers. À bien y regarder, l'artiste en a moulé quelques-unes dans le plâtre ou la moquette des panneaux. « *Au début de toute histoire, il y a toujours le crayonné, puis vient la peinture : acrylique, gouache, pastel...* » Dans une vidéo, il souligne : « *L'ami félin, toujours là...* » Celui-ci apparaît dans une séquence aux côtés d'un homme qui se déplace. On entend

course, pas, respiration. L'animal est silencieux. Le sas qui suit tend un piège : on manque d'écraser la Terre. « *Attention, fragile* », mentionne l'image. On entre ensuite dans la grande salle comme dans les couloirs des albums d'Enki Bilal. Mélange d'originaux, toiles et planches, à différents stades. Grandeur nature, l'impression est toute différente, la couleur explose, la noirceur aussi. Pas de végétal, pas d'enfance. Des femmes et des hommes qui s'aiment, se réparent, en quête de quelque chose. Bilal a reconstitué la salle

de bain de Jill. Une voix fait la réclame pour une crème au lithium. Derrière, ça sent la rouille. Parfum reconstitué des villes meurtries des Balkans. En vitrine, des machines évoquent des morceaux tombés d'on ne sait quel aéronef. Dans une salle sombre, la Terre en relief attire. La Femme piège et Nikopol hantent la Voie lactée. Un astronaute s'élève au-dessus d'un sarcophage ferrailleux qui court-circuite. Et un robot scande, sur plusieurs tons, ce mot-valise « mécanhumanimal ». Comme un mot de passe.

> I. M.

Mécanhumanimal,
Musée des arts
et métiers, 60, rue
Réaumur, 75003 Paris,
jusqu'au 4 janvier
2014.

Mécanhumanimal,
Enki Bilal, Casterman,
170 p., 27 euros.

ce qui pourrait dégénérer, comme les armes chimiques ou l'eugénisme.»



ENKI BILAL/CASERMAN

demandé à l'humain. L'homme augmenté possède des organes à toute épreuve qui ne dégèrent pas, résistent aux maladies, sont contrôlés par des armées nanotechnologiques. On peut déjà envoyer des minicapsules dans le corps.

La science-fiction va plus loin encore. Au XX^e siècle, nous avons vu des événements qui faisaient partie d'un futur de science-fiction hypothétique devenir notre réalité : l'homme augmenté en fait partie. Paul Virilio explique qu'à chaque fois qu'on avance on avance l'accident qui va avec. Il n'y a donc pas d'invention uniquement bénéfique. La grande inconnue, c'est qu'en inventant on invente aussi la catastrophe.

Vos personnages sont souvent abîmés. Faut-il être d'abord diminué avant d'être augmenté ?

Cela fait partie d'une forme de réparation. Mes personnages sont cabossés, blessés, mais ils repartent. L'augmentation, c'est à la fois l'imaginaire et la réalité : Nikopol qui se retrouve avec une jambe en rail de métro modelée par un dieu paranoïaque égyptien, Horus, renvoie aussi aux massacres de 14-18, où des gens se sont retrouvés avec

^
Ce
Mécanhumanimal a
été inspiré par une
machine à tailler
les engrenages
coniques.

des prothèses. Dans *le Sommeil du monstre*, livre très important pour moi parce qu'il traite indirectement de la guerre de Yougoslavie, le personnage central a une mémoire complètement hypertrophiée et se souvient des premières heures de sa vie. Cela n'existe pas mais pourrait exister. Le cerveau est au cœur du processus d'augmentation.

Vous sentez-vous transhumaniste ?

Le transhumanisme est dans nos gènes : aller vers cette augmentation, cette amélioration, souffrir le moins possible, vivre le plus longtemps possible est un fantasme de toujours. Aujourd'hui, la science permet d'envisager certaines choses. Il faut à la fois prendre des pincettes et ne pas refuser le progrès. C'est un champ excitant ! Et je m'y déplace beaucoup. Mais, face au réel, il faut interroger constamment la limite. On va vers des choses extraordinaires et d'autres dangereuses.

L'immortalité serait, selon moi, une punition terrible. Et j'ai peur de tout ce qui pourrait dégénérer, comme les armes chimiques ou l'eugénisme. Je rêve qu'on puisse intervenir sur le cerveau humain pour y maintenir de l'humanité...

Votre univers est à la fois fantasmagorique et ancré dans la réalité. On dit que vous êtes visionnaire. Êtes-vous un auteur de science-fiction ?

Pas vraiment. « Visionnaire » me paraît pompeux, c'est « celui qui se libère du réel ». Moi, je pars du réel pour me projeter dans un futur proche où je laisse à l'imagination la possibilité de prendre le pouvoir. C'est dans cette zone qu'en poussant certaines logiques, y compris journalistiques, on arrive à des situations qui peuvent, un jour, se vérifier.

Quand j'ai vu apparaître les talibans en Afghanistan au milieu des années 1990, cela m'a fait très peur. J'ai alors imaginé un monde obscurantiste où j'ai mélangé tous les extrémistes des religions du monde entier (pour ne pas faire de différence) dans un ordre voulant éradiquer la pensée et l'intelligence et mettre le monde au pas. *Le Sommeil du monstre* est paru en 1998. En 2001, le World Trade Center explosait. Est-ce visionnaire ? J'ai plutôt le sentiment de faire un travail prospectif. Là où le journaliste est tenu de s'en tenir aux faits, l'artiste, lui, peut et doit même aller au-delà.

»Propos recueillis par Ingrid Merckx



Sciences et fictions : rêve ou

Cyborgs, avatars, êtres immortels : et si c'était possible ?
Les réponses, plus ou moins convaincantes, des chercheurs.

Depuis qu'elle existe, la science-fiction imagine plusieurs formes de post-humains et d'intelligences artificielles. Aujourd'hui, elle est rattrapée par les nouvelles technologies et les ambitions de certains projets de recherche qui s'en inspirent.

L'humanoïde

L'épisode 1 commence par une publicité. Une voix commerciale présente, tels des aspirateurs, une gamme de « Hubots », des

robots domestiques humanoïdes. L'offre va du simple modèle pour « *le ménage et les tâches pénibles ou dangereuses* » au robot gériatrique ultrasophistiqué, qui surveille le taux de cholestérol de son « propriétaire » en lui appuyant un doigt sur la joue. C'est la première scène de la série suédoise *Real Humans* (1).

Plus on monte en gamme et plus le Hubot de *Real Humans* ressemble à un humain. Certains s'y laissent prendre. « *Tu veux toucher ma prise ?* », demande une jeune

femme hubot avec un regard de biche. Et l'homme qui s'est entiché d'elle s'approche, d'autant plus stupéfait de découvrir sa vraie nature qu'il milite au groupe « *Real Humans* », partisan des 100 % humains dans ce futur proche où les Hubots ont intégré une bonne partie des foyers.

Pour le philosophe Jean-Michel Besnier (2), *Real Humans* est une « *série symptôme, qu'il faut comprendre dans le contexte plus large du post et du transhumanisme* » (*Philosophie magazine*, 2 mai 2013). En effet, il est moins question de technique que de philosophie : les Hubots viennent interroger les limites de l'humanité. Ils renvoient à des réflexions sur



ressemblance, il faut cependant qu'ils puissent être rapidement identifiés comme robots. Si la ressemblance est trop importante, la confusion devient inquiétante.

Le cyborg

Dans *Real Humans*, les personnages sont soit hommes soit machines, sauf un, Léo, seul véritable cyborg. Forme moderniste de la chimère antique, la figure du cyborg irrigue de nombreuses œuvres de science-fiction, et son esthétique est notamment présente sous le pinceau d'Enki Bilal, ainsi que dans de nombreux mangas japonais. « *Le cyborg à la Terminator n'existe pas encore*, assure Marc Roux, de l'Association française transhumaniste Technoprog ! *Mais où commence le cyborg ? Ce Canadien malvoyant arrêté dans un McDo en juillet 2012 parce qu'il portait des lunettes numériques vissées sur son crâne se définit comme un cyborg. Et Kevin Warwick, qui s'est greffé des électrodes dans le bras, se considère également comme un cyborg.* » Ce prof de cybernétique à l'université de Reading, en Angleterre, peut contrôler un bras robotique par l'intermédiaire d'un ordinateur, même à distance.

« *Le premier pacemaker, c'est 1965* », souligne Marc Roux. Avec la cybernétique, des aveugles peuvent déjà voir, des sourds entendre, des culs-de-jatte courir. En 2004, l'Américain Matthew Nagle, tétraplégique, s'est fait greffer une « *interface cerveau-machine* » permettant de contrôler la souris de son ordinateur et de changer de chaîne sur sa télé. Plus récemment, une femme paralysée a pu boire seule du café grâce au même type d'implant connecté à un bras robotique. On soigne aussi des malades de Parkinson via des électrodes dans le cerveau. « *Ces innovations prouvent que la médecine et la technoscience ont investi un territoire qu'elles avaient pourtant délaissé jusque-là : le handicap. Les handicapés seraient les premiers cyborgs* », avance Cédric Biagini dans *l'Emprise numérique* (3).

Mais les handicapés ne sont pas les seuls visés. Les premiers cyborgs « performants » pourraient bien être des soldats américains blessés au front. Et, s'il s'avérait que les prothèses artificielles étaient plus « efficaces » que les fonctions biologiques, com-

bien de temps avant que la normalité soit elle-même considérée comme un handicap ? « *En réduisant l'humain à un agrégat d'organes, à une somme de fonctions modélisables, sans profondeur, on brise le modèle d'un être unifié, totalité synthétique inaliénable, porté par la pensée humaniste* », ajoute Cédric Biagini.

Le clone

1931 : Aldous Huxley imagine un *Meilleur des mondes* dans lequel les individus sont créés en

ENKI BILAL/CASIERMAN

réalité ?

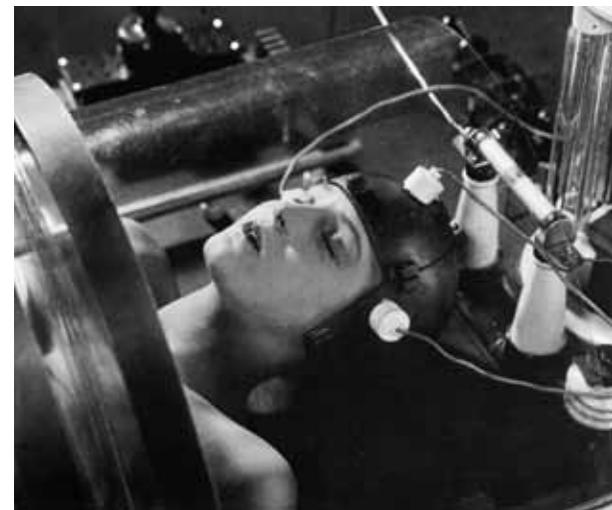
la peur de l'étranger et à l'exploitation d'une race considérée comme inférieure. Au sein même des Hubots apparaît une hiérarchie entre les ouvriers, peu évolués, qui ont remplacé les hommes à l'usine, et les rebelles, « intelligents » et autonomes, à condition qu'ils puissent se recharger.

En reprenant de nombreux codes du genre, *Real Humans* marque un « point d'acmé » selon Jean-Michel Besnier : « *La société réalise que la robotique de service qui déferlera d'ici quelques années posera des questions inédites d'ordre social, métaphysique, éthique, épistémologique.* » Est-il tordu d'éprouver du désir pour un robot ? Est-ce mal de le frapper ?

L'apporter à la casse, est-ce du recyclage ou un abandon ? Kate Darling, chercheuse en propriété intellectuelle et politique de l'innovation au MIT de Boston, constatant que les machines humanoïdes provoquent chez nous des émotions, a repris l'idée de donner des droits aux robots. « *Des droits de "second ordre", dans le sens où ils ne leur sont pas vraiment inhérents. Ils existent plus pour notre bien et celui de la société.* » Et défendre les 100 % humains, est-ce du racisme ?

Des robots de service, comme les Hubots, on y est presque. Le professeur Hiroshi Ishiguro, roboticien à l'université d'Osaka, au Japon, a réalisé une copie parfaite de lui-même. À tel point qu'elle berne, dit-on, certains étudiants. Mais plusieurs études démontrent que, si les robots doivent susciter la sympathie et la

Un professeur a réalisé une copie de lui-même qui berne ses étudiants.



SCREEN PROD/PHOTONISTOP/APP

laboratoire puis conditionnés pour s'adapter à une place déterminée dans la société. Il s'élevait ainsi contre les idées eugénistes notamment portées par son frère, Julian, brillant biologiste. 1997 : le film *Bienvenue à Gattaca* dépeint une société où les carrières et la réussite sont réservées à ceux dont le génome a été amélioré. 2003 : un consortium privé annonce le séquençage complet du génome humain. Avec des retombées immédiates pour les firmes pharmaceutiques, comme Myriad Genetics, qui propose des tests de dépistage de maladies génétiques, et conquiert un monopole.

« *La démocratisation du séquençage de l'ADN d'un individu va révolutionner la médecine* », prédit Laurent Alexandre, chirurgien, fondateur du site Doctissimo, propriétaire de Largardère, et créateur d'une start-up (DNAvision) spécialisée dans le développement de la recherche sur les gènes (4). « *La connaissance des caractéristiques génétiques de chacun ouvrira la voie à une médecine personnalisée.* » Plus performante : on pourra réparer des anomalies génétiques graves. Et régénérative...

Recherche sur les embryons et les cellules-souches, thérapie génique, clonage

^ Dans *2001 l'Odyssée de l'espace*, l'ordinateur se retourne contre les humains.

De *Ghost in the Shell*, manga japonais, à *Metropolis*, le même rêve de « fabriquer » un humain.

thérapeutique, biologie de synthèse... Les plus optimistes entrevoient un monde où l'on disposera d'organes de rechange et de traitements sur mesure. Des banques-laboratoires se lancent sur ce nouveau marché, qui devrait peser mille milliards par an d'ici à 2025, comme la société de biotechnologie française Collectis. Barack Obama a nommé le 8 juillet 2009 le généticien Francis Collins à la tête des Instituts américains de la santé. Directeur du Human Genome Research Institute de 1993 à 2008, ce dernier a piloté le consortium (public) du premier séquençage humain. « *En la matière, les États-Unis sont bien plus engagés que la France* », regrette Laurent Alexandre.

La génomique est cependant plus complexe que certains semblent le croire, prévient François Taddéi, directeur du Centre de recherches interdisciplinaires de Cochin-Necker, dans *Libération* (18 juin 2011) : « *Ce n'est pas parce qu'on comprend une composante d'un système qu'on est capable de comprendre un système complexe. On connaît tous les gènes mais on ignore comment ils interagissent.* »

L'intelligence artificielle

Certains Hubots de *Real Humans* expriment des sentiments et des volontés : se marier, vivre en famille, croire en Dieu ou s'affranchir des humains. De véritables « êtres » post-humains. De nombreuses entreprises travaillent à l'élaboration d'une intelligence artificielle. En 2011, IBM a présenté un candidat inattendu au jeu télévisé « Jeopardy » : un superordinateur nommé Watson. S'exprimant en langage naturel, comprenant directement les questions, il a stupéfié le public en remportant le jeu contre deux champions.

Un superordinateur a remporté un jeu télévisé contre deux champions.

En France, trois équipes de scientifiques tentent de développer une intelligence capable de découvrir

son environnement et d'apprendre de façon autonome. Depuis 2013, un programme de l'Union européenne, « Human Brain Project », envisage d'ici à dix ans de simuler par ordinateur le fonctionnement d'un cerveau humain. Ray Kurzweil, « pape des transhumanistes », annonce l'intelligence artificielle pour 2029.

On imagine déjà des enseignants, des ergothérapeutes, des psychologues pour machines

par ordinateur le fonctionnement d'un cerveau humain.



intelligentes. Que se passerait-il si l'on perdait le contrôle ? Dans *2001, l'Odyssée de l'espace*, Hal, l'ordinateur de bord, se retourne contre les occupants de la navette. Dans *Terminator*, les machines considèrent les humains comme des ennemis à éradiquer. Dans *Matrix*, elles les font vivre dans un univers virtuel pour récupérer leur énergie. Dans le premier chapitre du roman *Adrian Human 2.0* (David Angevin et Laurent Alexandre) un écolo tendance dure se fait trahir par un transhumain de 18 ans sans états d'âme... Dans *Real Humans*, elles aspirent juste à la liberté, mais peuvent tuer pour elle.

Dès 1942, Isaac Asimov, l'un des pères de la science-fiction, avait imaginé trois « lois de la robotique ». 1-Un robot ne peut porter atteinte à un être humain, ni, par sa passivité, permettre qu'un être humain soit exposé au danger. 2-Un robot doit obéir aux ordres que lui donne un être humain, sauf si de tels ordres entrent en conflit avec la Première loi. 3-Un robot doit protéger son existence tant que cette protection n'entre pas en conflit avec la Première ou la Deuxième loi. Ces règles de programmation des machines donnent lieu, au fil de ses romans, à des dilemmes complexes. Chez Asimov, les robots sont tantôt

Les Hubots de la série *Real Humans* : des robots de service, dont certains sont capables d'éprouver des sentiments.

JOHAN PAULIN

une menace, tantôt les sauveurs de l'humanité, parfois plus « humains » que les humains eux-mêmes. On raconte qu'Asimov considérait ces lois comme tellement essentielles qu'il aurait quitté la projection de *2001* de Kubrick, scandalisé.

Le cerveau connecté

Pour connecter ces futures formes d'intelligence, on imagine des interfaces avec le cerveau et le corps. Dans les années 1980, le mouvement cyberpunk a ouvert le ban avec l'incontournable *Neuromancien* de William Gibson, créant un cyberspace : « représentation créée par des réseaux d'ordinateurs connectés sous forme d'une hallucination consensuelle à laquelle on accède via des implants dans le cerveau (5) ». On imagine ce que le jeu vidéo pourrait en faire.

En 1999, David Cronenberg a mis en scène, dans son film *Existenz*, des adolescents « jouant » à un jeu qui se connecte sur le système nerveux. Après le phénomène *Second Life*, dans les années 2000, ce monde virtuel sur lequel les gens se retrouvaient par

Internet, apparaissent des jeux vidéo de plus en plus immersifs, comme *World of Warcraft*, univers fantastique rassemblant des millions de joueurs. L'évolution en temps réel rend le jeu addictif, jusqu'à causer la mort d'un Taïwanais de 23 ans en février 2012, après vingt-trois heures de jeu.

L'autre grande addiction, ce sont les réseaux sociaux. Ce n'est pas un hasard si l'explosion des Google et Facebook a lieu en même temps que l'invasion des smartphones, que beaucoup considèrent déjà comme des « prothèses extérieures ». Prochaine étape : les lunettes Google. Et puis ? Kevin Warwick aurait promis de créer une puce à implanter permettant à deux humains de se parler par télépathie pour 2015.

Un Big Brother 2.0 ? La réalisation du contrôle total des individus jusque dans l'intimité de leur esprit ? Les récentes révélations d'Edward Snowden concernant le programme d'espionnage américain Prism et ses décalques européens ont montré un espionnage potentiellement systématique de toutes les communications. 1984 serait-il déjà obsolète ?

Beaucoup considèrent déjà les smartphones comme des prothèses.



L'immortel

L'immortalité, c'est le désir ultime du transhumanisme. Le rêve aussi d'un bon nombre de savants illuminés, avides de puissance ou trop amoureux de la vie. Il faut revoir *Immortel*, d'Enki Bilal, ou *Renaissance*, de Christian Volckman, pour mesurer à quel point celui qui trouvera le philtre lui évitant d'avoir jamais à passer le Styx sera l'homme le plus puissant du monde. Un dieu. La thérapie génique, notamment, vise cet objectif. Le « biogérontologue » britannique Aubrey de Grey est président de la Fondation Mathusalem, qui récompense et encourage la recherche contre le vieillissement, « maladie dont on peut guérir ».

L'homme d'affaires russe Dmitri Itskov a organisé en juin dernier à New York la conférence Global Future 2045 pour attirer de gros investisseurs sur « Initiative 2045 », un projet visant à obtenir l'immortalité à cette date. Au premier rang des conférenciers, l'inévitable Ray Kurzweil, qui n'hésite pas à qualifier de « mortalistes » ceux qui voient dans l'éternité une malédiction, ou qui pensent simplement que la mort est une étape de la vie et de l'évolution. Le graal ultime serait de sauvegarder son esprit après la mort pour le réinstaller dans un nouveau corps. « *L'avatar permettra aux êtres humains d'effectuer une transition. Une transition qui nous permettra d'arrêter de vieillir... De nous débarrasser des maladies... Et finalement de devenir immortels* », a déclaré Dimitri Itskov lors de Global Future 2045.

Le monde de *Real Humans*, lui, n'est pas encore complètement transhumain. Mais, au personnage du grand-père qui vient de faire une crise cardiaque, un médecin conseille d'envisager

Terminator et la créature de Frankenstein : des êtres de science-fiction, mais jusqu'à quand ?

ARCHIVES DU 7ÈME ART/PHOTO12

Le vieillissement : une maladie dont on peut guérir, selon certains.

de se « scanner ». Le soir de sa mort, sa fille récupère avec les cendres un CD-ROM qu'elle pourra insérer dans le Hubot de son choix.

« *Le recul accéléré de la mort sera la plus vertigineuse conséquence de ce que les spécialistes appellent "la grande convergence NBIC", c'est-à-dire les synergies entre nanotechnologies, biologie, informatique et sciences cognitives. L'idée que la mort est un problème à résoudre et non une réalité imposée par la Nature ou la volonté divine va s'imposer, affirme Laurent Alexandre. Avec l'exploration de l'Univers, l'euthanasie de la mort va devenir l'ultime frontière pour l'Humanité. Nous aurons la capacité technique de bricoler la vie, et rien ne nous empêchera d'user de ce pouvoir. La question n'est plus de savoir si la bataille contre la mort sera victorieuse ou non, mais quels seront les dégâts collatéraux de cette victoire sur la définition de notre Humanité.* »

Le transcaptialisme

Clones, cyborgs, intelligence artificielle... La science-fiction met en garde contre les dérives que les innovations peuvent engendrer, mais elle dessine aussi un imaginaire qui peut être attirant. À ne considérer que smartphones et progrès de la médecine, on ne voit que les bienfaits des nouvelles technologies. Mais où se situe le point de non-retour ?

Les expériences transhumaines sont soutenues par des scientifiques et des industriels. Aux États-Unis, elles sont portées par la droite la plus radicale, celle des « libertariens » et des

« anarcho-capitalistes », qui ne voient pas de limite au progrès, même au prix d'une division « biologique » de la société. Le corps humain serait-il le dernier bastion du capitalisme ? À la fois nouveau marché et promesse de contrôle, ce transhumanisme dominant réduit toutes les dimensions de l'humanité à la raison calculatrice. Il participe ainsi d'une vision du monde qui entend mettre la nature, la société et l'individu en équation. Les marchés financiers sont déjà largement dirigés par des robots. Le *trading* à haute fréquence représenterait plus de la moitié des transactions mondiales, avec pour ambition de déterminer des stratégies complexes, jusqu'à mettre les traders eux-mêmes au chômage.

Après avoir gagné « Jeopardy », ce cher Watson lui-même s'est reconverti dans l'analyse financière. Un avant-goût, peut-être, d'une économie sans humains, débarrassée du code du travail. Le consommateur devra-t-il être modifié pour coller aux besoins de la publicité et des indicateurs macroéconomiques ? Le transhumanisme restera-t-il un mouvement au service des cyberpuissances ou d'autres transhumanismes parviendront-ils à prendre forme et à se faire entendre ? Le sacro-saint progrès restera-t-il lui-même un horizon indépassable ?

» Lena Bjurström, Ingrid Merckx et Jérémie Sieffert

(1) Série diffusée en 2013 sur Arte.

(2) *Demain les post-humains. Le futur aura-t-il encore besoin de nous ?*, Jean-Michel Besnier, Fayard.

(3) *L'Empire numérique. Comment Internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies*, Cédric Biagini, L'Échappée.

(4) *La Mort de la mort. Comment la technomédecine va bouleverser l'humanité*, Laurent Alexandre, JCLattès.

(5) *Les Utopies posthumaines*, Rémi Sussan, Omniscience.

imposée par la Nature ou la volonté divine va s'imposer.» Laurent Alexandre, chirurgien.

Le transhumanisme est-il (encore) un humanisme ?

Des scientifiques aux « technoprogessistes », les idéologies s'affrontent sur la façon de parvenir à un « homme augmenté ».



ENKI BILAL/CASTERMAN

Heux qui comme Icare... vola trop près du soleil et tomba dans la mer. À son image, le fantasme transhumaniste conjugue exploit et transgression. Si l'idée existe depuis la nuit des temps, le mot « transhumanisme » serait né dans les années 1950 et aurait été popularisé dans les années 1990 en Californie, où il compte encore son plus gros nid d'adeptes. « Les transhumanistes sont des idéologues qui visent au dépassement de l'espèce humaine [...] par une cyber-humanité. Il s'agit de créer des

humains augmentés », expliquent Geneviève Ferone et Jean-Didier Vincent (1). Pour « augmenter » l'homme, les transhumanistes parient sur la convergence des nanotechnologies (N), de la biologie (B), de l'informatique (I) et des sciences cognitives (C). Soit les « NBIC », pour lesquelles l'homme devient un terrain d'expérimentations.

« L'homme du futur serait ainsi conçu comme un site Web, à tout jamais une "version bêta", c'est-à-dire un organisme-prototype voué à se perfectionner en continu », résume Laurent

Alexandre, chirurgien urologue président de DNAVision.

Il existe trois familles de propositions pour augmenter les capacités naturelles de l'homme, analyse le biologiste Jacques Testart : des dispositifs externes pour augmenter l'accès à l'information (portable, ordinateur) ; des prothèses intégrées au corps (cadran dans la main, métal dans le cristallin de l'œil) et qui se régénèrent avec les tissus ; et les dispositifs intégrés à l'organisme, héréditaires. « Ce caractère d'hérédité correspond à un changement d'espèce et c'est ce qui fait la gravité de tels projets, écrit-il dans le Sarkophage. Les transhumanistes, puissants aux États-Unis parmi les chercheurs les plus brillants, plus discrets en Europe, sont persuadés qu'à l'échéance de quelques décennies le cerveau sera bien plus performant, et que l'immortalité sera possible. Les mêmes sont souvent en faveur de l'élimination de populations entières car il faudra faire de la place aux hommes inusables. »

D'après Geneviève Ferone et Jean-Didier Vincent, le transhumanisme remet en cause la définition traditionnelle de la médecine. « Il aspire non seulement à empêcher l'homme d'être malade, mais également à le rendre incassable, immortel. [...] Nous ne sommes plus dans le cadre de la natura naturans de Descartes, mais dans celui du per artem artefact, c'est-à-dire une nature qui serait le produit de la créature elle-même, l'Homme cessant d'être créature pour devenir créateur. » Transgression suprême...

« Il n'y a pas "un" mais "des" transhumanismes, martèle Marc Roux, enseignant, de l'Association française transhumaniste Technoprog ! (AFT). Rien de commun entre les ultralibéraux et le transhumanisme de gauche, dont je me réclame. C'est une pensée, voire une philosophie, transversale. » Celle-ci tournerait autour d'un axe allant des « post-humanistes » aux « bioluddites » (rétifs à tout progrès technique), autrement appelés « bioconservateurs ». Mais les ultralibéraux sont nettement majoritaires car adossés à des puissances financières et scientifiques. « Un lobby transhumaniste est déjà à l'œuvre, résume Laurent Alexandre (2). L'entrisme des transhumanistes est impressionnant : la Nasa et Arpanet, ancêtre militaire américain d'Internet, ont été aux avant-gardes du combat transhumaniste. Aujourd'hui, Google est devenu l'un des principaux architectes de la révolution NBIC... »

Un
Mécanhumanimal
d'Enki Bilal :
Aéropilote dit
« Avion n° 3 ».



◀ Au Japon, un homme reçoit un massage facial par robot interposé.

KAMOSHIDA/AFP

Des industriels (Apple, IBM), des pôles de recherche (Université de la Singularité, Foresight Institute, National Science Foundation, Institute for Global Futures), des programmes (« Avatar 2045 » du Russe Dmitri Itskov), un groupe Facebook, des fondations et une foule de scientifiques de haut vol constituent le mouvement ou entretiennent des liens avec lui. En 1998, une Association transhumaniste mondiale a publié « une déclaration transhumaniste ». En France, un colloque sur

l'homme augmenté s'est tenu à Lille en juin 2013. Et une « Rencontre H+ Paris » a eu lieu le 17 juillet.

Celle-ci était organisée par l'AFT, dont les membres iraient du centre-droit à l'extrême gauche. « Le terme consensuel, c'est "techno-progressisme" », souligne Marc Roux. Pas d'interdit en matière de progrès, c'est sur les moyens que les avis divergent. Exemple : depuis début juillet, une entreprise française, Collectis, propose (mais pas en France, où c'est

interdit), pour 60 000 dollars + un forfait de maintenance, de conserver vos cellules-souches adultes afin de fabriquer des organes de substitution en cas de besoin. Sauf que tout le monde ne peut se le permettre. D'où le risque de voir émerger une nouvelle classe, biologiquement supérieure : l'humanité 2.0. Inacceptable pour Marc Roux, qui défend l'égal accès aux augmentations et le maximum de précautions. « L'homme est-il figé dans son évolution ? », lance-t-il.

Pour le philosophe Jean-Michel Besnier, qui diagnostique « la honte prométhéenne (3) » de l'homme contemporain dépassé par ses innovations, le transhumanisme serait « une utopie de substitution ». Plus embêtant : le transhumanisme avance masqué, se servant du handicap et de la médecine pour servir ses visées scientifiques.

En France, on ne se dit pas « transhumaniste ». Le mot fait peur. L'accusation sectaire pointe vite son nez. Pourtant, si le mouvement compte ses figures médiatiques, « il n'a pas de gourou, pas de structure centralisée ni hiérarchie, c'est une nébuleuse », fait valoir Marc Roux. Pas de spoliation des biens, pas d'atteintes à l'intégrité physique. En tout cas à l'AFT, qui, riche de quelques centaines d'euros seulement, défend le droit absolu à disposer de son corps. Et Marc Roux de clamer : « Un autre transhumanisme est possible ! »

► I. M.

(1) *Bienvenue en Transhumanie*, Grasset.

(2) *Le Monde*, 24 avril.

(3) « Transhumanistes sans gêne », *Libération*, 18 juin 2011.

À l'école des humanoïdes

Dans plusieurs laboratoires européens, des chercheurs travaillent à l'élaboration d'un robot de service, qui serait doué d'une intelligence presque humaine. Tel Icube, « enfant » actuellement en formation à Paris.

À l'Institut des sciences intelligentes et de robotique (Isir), en ce mois de juillet, quelques chercheurs circulent encore dans les couloirs. Dans les salles, les robots sont immobiles, attendant le retour des scientifiques partis en vacances ou en cycle de conférences. Icube, un petit robot humanoïde, est figé, les bras tendus vers un sac de balles en plastique. Objet sans vie, incapable de saisir ces balles sans l'aide d'un humain pour lui dire de le faire. À le voir ainsi, le mythe du robot supérieur, si intelligent qu'il dépasse l'humain en tout point, semble loin. Il incarne pourtant un domaine de recherche en plein

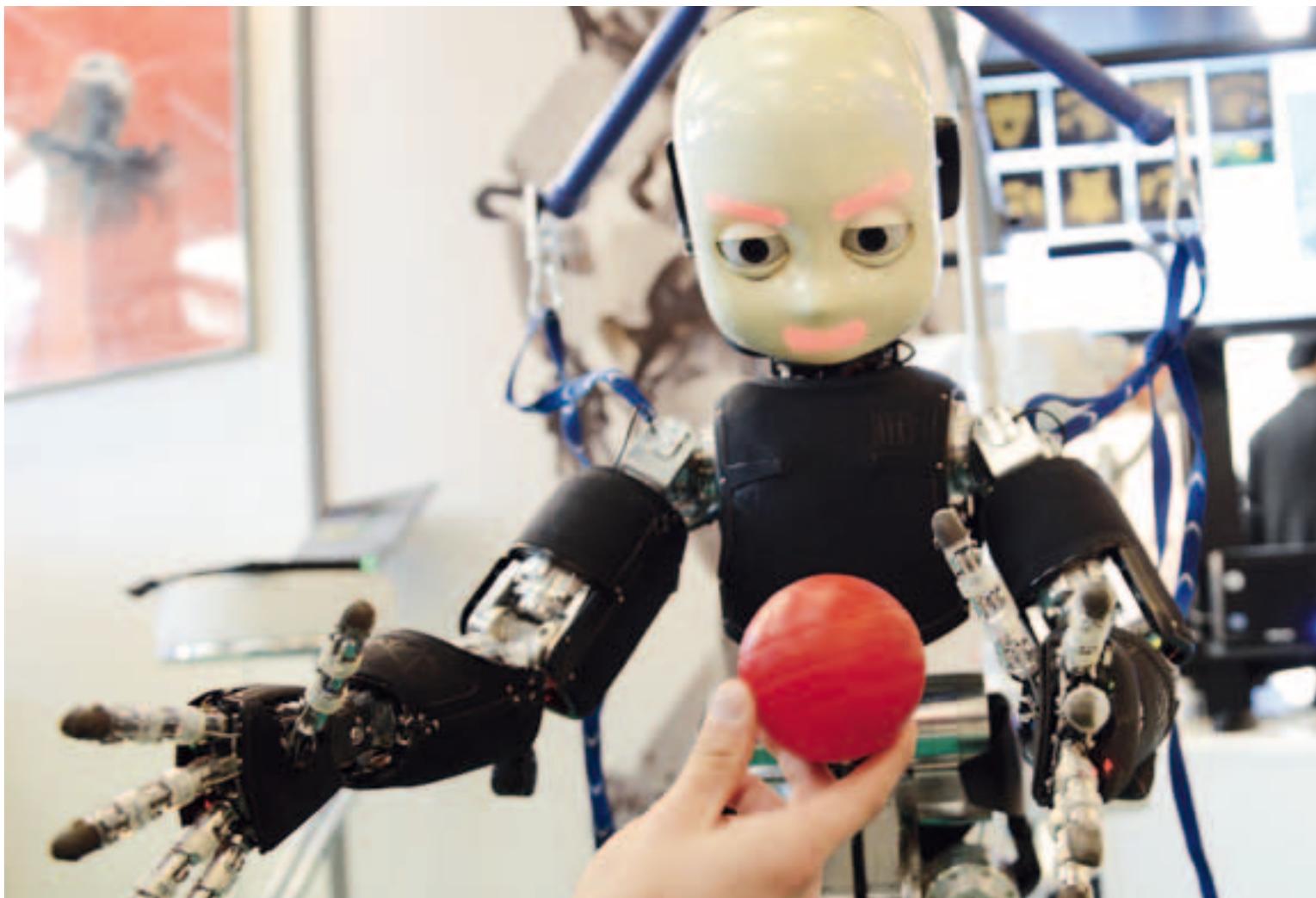
REPORTAGE

développement qui représente déjà un tournant dans l'histoire de la robotique, selon le directeur de l'Institut, Philippe Bidaud. Gare au profane, le chercheur évoque ces travaux sans toujours en sous-titrer les concepts. Et, dans le monde de la robotique, des mots comme « intelligence » peuvent prendre de multiples sens. Les robots peuvent-ils être intelligents ? En apparence, ils peuvent presque tout faire. Programmé, un robot pourra apporter un café, jouer de la guitare, chanter... Mais placez un obstacle sur sa route, que le programme n'a pas prévu, et il tombera. Quelle que soit la situation, une machine appliquera

bêtement son programme. Marchant droit vers la table, son café à la main, il butera sur un obstacle et renversera le café mais tentera toujours d'avancer pour l'apporter. Chacune de ses actions correspond à un ordre inclus dans son programme, entraînant irrémédiablement une action spécifique. Aujourd'hui, les robots possèdent peut-être une capacité de calcul largement supérieure à celle des êtres humains, mais sont incapables de s'adapter aux changements de situation.

Se mouvoir en société, éviter un passant dans la rue, acheter une autre marque de riz puisque l'habituelle n'est plus en rayon, tout cela nécessite une adaptation. Interagir avec

contemporain dépassé par ses innovations, estime le philosophe Jean-Michel Besnier.



les humains nécessite des capacités toujours plus grandes de « compréhension » d'une situation complexe, afin de trouver la solution pour y faire face. En d'autres termes, le robot doit, à l'instar de l'être humain, apprendre de ses erreurs et évoluer.

C'est à ces problématiques que travaillent les chercheurs de l'Isir. Sous la grande pyramide de verre du laboratoire, serrée entre deux tours de l'université Jussieu, à Paris, ils tentent de développer des robots autonomes, apprenant sans cesse par eux-mêmes. L'idée n'est pas neuve. Dans les années 1950, Alan Turing, l'un des pères de la robotique contemporaine, évoquait déjà la possibilité de créer un robot doué non pas d'une connaissance « innée », soit intégrée dans son programme, mais d'une intelligence balbutiante, comme celle d'un nouveau-né qui découvre tant son environnement que son corps et ses capacités d'interaction.

Des décennies plus tard, l'hypothèse est devenue un domaine de recherche : la robotique développementale, s'inspirant des neurosciences et des théories et mécanismes de la psychologie du développement de l'enfant, testée notamment sur Icube.

^
Le robot Icube, développé par l'Isir, se trompe et apprend de ses erreurs.

DESMAZES/AFP

Des machines pour plier le linge, mais aussi aider les personnes âgées.

Un mètre de haut pour une vingtaine de kilos, le petit robot humanoïde possède une structure articulée avec un grand nombre d'actionneurs et de capteurs tactiles, visuels, auditifs... Derrière son visage poupon, des leds s'allument pour lui donner de multiples expressions faciales. Avec sa morphologie proche de celle d'un enfant de 3 ans, Icube est peut-être mignon, mais ce n'est pas un gadget. Élaboré dans le cadre d'un programme européen, il existe en un nombre très limité d'exemplaires, disséminés dans des laboratoires en Europe. En France, trois équipes de scientifiques travaillent avec cet outil pour découvrir les possibilités informatiques de l'apprentissage autonome, et, pour cela, endossent le rôle de professeurs d'Icube.

Dans les vidéos d'étude diffusées par l'Isir, le petit robot semble s'amuser avec des jouets. En fait, il apprend à les reconnaître, à les manipuler, sans qu'un programme ne lui donne les clés des gestes à accomplir. Il se trompe et apprend de ses erreurs. Il peut tenter de multiples reprises de toucher une balle rouge sans cesse en mouvement, avant

de réussir. Icube expérimente, avec une aide minimale des chercheurs, son environnement et son propre « corps », ses capacités de mouvement. Il peut ainsi saisir une tasse fragile sans la briser, « conscient », grâce aux capteurs dans sa main, de sa force et de la délicatesse de l'objet. Les mécanismes de l'apprentissage humain sont extrêmement complexes à élaborer artificiellement. Mais, si ces recherches aboutissent, elles pourraient, à terme, permettre de créer des robots dotés d'une intelligence proche de la nôtre, capables d'apprendre, d'interagir, d'évoluer sans être reprogrammés.

En cela, la recherche en robotique développementale ouvre la voie aux robots de service, vieux fantasme de la fiction. Des machines pour faire les courses, plier le linge mais aussi accompagner les personnes âgées, permettant ainsi leur maintien à domicile. L'époque où la connaissance développée par des laboratoires comme l'Isir s'ancrera dans le monde réel, où l'on produira à une échelle industrielle des robots de service à la personne, ne serait pas si lointaine, estime Philippe Bidaud : « *Le robot à domicile ? Ça va prendre dix ans.* »

» Lena Bjurström



HOSHINO/AFP

Google, une firme singulière

Le nouveau directeur de l'ingénierie du géant d'Internet, Ray Kurzweil, est un prophète de l'intelligence artificielle et de la fusion de l'homme et de la machine.

« **M**a mission chez Google est de développer la compréhension du langage naturel par les ordinateurs », expliquait en avril dernier au magazine *Wired* Ray Kurzweil, le nouveau directeur de l'ingénierie de Google. Si, le 12 décembre 2012, l'annonce de son recrutement a été remarquée, c'est qu'à 65 ans Kurzweil est une sommité. Formé à l'informatique très jeune, il est à l'origine de bon nombre de concepts innovants qui l'ont rendu célèbre. Il est notamment l'inventeur des premiers systèmes de reconnaissance de caractères et de synthèse vocale. Des technologies permettant à l'ordinateur de lire et de comprendre un texte ou de reconnaître la voix humaine. Mais Ray Kurzweil est aussi un « prophète », auteur en 2005 d'un best-seller (1) annonciateur d'un choc historique tout proche. Ce moment, il l'appelle la « singularité ». Une référence aux trous noirs, l'un des mystères de la physique moderne. Il donne aussi une date : 2029. À partir de là, l'ordinateur deviendra

« conscient ». « Il ne s'agit pas simplement d'une intelligence logique. Mais d'une intelligence émotionnelle, capable d'être drôle, sexy, d'aimer, de comprendre les émotions humaines. » Et bien sûr d'apprendre et de s'améliorer. La singularité évoque aussi l'entrée dans une ère inconnue.

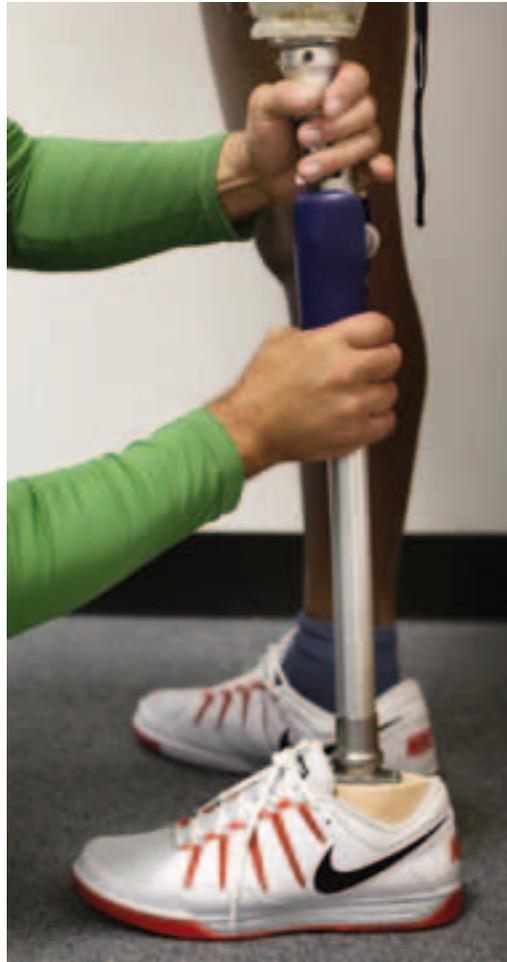
Kurzweil, surnommé « le pape des transhumanistes », n'est pourtant pas amateur de science-fiction, trop souvent « négative ». Il a fait nombre de prédictions datées dans ses essais, et certaines se sont réalisées, comme l'invasion des téléphones mobiles, l'Internet sans fil grand public ou les voitures sans chauffeur. Pour cerner le futur, comme les économistes, il prolonge les courbes du passé et s'appuie sur la « loi de Moore », qui constate que la puissance de calcul des ordinateurs double tous les deux ans. En 2045, « le rythme du changement sera tel que nous ne serons pas capables de suivre, à moins d'améliorer notre intelligence en fusionnant avec les machines intelligentes que nous créons ».

Une perspective que Kurzweil juge « excitante ». C'est peut-être pour s'y préparer qu'il avale « 250 pilules par jour » et reçoit « une demi-douzaine de thérapies intraveineuses par semaine ». C'est en tout cas pour défendre cette vision qu'il a créé en 2008, avec Peter Diamandis, fondateur d'une agence de voyages spatiaux, l'Université de la singularité. Cette fondation organise des stages et des colloques rassemblant l'avant-garde de la science. Étudiants, chercheurs, investisseurs et personnalités politiques du monde entier y sont sensibilisés à l'avènement de la singularité, avec pour objectif d'orienter la recherche et les financements.

Une activité de lobbying, donc, mais aussi des airs d'église *new age*, qui distribue à ses adeptes des amulettes ornées de symboles mathématiques. L'Université de la singularité est bien sûr située dans le saint des saints, la Silicon Valley, en Californie. À un jet de pierres du siège de Google, qui est aussi l'un de ses principaux donateurs, à hauteur de 250 000 dollars. Et, du point de vue de la « singularité », on peut dire que Google est une entreprise singulière. D'abord, apprendre à des ordinateurs à trier les informations dans le chaos du Web est son cœur de métier. Ensuite, la frénésie

Les mutants du stade

Le monde du sport, en quête effrénée de records, manipule depuis toujours le corps pour accroître ses performances.



enjeux – individuels, collectifs, politiques, économiques... – sont tellement importants que cette transgression s'est installée depuis des décennies dans le monde du sport. D'abord outrancièrement signée par le corps bibendum de nageuses, de sprinteurs, d'haltérophiles bourrés d'hormones. L'alchimie sportive du XXI^e siècle, à base d'EPO ou de transfusions sanguines, est devenue plastiquement indétectable. Et le dopage génétique, qu'évoquent certains, ne devrait pas longtemps rester une chimère. À quand l'ère « *no limits* », où s'affronteraient des compétiteurs réellement mutants ?

À l'opposé des spéculations sur la triche médico-chimique, le débat sur les sportifs augmentés se joue cartes sur table avec les compétiteurs appareillés. Le plus célèbre est l'athlète sud-africain Oscar Pistorius : deux lames profilées en fibre de carbone remplacent ses jambes amputées sous le genou. La prothèse, indéniablement performante, confère-t-elle à Pistorius un avantage indu face à ses concurrents « valides » ? Les instances sportives ont estimé aux JO de Pékin (2008) que sa place était en compétition paralympique. Mais cette décision a ensuite été cassée par le Tribunal arbitral sportif. Aux JO de Londres (2012), Pistorius atteint les demi-finales du 400 mètres des « valides ».

Le monde du sport, depuis toujours accroché aux limites naturelles des performances du corps, reconnaît enfin l'obsolescence de cette notion figée, se réjouit le mouvement transhumaniste. « Plus vite, plus haut, plus fort » : la devise olympique lui convient parfaitement, justifiant sa promotion de l'humain augmenté. Le philosophe suédois Nick Borström, l'un des penseurs de la mouvance, y met cependant un bémol moral : l'amélioration artificielle des performances d'un compétiteur s'obtiendrait au détriment de ses adversaires, et le transhumanisme aurait alors peine à convaincre qu'il vise un « *bienfait intrinsèque* (2) » pour la société. D'autres défendront au contraire l'intérêt collectif du spectacle de records sportifs sans fin.

» Patrick Piro

(1) Cette méthode de calcul des puissances a été mise au point par l'ex-coach Antoine Vayer et Frédéric Portaleau, ingénieur en mécanique des fluides.

(2) www.revueargumenta.ca

qui a accompagné la croissance du moteur de recherche et sa « coolitude » revendiquée (2) ont attiré bon nombre d'ingénieurs innovants. Surtout, c'est de loin la plus grosse entreprise du « Big Data », avec une quantité astronomique de données analysées par des algorithmes de plus en plus sophistiqués.

La firme de Mountain View est notamment leader dans les requêtes vers des bases de données gigantesques, qu'elle peut interroger en quelques fractions de seconde. Pour son système Android, qui équipe près d'un milliard de smartphones et les futures Google Glasses, elle a conçu Google Now, un « *assistant personnel intelligent* » qui promet toutes « *les informations utiles, avant même de les demander* ». Si malgré cela on veut interagir, on peut lui poser des questions en « *langage naturel* ».

Parallèlement, certaines équipes mènent des recherches plus fondamentales sur l'intelligence artificielle. En juin 2012, Jeff Dean, de Google, et Andrew Ng, de l'université de Stanford, ont annoncé avoir conçu un

« *réseau neuronal artificiel* » à partir de 16 000 microprocesseurs connectés entre eux par Internet, qu'ils ont soumis à une semaine de visionnage

de vidéos sur YouTube. « *À notre plus grand amusement, [le système] a appris à réagir à des images de... chats.* » De loin la figure la plus représentée sur le site de partage vidéo. « *Il a "découvert" ce qu'était un chat par lui-même, seulement à partir d'images sans commentaires. C'est ce que nous appelons l'auto-apprentissage.* »

Une prouesse qui « excite » forcément Ray Kurzweil : « *C'est exactement pour ce genre de choses que je suis chez Google. Nous utilisons déjà les systèmes [de Jeff Dean] et ses techniques d'auto-apprentissage.* » Un tel système, perpétuellement amélioré et nourri de la plus grande base de données du monde, ne pourrait-il pas donner naissance à la singularité prévue ?

Cette foi dans le potentiel de l'entreprise est bien sûr partagée par ses dirigeants. Le PDG de Google, Eric Schmidt, affichait récemment son désir d'« *avaler des micromachines chaque matin* » ou d'envoyer un robot à sa place en soirée. En mai dernier, lors d'une rencontre en Grande-Bretagne, il a déclaré que Google Now et un interlocuteur humain seraient « *indiscernables d'ici cinq à dix ans* ».

Google est-il déjà l'embryon d'une mégamachine intelligente qui régira bientôt nos vies ? À la fois gourou, lobbyiste et ingénieur en chef, Ray Kurzweil est en tout cas parvenu à transformer sa prophétie en projet industriel. Il envisage désormais sérieusement une « *immortalité digitale* ». Par « *téléchargement* » de nos esprits dans la matrice, on pourrait enfin « *vivre sur le Web* », et projeter ça et là des avatars « *biologiques ou non* ». Peut-être un prochain service signé Google.

» Julien Covello

Par téléchargement de nos esprits, on pourrait « vivre sur le Web »...

La prothèse, une > nouvelle forme d'humanité augmentée ?

PETER MACDIARMID/
GETTY IMAGES/AFP

(1) *Humanité 2.0 : la Bible du changement*, M21 Editions, 2007. Titre original : *The Singularity Is Near : When Humans Transcend Biology*.
(2) Le slogan de la maison : *Don't be evil*, « Ne soyez pas méchant ».

Une autre forme d'eugénisme

Les transhumanistes sont les alliés du système productiviste affirme le biologiste **Jacques Testart**.

L'eugénisme classique (qu'il ne faut pas confondre avec le nazisme) voulait compenser les effets indésirables sur l'homme du progrès, lequel favoriserait la génération et la survie d'individus de « mauvaise qualité », incapables de contribuer à l'effort collectif... pour davantage de progrès. D'où la stérilisation des malades et des « inutiles » ou l'élimination des nouveau-nés « malformés », on ne disait pas encore « non compétitifs ».

Il y a moins d'un siècle, presque tout le monde croyait pouvoir maîtriser la nature pour en tirer des bienfaits sans limites. Pour un observateur objectif, le progrès a fait long feu avec l'épuisement des ressources fossiles, la pollution généralisée, le climat déstabilisé ou la biodiversité bien entamée. C'est là que surgit le transhumanisme : il s'agit de modifier l'homme, d'abord pour compenser les effets indésirables

du progrès, car le désastre environnemental hypothèque jusqu'à notre survie.

Deux voies sont théoriquement possibles désormais : soit freiner très vite et très fort pour sauver l'essentiel en réglant la boussole sur sobriété/convivialité plutôt que sur consommation/compétitivité ; soit fermer les yeux et prier pour que revienne la croissance, laquelle ne pourrait qu'accélérer l'irréparable. Les transhumanistes viennent à la rescousse de cette seconde hypothèse en affirmant que le progrès technique est la solution. L'idée plaît aux médias pour son optimisme illimité, elle séduit les industriels pour son apologie des innovations les plus audacieuses, elle convient aux politiques pour sa défense du scientisme, car il faut bien donner encore à croire...

Les transhumanistes sont les alliés du système productiviste, auteur des dégâts irréversibles



Jacques Testart
Biologiste, président
d'honneur de la
Fondation Sciences
citoyennes.

qui nourrissent les programmes mortifères : puisque nous avons rendu le monde invivable pour notre espèce (les autres, on s'en fout !), il faut adapter l'homme à cet univers hostile. On fera donc des bébés transgéniques vite équipés de toutes les prothèses pour survivre et triompher du monde adverse. Foin du principe de précaution, des tabous humanistes, de la bioéthique, du culte écologique ! En avant pour dépasser les capacités de l'espèce par tous les moyens, et ceux qui résisteront seront les handicapés de l'avenir, ils resteront au bord du chemin (si on ne les pousse pas dans le ravin comme à Sparte).

Il y a bien de l'infantilisme dans ce projet de faire du corps un Meccano performant et de l'esprit un terminal des réseaux informatiques. Mais comment faire autrement que creuser triomphalement l'impasse si on refuse de s'en retirer ? L'utopie transhumaniste est cohérente avec des intérêts puissants comme avec la paresse intellectuelle pour penser un autre monde.

L'alternative intelligente est bien sûr dans l'utopie de la décroissance. Mais la réalité proche serait plutôt dans le traitement informatique instantané de données personnelles innombrables afin d'adapter en continu chaque personne à son génome et à son environnement pour assumer glorieusement le destin qui lui sera attribué. L'administration des existences, moins spectaculaire que le « dépassement » de l'espèce par le transhumanisme, semble être notre avenir immédiat. ◊

» J. T.

Gare aux vertiges de la technoscience

Le transhumanisme est une manifestation de la crise de l'humanisme, estiment le philosophe Miguel Benasayag et le biologiste Pierre-Henri Gouyon.

L'homme augmenté serait un symptôme. C'est du moins le diagnostic que glissent le philosophe Miguel Benasayag et le biologiste Pierre-Henri Gouyon dans leur dialogue *Fabriquer le vivant* (1). Il est la manifestation suprême d'un nouveau dogme ou idéal : « Tout est possible. » Le développement des sciences du vivant a entraîné un changement de paradigme. L'humanisme est en crise, le lien social défait, et l'homme et la vie désacralisés au profit d'une « puissance extérieure technico-économique ». En outre, la « quasi-majorité des responsables succombe aux vertiges de la technoscience ». « Puisqu'il n'y a plus de destin commun, la seule réalité qui existe, c'est "moi". » Nos sociétés occidentales et

libérales sont des agglomérats d'individualités, de « singularités », disent les Anglo-Saxons. « La postmodernité est porteuse d'un post-humain absolu qui concerne la gauche comme la droite : la figure de l'homme de l'époque humaniste a laissé la place à un mixte "biotique" mêlant biologie et technique, un hybride. »

Au rêve de l'homme nouveau, pour lequel il fallait changer la société, a succédé celui de l'homme augmenté, qui se change tout seul. Mais augmenté par rapport à quoi ? interroge Miguel Benasayag. Et, surtout, cet homme augmenté met finalement sa vie au service de la « vieille idéologie du progrès », défendue aussi bien par une « certaine droite » que par une « certaine gauche », l'écologie

politique ayant contribué à changer la donne. « La contre-utopie orwellienne de 1984 n'a pas été réalisée par les pays soviétiques, mais est en train de se voir réalisée, à une vitesse incroyable, par les pays capitalistes. »

Paradoxe : le triomphe total de l'inné a laissé place au triomphe total de l'acquis, résume Pierre-Henri Gouyon. Face à cela, le philosophe estime : « Poser l'hypothèse que tout n'est pas possible est absolument nécessaire. [...] Cela peut constituer une force positive, tournée du côté de la recherche de la vie, dès lors qu'on affirme en même temps que cela n'implique aucunement de s'identifier aux tenants rétrogrades du retour aux valeurs prémodernes, qui considéraient comme "naturels" – et donc intangibles – les fondements d'une société structurellement inégale. »

(1) *Fabriquer le vivant. Ce que nous apprennent les sciences de la vie pour penser les défis de notre époque*, Miguel Benasayag et Pierre-Henri Gouyon, La Découverte, 164 p., 15 euros.

» I. M.



« Pas d'identité sans altérité »

Créées en 1992, les Nuits atypiques de Langon font partie des étapes festivières incontournables du grand Sud-Ouest. Trois jours, trois nuits, trois scènes. Concerts, films, débats, rencontres, actions culturelles innovantes sont au service d'un engagement altermondialiste de la première heure. Patrick Lavaud, ethnologue, réalisateur, mélomane, passionné par ce que la musique dit de la société, militant de terrain et fondateur de ce festival pionnier, raconte le vent de liberté qu'il a voulu insuffler en terre occitane.

Pourriez-vous resituer les conditions dans lesquelles vous avez imaginé ce festival ?



Patrick Lavaud › J'ai une formation en sciences politiques et en ethnologie, et je me suis toujours intéressé à la

culture occitane et aux cultures du monde. Quand je suis arrivé à Langon, en 1991, j'ai eu envie de confronter cette petite ville de 7 000 habitants avec des musiciens venant du monde entier, et de créer un festival ouvert sur des cultures populaires. À l'époque, il existait un festival folklorique : la reconstitution d'une culture qui a été populaire et que l'on a piquée au formol, avec beaucoup de clichés... L'idée des Nuits atypiques, c'était de prendre le contre-pied et de montrer que les cultures sont vivantes. Il y avait encore très peu de festivals de musiques du monde.

En août 1992 a eu lieu la première édition des Nuits. Il faut se situer dans le contexte : Langon est à 50 km de Bordeaux et à 80 km de la mer, dans la Gironde intérieure, avec à l'époque un tourisme quasi inexistant. L'été, il ne se passait rien. Les trois premières éditions du festival ont bien marché, et c'est ainsi que les Nuits se sont imposées dans le paysage.



La Malienne Rokia Traoré, l'une des grandes voix d'Afrique, sera à Langon le 26 juillet.

Entretien avec Patrick Lavaud

Le directeur des Nuits atypiques de Langon explique les racines altermondialistes et citoyennes de ce festival majeur.

Comment avez-vous pu obtenir les subsides nécessaires ?

Quand j'ai créé les Nuits, je venais d'être recruté pour prendre en charge ce qui allait devenir le service culturel de Langon. Il n'y avait alors aucun équipement culturel et quasiment pas de budget, mais la volonté était là. Épaulé par Martine Faure,

adjointe à la culture en Gironde, j'ai pu mener deux actions fortes dès 1992. La première consistait à réinventer un carnaval à Langon. Un carnaval qui n'était pas qu'une finalité, mais aussi un moyen de donner de la dynamique à l'action culturelle. Ainsi, pendant trois mois, on a organisé des ateliers de musique, de danse, de confection de masques... Les associations de danse étaient avec nous, on a monté la Batterie fanfare, une école de samba, la Batucada d'Oc, etc. Le carnaval a connu un vif succès pendant plusieurs années. La seconde action, c'était les Nuits atypiques. **Vous avez donc toujours été soutenu par la mairie ?**

Pendant six ans, j'étais contractuel à la commune. C'est dans le cadre du service culturel que j'ai pu mener ces actions. Et il est intéressant de noter qu'à partir de 1995 le festival avait un budget plus important que l'ensemble des dépenses culturelles de la ville. C'était devenu très gros, on avait accueilli 10 000 personnes pour l'organisation ! J'ai donc proposé de créer une association qui prenne le relais. C'est ce qui s'est passé et c'est assez rare qu'une commune se dessaisisse d'un projet.

Nous sommes partis sur une petite manifestation estivale et, progressivement, nous avons impulsé une dynamique associative qui s'est incarnée dans d'autres projets. En 1996, par exemple, nous avons soutenu un festival au Burkina Faso, les Nuits atypiques de Koudougou, aujourd'hui autonome.

Vous avez aussi créé un label...

Oui, en 1998, le label Daqui. Il s'agissait d'aider certains artistes invités aux Nuits et qui, souvent, n'avaient pas produit de disque ou étaient en début de carrière. C'était une façon de prolonger le spectacle vivant. Ce label est distribué par Harmonia Mundi.

Ce qui lui permet de survivre ?

Oui, ça nous donne une bonne distribution et de la visibilité, ce qui n'est pas un luxe dans le contexte actuel, qui s'est beaucoup durci.

Qu'en est-il du festival ?

Il a connu des hauts et des bas. Mais

Pasolini, plus que jamais



Pier Paolo Pasolini est d'une actualité qui perdure. Par l'audace de sa pensée, la diversité inventive de ses

œuvres, l'exigeante radicalité de ses positions politiques. Se replonger dans Pasolini est, à tout moment, une expérience enrichissante, dérangement, qui ne laisse pas de repos : toujours elle nous renvoie à nous-mêmes, à ce que nous faisons, à ce à quoi nous nous sommes résignés.

Depuis sa mort, en 1976, un certain nombre de textes posthumes ont été publiés, comme son roman grandiose et inachevé, *Pétrole*, replaçant son auteur dans les médias, suscitant encore des polémiques dans son pays.

Alors que se profile une exposition à la Cinémathèque à Paris, en octobre prochain, « Pasolini Roma », *les Cahiers du cinéma* de juillet et août publient un long extrait d'un scénario inédit : *Porno-Teo-Kolossal*, présenté par l'un de ses spécialistes, Hervé Joubert-Laurencin. Il s'agit du dernier projet de long-métrage du poète-cinéma, qu'il aurait certainement réalisé, après *Salò*, s'il n'avait été assassiné.

Porno-Teo-Kolossal s'annonçait grandiose. Non seulement parce que le film promettait un « grand spectacle » (sens du mot « kolossal » en italien), mais parce qu'il devait raconter « la poursuite de la comète *Idéologie* » à travers des étapes dans trois villes prestigieuses (après un départ de Naples) : Rome-Sodome, Milan-Gomorrhe et Paris-Numance.

« Sodome » est la partie que l'on peut découvrir dans *les Cahiers*. Il s'agit d'une ville merveilleuse, harmonieuse, où la norme est l'homosexualité. Les minorités, traitées avec respect, y ont leur place, les hétéros bien sûr, et avec eux les autres minoritaires. Aujourd'hui, cette utopie-là garde toute sa charge de subversion : parlez-en à la coterie bigote des manifestants anti-mariage gay. Il reste aux autres le pouvoir de l'imagination pour deviner – un peu – les feux d'artifice que l'auteur de *Théorème* aurait projetés sur l'écran de cinéma. <

RICHARD DUJAS



Silence >
Yourself
Savages,
Pop Noire/
Beggars
Banquet.

nous ne sommes pas qu'un festival. Il y a le label et d'autres actions de long terme comme, en 2009, la création du Forum des langues de France. À la suite de la modification de la Constitution française de 2008, qui dit que les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France, nous avons créé un lieu d'échange et de réflexion entre différents partenaires : députés, sénateurs, représentants du gouvernement, conseillers généraux, maires, responsables associatifs... C'est devenu un moment incontournable. Nous nous inscrivons dans une action culturelle et citoyenne enracinée à Langon et sur un territoire beaucoup plus large.

C'est ainsi que les Nuits atypiques se sont associées au mouvement paysan international Via Campesina, en 2006...

Dès qu'on aborde les questions culturelles et musicales en territoire rural, on est confronté à des questions politiques et économiques. Au fondement du projet des Nuits atypiques, il y a l'envie de se situer dans une démarche ouverte sur l'altérité, antiraciste et favorable aux cultures dominées. J'ai des contacts anciens avec José Bové, qui un jour m'a parlé de Via Campesina, dont il était porte-parole, et du premier forum pour la souveraineté alimentaire à Nyeleni, au Mali. J'ai donc imaginé de sortir un disque dont les bénéficiaires iraient à Via Campesina. J'ai mis en contact le chanteur Tiken Jah Fakoly avec ces paysans.

Il s'agissait de faire un lien entre diversité culturelle et souveraineté alimentaire. Le disque comportait des plages musicales entrecoupées de prises de parole de leaders syndicaux, en français, en portugais, en espagnol, on y entendait des manifestations de rue...

Certains résumant les Nuits atypiques à la « découverte de l'altérité » ?

C'est plutôt le rapport entre identité et altérité, comme les deux faces de la même pièce. C'est se découvrir en découvrant l'autre et se changer en échangeant avec l'autre. Faire venir des musiciens de très loin, mais aussi s'interroger sur sa propre culture, sa propre langue : la culture occitane locale, longtemps marginalisée, méprisée, combattue, comme beaucoup d'autres cultures dans le monde qui, parce que populaires, sont souvent des cultures dominées.

>Propos recueillis par Lorraine Soliman

Un manifeste noir et électrique

Un premier album de Savages, radical et à l'énergie brute.

On peut trouver deux manifestes sur le site de Savages, dans lesquels le groupe affiche son intention de « créer un son indestructible, une musique et des mots dont le but est de frapper comme l'éclair ou un coup dans la figure ». En résumé : une musique efficace et excitante qui va droit au but. En fin de compte, tout est manifeste chez ce quartet de filles qui publie son premier album. À commencer par leur nom, court et cinglant, sans doute autant choisi pour sa consonance affûtée et tranchante que pour ses différentes significations, peut-être en référence au film d'Oliver Stone.

La pochette est une autre manifestation de cet esprit, avec cette photo qui semble prise juste avant que le noir n'ait tout envahi. Ce noir profond, autre revendication du groupe, dans son habillage scénique comme dans le nom du label créé par la chanteuse et le producteur : Pop Noire.

Cette noirceur trouve sa traduction dans un son brut, une musique de lave. Qui impressionne autant que la musique dès les premières notes

d'une basse métallique qui rappelle celle de Paul Simonon dans The Clash, même si ce n'est pas exactement la piste pour entamer les comparaisons.

En revanche, la musique évoque bien la fin des années 1970. Plus précisément ce moment où, à peine passée l'explosion jubilatoire et éphémère du punk, et avant que tout ne dégénère en new wave et autres avatars, sont apparus les Joy Division, Public Image ou Siouxsie & The Banshees. Ce sont ces derniers que Savages évoque le plus.

La raison en est bien sûr Jenny Beth, chanteuse racée, hautaine et dangereuse comme une chatte en colère, portée par l'énergie des trois autres comme par une énorme vague électrique. Une basse sous haute tension ; une batterie qui pulse, cogne, tient à la fois du punching-ball, du fouet et de l'arme blanche ; une formidable guitare, toujours sur la brèche, qui grince, explose et taille les mélodies à même la masse sonore.

En onze morceaux, dont un instrumental composé de bruits métalliques, Savages signe un disque qui répond point par point aux intentions affichées et renvoie moins directement à tel ou tel aîné prestigieux qu'à une idée aiguë du rock. Attention, ces filles-là ne plaisantent pas.

>Jacques Vincent

< 22^{es} Nuits atypiques de Langon du 25 au 27 juillet, parc des Vergers, Langon (33) www.nuitsatypiques.org

POLITIQUE
CULTURELLE

Marseille-Provence 2013
et les pauvres

Que Marseille-Provence 2013, par l'intermédiaire de l'association qui gère la manifestation, MP2013, annonce la semaine dernière un déficit de plus de 3 millions d'euros n'est pas forcément une surprise : quelques « événements » prestigieux ou des couacs d'organisation (musées pas prêts à temps, par exemple) ont coûté sans rapporter. Mais quand la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, explique le déficit « par le succès de l'année capitale, et notamment par le nombre de tarifs réduits destinés aux concitoyens touchés par la crise économique », on a envie de se pincer. La faute aux pauvres ? Voilà un raisonnement social-démocrate type.

DVD

Contre-enquête

Beaucoup moins connu que *Serpico* ou *Un après-midi de chien*, *Contre-enquête* est un polar passionnant, réalisé en 1990 par Sidney Lumet. Il met en scène un jeune avocat (Timothy Hutton), dont le père a été un policier respecté par ses pairs, qui doit enquêter sur les circonstances de la mort d'un petit truand tué par Mike Brennan (Nick Nolte). Celui-ci, un flic craint et admiré, prétend avoir agi en légitime défense, alors que le spectateur, lui, sait qu'il n'en est rien. Qui, dans cette histoire, est un homme de parole ? Qui se comporte de façon loyale ? Ce comportement se déplace d'un personnage à un autre, pour finalement être l'apanage d'un trafiquant de drogue, interprété de façon éblouissante par Armand Assante. *Contre-enquête* est, dans son constat sur les États-Unis, un film parfaitement lumétien : pas très optimiste. *Contre-Enquête*, Sidney Lumet, Carlotta (1 DVD).

DISPARITION

Valérie Lang

La comédienne, née en 1966, est décédée à 47 ans d'une tumeur au cerveau foudroyante. On se souvient de Valérie Lang quand elle dirigeait avec Stanislas Nordey, entre 1998 et 2001, le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis, programmant maints auteurs contemporains, s'engageant auprès de tous les publics et défendant les sans-papiers. Elle était aussi une actrice complète, vibrante et réjouissante, passant de Duras, Lagarde et Gaudé à Molière et Feydeau. Valérie Lang était la fille de l'ancien ministre Jack Lang.

Tennessee Williams en clair-obscur

La mise en scène épurée de Claudia Stavisky redonne du lustre à *Chatte sur un toit brûlant*.



Une excellente distribution, avec Laure Marsac dans le rôle de Maggie et Stéphane Olivé-Bisson dans celui de Gooper.

CLAIRE MATRAS

Chatte sur >
un toit
brûlant,
de Tennessee
Williams,
jusqu'au 24 août
au château
de Grignan
(www.ladrome.fr)

Chaque été, aux Fêtes nocturnes de Grignan, un metteur en scène est invité à monter un spectacle qui, en deux mois, attire quelque 30 000 spectateurs. Jusqu'à l'an dernier, avec les belles *Femmes savantes* du Québécois Denis Marleau, seuls des auteurs classiques comme Molière, Shakespeare ou Goldoni étaient adaptés devant la façade du château victorien de la cité drômoise.

Cette année, Claudia Stavisky, directrice des Célestins à Lyon, apporte au festival une touche de modernité en y présentant une pièce écrite au XX^e siècle, *Chatte sur un toit brûlant* (1955), de l'Américain Tennessee Williams. Un huis clos familial dont les mensonges et faux-semblants entrent subtilement en résonance avec le cadre de représentation.

Déjà, la tombée de la nuit à laquelle assiste le spectateur s'accorde parfaitement avec l'intrigue de la pièce, elle aussi resserée sur une fin de soirée d'été.

Plus l'obscurité avance, plus les secrets de la famille Pollitt, rassemblée dans une demeure familiale pour fêter les 65 ans de Grand-Papa (Alain Pralon), se dessinent clairement. Dans *Chatte sur un toit brûlant*, la pénombre est synonyme de vérité, et la scénographie d'Alexandre de Dardel traduit habilement ce paradoxe. Durant la première partie, imbroglio d'intrigues tapies dans un demi-silence, la façade du monument est recouverte d'une haute paroi, cache-misère derrière lequel se trament les pires manigances.

D'abord, les stratégies de Gooper (Stéphane Olivé-Bisson) et de son épouse (Clothilde Mollet, délicieusement odieuse) pour s'approprier l'héritage de Grand-Papa, atteint d'un cancer en phase terminale. Puis les séances d'espionnage de Brick (Philippe Awat, très convaincant en alcoolique caractériel), le frère de Gooper, et de sa femme Maggie (Laure Marsac) par les deux intriguants, occasions de savoureux moments d'humour noir. De tout cela, on ne voit que

ce qui déborde jusqu'à la chambre du couple central, Brick et Maggie. Un parti pris judicieux que de circonscrire toute l'action dans cette pièce qui cristallise la plupart des non-dits de la maisonnée.

En découle une touffeur doublée d'érotisme latent, qui contraste avec l'aspect très ordonné, presque apaisant, de la chambre conjugale. En apparence du moins. Car le lit immaculé, le phonographe et l'armoire à liqueurs d'un luxe sobre qui servent de décor aux continues disputes du couple ne sont rassurants qu'à première vue. Ils s'opposent entre eux. Le lit symbolisant désir et amour tandis que les deux autres objets servent d'échappatoire à une relation amoureuse interrompue par un drame, et dont Brick et Maggie ne conservent que les signes extérieurs.

Excellente interprète de l'énergie du désespoir qui habite le personnage féminin principal, Laure Marsac joue l'effaceuse de contradictions alors qu'elle-même nourrit des intentions opaques. Derrière le long et excellent monologue d'ouverture lors duquel Maggie attaque les « monstres sans cou », autrement dit les enfants de sa belle-sœur, derrière sa constante agitation de chatte sur un toit brûlant, on peine à deviner quelle âme se cache. Idem pour Brick, dont Philippe Awat fait un quasi-mutique.

Les autres personnages, au contraire, sont plutôt traités comme des types. Leur psychologie ne fait pas de mystère, elle est d'emblée révélée par un jeu appuyé. Toutefois, plus la nuit tombe et plus la paroi située devant la façade s'affine jusqu'à laisser apparaître la pierre, plus certains d'entre eux s'enrichissent de quelques nuances. Comme pour dire que le mensonge recouvre parfois de belles choses, de l'amour surtout. La mort, aussi, sans laquelle la vérité – et donc le château – serait restée dissimulée à jamais.

> Anaïs Heluin



Mélusine Mayance et Mads Mikkelsen DR

La belle idée destructrice

Michael Kohlhaas montre un homme réclamant justice jusqu'à l'obsession.

Michael Kohlhaas, tel qu'Heinrich von Kleist l'a imaginé dans son bref roman (1), et tel qu'Arnaud des Pallières le projette sur l'écran, n'est pas un personnage ordinaire. De quel bois est fait ce héros ? Alors que, pour passer une barrière, il doit laisser en gage à un jeune baron deux magnifiques chevaux qu'il destinait à la vente, Kohlhaas les retrouve au retour abîmés, blessés, et l'homme qui, parmi ses fidèles, devait les garder a été sauvagement agressé par des chiens. Le marchand de chevaux sollicite la justice pour réparation, mais est débouté en raison

d'une collusion entre un juge et le jeune baron.

La révolte gronde chez Kohlhaas, dont le premier mouvement est d'orgueil : il songe à partir, à abandonner ce territoire qui n'est pas à la hauteur de ses idéaux. Mais tout bascule quand sa femme (Delphine Chuillot), qui a tenté de plaider sa cause auprès de Marguerite d'Angoulême, sœur du roi, est blessée à mort dans le palais de celle-ci. Kohlhaas, levant des troupes de mercenaires, se lance dès lors dans une impitoyable rébellion armée.

Roturier, Michael Kohlhaas a le physique d'un chevalier. Il en impose. Présence magnétique, altière, mutique. Sa femme lui a confié que, la première fois où elle l'a vu, elle n'a eu de cesse de le toucher. Mads Mikkelsen prête à celui-ci sa plastique impeccable. L'acteur danois du *Guerrier silencieux*, de Nicolas Winding Refn, donne à son personnage une sévérité toute nordique. Il le hausse vers des sommets où l'oxygène

se raréfie. Son accent, parfois à la limite du compréhensible, ajoute à son étrangeté, à son opacité.

Comme Michael Kohlhaas le dit lui-même : « *J'ai des principes.* » Mais ceux-là tournent à l'obsession : obtenir que le jeune baron lui rende ses chevaux soignés et rutilants comme avant. Rien n'a de valeur plus haute que cette soif de justice, y compris la vie de ceux qu'il a engagés à ses côtés, dont de simples paysans qui risquent les pires supplices s'ils sont capturés, ou sa propre existence.

Kohlhaas s'impose et leur impose des règles qui ne souffrent pas d'exception. Pas de pillage, pas de vol – pour ce marchand, le droit de propriété est sacré. Il n'hésite pas à punir un fautif, dans sa propre troupe, de la peine de mort. Même sa jeune fille (Mélusine Mayance) finit par ne plus comprendre son père, qui semble courir volontairement à sa perte.

Michael Kohlhaas est un intraitable qui ignore autant la corruption que le compromis. Rien

ni personne ne peut le circonvenir. Seul un pasteur de passage (Denis Lavant), traducteur de *la Bible*, dont Kohlhaas est un lecteur – bien que non nommé, il s'agit de Calvin – a des mots qui pénètrent le marchand. Dans la seule séquence du film où la parole est reine, le pasteur l'interpelle sur son sens de la justice, et l'enjoint à la modestie.

Mais Michael Kohlhaas n'est désormais plus qu'une idée. Est-il un fanatique ou un prérévolutionnaire ? Le film ne tranche pas, bien que la question, évidemment politique, et aux accents contemporains, ne cesse de le traverser. L'une de ses plus éclatantes manifestations vient de la tension qui s'établit entre cette abstraction faite homme et la beauté tellurique de l'image, la perception physique que le cinéaste transmet du vent, de la course des nuages et de la magnificence des paysages. *Michael Kohlhaas* est un film de rigueur et de splendeur.

› Christophe Kantcheff

(1) *Michael Kohlhaas* vient d'être réédité en poche chez Mille et Une Nuits, 207 p., 4,50 euros.

Michael Kohlhaas, d'Arnaud des Pallières, 2 h 02. En salles le 14 août.

Spartacus contre le maccarthysme



Charles McGraw et Kirk Douglas dans *Spartacus*, de Stanley Kubrick, sorti en 1960.

Kirk Douglas raconte les circonstances de la réalisation du film de Kubrick dans un livre passionnant et politique.

« Les années 1950 ont été marquées par la peur et la paranoïa. L'ennemi d'alors était les communistes. Aujourd'hui, ce sont les terroristes. Les noms changent, mais la peur reste la même. Et elle est toujours exacerbée par les hommes politiques et exploitée par les médias. » Ces lignes ne sont pas celles d'un militant d'Occupy Wall Street, mais de Kirk Douglas.

Elles sont extraites d'un livre, *I am Spartacus !*, que le célèbre acteur américain, toujours bien vivant à 96 ans, a publié l'an dernier aux États-Unis, aujourd'hui traduit en français, sur l'un de ses plus grands films. Réalisé par Stanley Kubrick, *Spartacus* est non seulement interprété mais fut voulu et produit par Kirk Douglas, qui raconte ici les aléas mouvementés de la réalisation.

Ce qui frappe d'emblée avec ce livre, c'est qu'il est tout aussi politique que le film lui-même, dimension qui a été maintes fois soulignée même si l'intention première a été respectée : faire du soulèvement de l'esclave romain un grand spectacle. *I am Spartacus !* s'ouvre sur un épisode qui a inauguré une période noire de l'histoire des États-Unis. Nous sommes le 28 octobre 1947, jour où la Commission des activités anti-américaines entend neuf scénaristes et un cinéaste sur leurs affiliations politiques. Soupçonnés d'être peu ou prou communistes, ceux qu'on surnommera les « Dix

d'Hollywood » sont, dans le milieu du cinéma, les premiers persécutés du maccarthysme (même si, à cette époque, le sénateur qui a donné son nom à cette triste chasse aux sorcières n'en est pas encore la figure centrale).

Kirk Douglas évoque cette période avec force, où les petites et grandes lâchetés font florès. Après avoir rappelé qu'il est lui-même d'origine juive et russe – son vrai nom est Issur Danielovitch Demsky –, il écrit à propos de la « déclaration du Waldorf », qui inaugure la liste noire, signée notamment par les directeurs



d'Hollywood quand, à deux reprises, un Oscar lui est attribué. C'est avec Trumbo qu'*I am Spartacus!* se transforme en polar incroyable. Kirk Douglas lui a demandé d'adapter le livre de Fast. « *Ses opinions politiques me sont bien*

Spartacus est non seulement interprété mais fut voulu et produit par Kirk Douglas.

des grands studios d'Hollywood, comme Jack Warner ou Louis B. Mayer : « *Six des Dix d'Hollywood étaient juifs. Je regrette d'avoir à le dire, mais la majorité de ceux qui ont publié la déclaration du Waldorf l'étaient aussi. Comment des juifs, eux-mêmes victimes de millénaires de persécution, et notamment de l'épisode de peur et de génocide le plus atroce que le monde ait connu – l'Holocauste en Europe – pouvaient-ils justifier de perpétuer le même climat de peur en Amérique ?* »

Si Kirk Douglas consacre de nombreuses pages à cette période, c'est parce qu'elle concerne *Spartacus*. Le film est pourtant tourné une dizaine d'années plus tard, à la fin des années 1950. Mais, précisément : si le maccarthysme prend « officiellement » fin en 1954, Hollywood « *semble farouchement déterminée à se persécuter elle-même* », écrit Douglas. Des vies professionnelles, et parfois même des vies tout court, vont continuer à être brisées. La liste noire perdure, et les pestiférés restent des pestiférés.

Or, deux scénaristes faisant partie des Dix d'Hollywood, et ayant pour cela connu la prison, vont être impliqués dans la création du film. C'est d'abord Howard Fast, marxiste revendiqué, qui est aussi romancier. En 1951, au sortir de sa détention, il a achevé un gros manuscrit, *l'Histoire de Spartacus*, que personne ne veut publier et qu'il édite donc à compte d'auteur. Mais quand sont révélées les horreurs commises par Staline, en 1956, il rompt avec le parti communiste, ce qui lui vaut une réhabilitation. C'est, ensuite, Dalton Trumbo. Il n'a, quant à lui, jamais accepté de se déjuger. Scénariste talentueux et prodigue, il a continué à travailler sous pseudonymes, sans pouvoir apparaître au grand jour. D'où l'embarras

égales », précise-t-il. Douglas va non seulement protéger jusqu'au bout son scénariste – alors que la pression se fait de plus en plus grande pour qu'il dévoile son identité. Mais en 1960, quand le film sort, il permet à Dalton Trumbo de retrouver son nom : celui-ci est crédité au générique.

Entre-temps, Kirk Douglas a raconté comment il a fondé sa société de production, s'est engagé sur l'immense projet qu'est *Spartacus*, et se trouve alors en concurrence avec un projet équivalent, *The Gladiators*. Bien entendu, *I am Spartacus!* est bourré de mille anecdotes. Douglas les délivre avec gourmandise, surtout quand il raconte comment il a réussi à réunir son casting, qu'il voyait d'emblée prestigieux – Sir Laurence Olivier, Charles Laughton, George Sanders, Peter Ustinov, Tony Curtis et Jean Simmons – et la façon dont toutes ces personnalités, aux egos non atrophiés, se sont conduites sur le plateau : c'est par exemple l'humeur grincheuse et procédurière de Laughton ou l'esprit malin et inventif d'Ustinov.

Les rapports entre Kirk Douglas et Stanley Kubrick, qui a remplacé Anthony Mann, déficient, sont également hauts en couleur. Le réalisateur de 30 ans à peine, qui a déjà tourné *les Sentiers de la gloire* avec Douglas comme acteur et producteur, est peu sympathique et tient à mettre en scène comme il l'entend, alors que le budget du film explose. Même s'il lui reconnaît un talent exceptionnel – c'est pourquoi il l'a engagé –, Kirk Douglas peut écrire à son propos qu'il n'est qu'un « *gamin prétentieux du Bronx* », ce que bien peu se permettraient, surtout *a posteriori*. C'est sans doute ce qui caractérise le plus ce comédien magnifique qui va triompher avec *Spartacus* et dont ce livre témoigne : sa liberté de pensée.

» **Christophe Kantcheff**

I am Spartacus!
Kirk Douglas,
traduit de
l'américain par
Marie-Mathilde
Burdeau, Capricci,
189 p., 19 euros.

Soutenez Politis

son indépendance et ses projets

- Pour garantir notre indépendance financière et éditoriale, rare dans le monde de la presse,
- Pour faire connaître notre journal au plus grand nombre et faire circuler nos informations et nos idées,
- Pour enrichir notre contenu rédactionnel et continuer à mener des enquêtes fouillées et des reportages de qualité,
- Pour développer notre site Internet, qui offre des éclairages à chaud et donne accès à plusieurs années d'archives.

Pour faire un don défiscalisé à Politis, rien de plus simple !

Grâce à l'association **Presses et pluralisme**, vous pouvez faire un don à Politis et le déduire de votre impôt sur le revenu à hauteur de 66 %, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

Pour un don de :	Vous déduisez :	Vous bénéficiez de vos impôts :
30 €	19,80 €	19,80 €
100 €	66 €	66 €

Ici ou directement en ligne sur Politis.fr
(paiement en ligne sécurisé)

Je fais un don de _____ € au profit exclusif de **Politis**
Et je libelle mon chèque à l'ordre de : Presse et pluralisme/Opération Politis

Je précise mes coordonnées :

(Cela que Presse et pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction d'impôt l'année suivant mon versement)

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal [] [] [] [] Ville : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi du 6 janvier 1978, dite Loi sur l'Informatique et Libertés. Nous remercions, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès, de regard et de rectification sur toutes les informations vous concernant contenues dans nos fichiers.

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, sous enveloppe affranchie exclusivement à :

Presses et pluralisme, TSA 32548, 93764 Palaiseau Cedex

Nils Andersson, un militant

Durant la guerre d'Algérie, cet éditeur a contourné la censure française en publiant en Suisse les ouvrages interdits.

En 1951, à 18 ans, le jeune Nils Andersson, né en Suisse mais étudiant étranger à Lausanne car de père suédois et de mère française, remarque devant un kiosque une publication française, *France Observateur*. « *Mon école a été celle-là* », confie-t-il aujourd'hui sans hésiter. « *J'y découvrais énormément de choses que ne permettait pas la lecture des journaux suisses.* » Très vite, il demande au kiosquier de lui réserver cet hebdomadaire de la gauche non communiste dirigé par l'ancien résistant Claude Bourdet, qui le sensibilise en particulier aux problèmes du colonialisme, alors que fait rage la guerre d'Indochine. Une école qui influencera son engagement à la fois d'éditeur et de militant durant ce qu'on appelle alors les « événements d'Algérie ».

Nils Andersson est un homme discret, en dépit de sa haute taille. Affable, modeste, d'une grande élégance. Rien ne laisse à penser qu'il fut un acteur de tout premier plan dans la dénonciation des exactions de l'armée française contre la population algérienne, au cours des terribles huit années d'une guerre restée longtemps « sans nom ».

Après quelques tentatives de revues littéraires ou poétiques, aidant son père dans ce qui fut son premier métier, décorateur d'intérieur, il ne renonce pas à ses velléités éditoriales et militantes, lui qui se dit alors « *compagnon de route* » du Parti ouvrier et populaire (POP), le PC vaudois. Sans doute à l'étroit dans la petite vie culturelle romande, mais échaudé par l'échec de ses revues, Nils Andersson décide de suivre l'idée de son ami Pierre Canova, futur éditeur d'art genevois : « *Relayons et diffusons plutôt en Suisse des publications qui nous sont chères* » ! Sans capital ni garantie financière, il ose ce qui, précise-t-il avec un sourire, « *serait tout juste impensable dans le monde de l'édition aujourd'hui* ».

Du haut de ses 24 ans, en 1957, à Paris, il frappe aux portes des éditeurs qu'il aime et qui ne sont pas distribués en Suisse. Et, à sa grande surprise, tous acceptent de lui envoyer leurs livres en dépôt. Premier coup de maître ! Il choisit un nom, La Cité diffuseur, et distribue bientôt en Suisse les titres de Pauvert, L'Arche et Minuit.



DR

Quelques mois plus tard, le jeune homme est de retour à Paris au moment où *la Question*, le premier grand livre à dénoncer la torture, écrit par le militant communiste Henri Alleg, récemment décédé (voir p. 46), supplicié par les paras de Bigeard et de Massu, vient d'être saisi. Trop tard, vu le retentissement dans l'opinion de ce premier témoignage d'une victime des exactions de l'armée française – 66 000 exemplaires écoulés en cinq semaines... Jérôme Lindon, le patron des Éditions de Minuit, nées durant la Résistance, lui demande s'il serait possible de rééditer le livre en Suisse pour contrer la mesure de saisie. Nils Andersson répond favorablement à Lindon, pour qui utiliser l'édition suisse francophone revêt un côté symbolique, en continuité avec le rôle que celle-ci joua pendant l'Occupation. La Cité diffuseur se double alors de La Cité éditeur, dont la première publication est le célèbre ouvrage d'Henri Alleg. Second coup de maître !

Dès lors, il publie plusieurs des ouvrages des Éditions de Minuit censurés en France : *la Gangrène*, *le Déserteur* (de Jean-Louis Hurst, alias Maurienne), *les Disparus* (par les avocats des militants du FLN, avec une postface de Pierre Vidal-Naquet)... L'activité militante se confond désormais pour le jeune éditeur avec ce métier nouveau qu'il découvre avec passion. Il confectionne même les colis de livres – de moins de cinq kilos, pour espérer échapper aux douanes françaises –, expédiés discrètement en France chez des camarades, dont certains salariés de la librairie de François Maspero, qui les met,

plus ou moins discrètement, à disposition des lecteurs sur ses rayons. Avant que celui-ci ne devienne, lui aussi, un des principaux éditeurs français en faveur de la cause algérienne.

Mais, à partir de 1960, Nils Andersson s'engage plus encore, la Suisse étant devenue un des lieux importants pour les réseaux d'aide au FLN, déserteurs et insoumis français qui refusent d'aller mener la « sale guerre ». Il publie alors *la Pacification*. Trois cents pages de témoignages des exactions de l'armée française depuis 1954 (voir ci-dessous). L'ouvrage constitue un haut qualitatif dans son engagement, puisque La Cité ne se contente plus de simplement rééditer les livres interdits en France...

Très proche du mouvement communiste international, mais antistalinien et de plus en plus tiers-mondiste, Nils Andersson connaît l'attrance de nombre de militants pour la Chine de Mao – qui vient de rompre avec l'URSS. Il apprend alors que les éditeurs et libraires proches des PC ont reçu la consigne de retirer toutes les publications chinoises. Nils Andersson renoue avec le réflexe qui avait motivé ses premières publications « algériennes » : refuser la censure et mettre à disposition des textes qu'on tente de faire disparaître. « *On n'avait plus accès aux textes des Chinois, qui représentaient une grande part du bloc socialiste. J'ai décidé de les éditer, pour donner à connaître leurs positions.* » Très surveillé déjà par les autorités suisses durant la guerre d'Algérie, Nils Andersson franchit là un pas sans retour, en plein regain de la guerre froide. Étranger en Suisse même s'il y est né, il en est expulsé début 1967, puisqu'un « étranger » ne doit pas faire de politique dans le pays qui « l'accueille »...

Or, il est aussi interdit de séjour en France, depuis son arrestation à Lyon, en 1961, par la DST, en compagnie de Robert Davezies, un prêtre engagé aux côtés des Algériens. Fin 1967, connu pour sa proximité avec le maoïsme, sans emploi, il est contacté par les autorités albanaises, l'un des rares pays socialistes à avoir choisi la Chine contre l'URSS. Petit pays pauvre face au géant soviétique, l'Albanie lui offre de retravailler des traductions mal ficelées de textes en français, et de devenir l'une des voix – au léger accent vaudois – des émissions en français de Radio Tirana, qui seront très écoutées par les militants maos de l'Hexagone après Mai 68. Il reste quatre années à Tirana. « *C'était d'abord par curiosité : je voulais voir ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas dans un pays*



La Pacification. Livre noir de six années de guerre en Algérie, Hafid Keramane (dir.), La Cité-Éditeur (Lausanne, fév. 1960), réédité aujourd'hui par Les Petits Matins (avec l'association Sortir du colonialisme), préface inédite de Nils Andersson, postface de Patrick Farbiaz, 320 p., 16 euros.

du livre

Une opération de police à Alger le 10 juin 1956, à la suite d'attentats commis le matin. STP/AFP



socialiste. Et, contrairement à ce qu'on pourrait croire, j'ai toujours eu une entière liberté de parole à la radio là-bas...

Rentré en Suède en 1972, Nils Andersson travaille à la diffusion du livre français. Ce n'est qu'en 1991 que la France acceptera qu'il retrouve le sol national, sans décision explicite de l'administration. Il vit aujourd'hui à Paris. À la fin des années 1990, la revue *les Temps modernes* lui demande un article sur le rôle de l'édition dans la résistance à la guerre d'Algérie (1). Toujours d'une grande modestie, Nils Andersson téléphone à Jérôme Lindon, qu'il juge bien plus légitime

pour une telle publication. Lindon, débordé par ses activités quotidiennes, décline. Et répond à Nils Andersson : « *Après tout, les éditeurs qui ont joué un rôle contre la guerre d'Algérie se comptent sur les doigts d'une main : vous êtes l'un de ces doigts* »...

>Olivier Doubre

(1) Nils Andersson, « *La résistance à la guerre d'Algérie. Le rôle de l'édition* », *les Temps modernes*, n°611-612, déc. 2000-fév. 2001.

Voir aussi, sur l'œuvre et l'engagement de l'éditeur Nils Andersson, *Livre et militantisme. La Cité éditeur 1958-1967*, François Vallotton (dir.), Léonard Burnand, Damien Carron & Pierre Jeanneret, postface de François Maspéro, Éditions d'en bas (Lausanne), coll. « Mémoire éditoriale », 2007.

La Pacification

Recueil de témoignages sur les tortures, arrestations massives, opérations de ratissage et autres « corvées de bois » opérées par l'armée française en Algérie, mais aussi les déportations de populations dans les « camps de regroupements » où plus de 3 000 enfants meurent chaque

semaine, faute de soins et de nourriture, ce livre fait le bilan de six années de « pacification ». Insoutenable mais essentiel, il est aujourd'hui réédité à l'identique par Les Petits Matins, augmenté d'une préface inédite où Nils Andersson retrace l'aventure de ses publications et réceptions

mouvementées. Signé par Hafid Keramane, futur ambassadeur de l'Algérie indépendante et alors diplomate officieux du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) à Bonn, il est bien le « *livre noir de six années de guerre en Algérie* ».

>O. D.

PARUTIONS

Direction Pascal Boniface, éd. Hatier, 175 p., 35,90 euros.



Atlas des relations internationales

Plus que jamais indispensable dans un monde en mouvement, voici la dernière livraison de l'*Atlas des relations*

internationales. On y retrouve les signatures des experts de l'Iris, sous la direction de Pascal Boniface. L'ensemble est organisé en deux parties. La première aborde les grands sujets thématiques considérés dans un « *espace mondial* » ; la seconde, plus classique, propose une analyse de la situation dans les « *aires régionales* ». La force de l'ouvrage réside dans le souci permanent des auteurs de remonter le fil de l'histoire pour contextualiser les tensions et les conflits actuels. Le tout sur 175 pages nourries de nombreuses cartes et infographies.

Nelson Mandela, un combat pour la liberté

Jean-François Demay, illustrations de Laurence Gérardin, éd. Formulette, « Album jeunesse », 46 p., 14,90 euros.



À l'heure où toute l'Afrique du Sud et bien au-delà s'inquiète de la probable disparition prochaine du grand militant anti-apartheid et premier Président noir du pays, cet ouvrage de notre collaborateur Jean-François Demay, qui conçoit

chaque semaine les excellentes grilles de mots croisés de *Politis*, est d'abord destiné aux collégiens et lycéens. Didactique, fouillé, joliment illustré, il retrace à travers le regard de deux enfants, « Louis l'Européen » et « Issa l'Africain », entre textes, cartes et petites bandes dessinées, les grandes lignes de l'histoire sud-africaine « *avant Mandela* », puis la vie de combats de l'inflexible « *Madiba* ». Jusqu'à son accession à la présidence, après qu'il eut réussi à abattre l'apartheid et à éviter la guerre civile. À mettre dans toutes les jeunes mains.

La Vallée des fleurs

Christophe Oberlin, photographies Samer Mohdad et Joss Dray, Éditions Erick, 202 p., 18 euros.



Nos lecteurs connaissent bien Christophe Oberlin, chirurgien, membre de tant de missions humanitaires à Gaza. Gaza, c'est précisément de là que part son dernier livre, passionnant, sur un épisode peu connu du conflit israélo-palestinien.

Oberlin a recueilli les récits des militants et intellectuels palestiniens déportés en 1992 dans un hameau du Liban Sud, Marj El Zouhour, nommé ironiquement « *Vallée des fleurs* », mais en vérité aussi désertique qu'inhospitalier et infesté de scorpions. Le paradoxe de l'histoire, c'est que ce lieu d'exil où Rabin espérait qu'ils disparaîtraient à jamais, est devenu, par la détermination de ces hommes, un véritable « *séminaire de formation* » pour une génération de militants qui s'y réfèrent aujourd'hui encore.

Henri Alleg ou l'empathie



Henri Alleg en 2008. Un homme à l'humour malicieux qui ne s'est jamais pris pour un héros.

OLIVIER RAFFET

Cet infatigable militant anticolonialiste, auteur de *la Question*, était aussi animé d'un immense désir de transmission.

C'était il y a quelques années, au sortir d'un débat public, en fin de soirée. Henri Alleg prolongeait la discussion, intarissable. Vers 1 h 30, ses hôtes, beaucoup plus jeunes que lui – il avait alors 87 ans –, commençaient à tomber de fatigue quand il paraissait toujours très en forme... Tel était Henri Alleg. Tel du moins qu'il fut presque aussi longtemps qu'il vécut. Ce petit bonhomme aux yeux ronds et rieurs semblait indestructible. La mort, qui l'a vaincu peu avant 92 ans, le 17 juillet, a vraisemblablement dû batailler pour parvenir à ses fins. On peut avancer sans se tromper qu'Henri Alleg ne s'est pas laissé faire. Il avait déjà montré qu'il ne cédait pas, même dans les pires épreuves.

Sur la table de torture, en effet, Henri Alleg est resté muet. C'était en 1957. Directeur d'*Alger Républicain*, le seul quotidien anticolonialiste en Algérie, membre du Parti communiste algérien, et pour ces raisons entré en clandestinité, Alleg avait été arrêté au domicile de son ami Maurice Audin, lui-même capturé un peu plus tôt. C'était l'époque de « la bataille d'Alger ». L'armée

française avait toute latitude pour réprimer ceux qu'elle nommait les « terroristes » et leurs « complices ». Elle ne s'en est pas privée.

Tant qu'il a pu le faire, c'est-à-dire pendant très longtemps, Henri Alleg a participé à de multiples débats où, inlassablement, il revenait sur la manière dont il avait réussi à faire passer un à un hors de la prison de Barberousse, où il était détenu après son supplice, par l'intermédiaire de son avocat Léo Matarasso, les feuillets du manuscrit qui allait devenir *la Question*. Il racontait par le menu, y compris ce qui ensuite s'est déroulé en France : la publication par les Éditions de Minuit – Jérôme Lindon ayant eu seul ce courage (les Éditions Maspero n'existaient pas encore en 1958), et le choc, malgré son interdiction, que le livre a provoqué dans l'opinion publique, dévoilant l'usage systématique de la torture.

Henri Alleg aimait aussi à établir des parallèles avec des faits contemporains, comme les actes de torture commis au cours de la guerre d'Irak. Face à un public de lycéens – celui qu'il préférerait, car son souci de transmission

était grand – une interrogation revenait avec insistance : « *Comment avez-vous tenu sous la torture ?* » Avec cette question, ses jeunes interlocuteurs, épatés que cela puisse être possible, touchaient au plus intime d'Henri Alleg.

Dans sa résistance à la douleur, la force de ses convictions, bien sûr, a joué. Des convictions communistes profondément ancrées, orthodoxes, peu enclines à dévier même quand le Parti communiste infléchira sa ligne. Mais qui signifiaient aussi pour lui le rejet de tout régime d'oppression – d'où son engagement au Parti communiste algérien clandestin pendant la Seconde Guerre mondiale – et le refus du colonialisme. Cependant, Henri Alleg expliquait qu'une autre considération avait été tout aussi déterminante : le regard que sa femme, Gilberte, aurait porté sur lui si jamais il avait lâché des informations à ses tortionnaires. Le couple que ces deux-là ont formé ne fut certainement pas commun. Indissociables – Gilberte a quitté ce monde deux ans seulement avant Henri –, exigeants envers eux-mêmes eu égard aux idéaux qui étaient les leurs, d'un militantisme infatigable qui impliquait de s'oublier pour aider ceux qui souffraient.

C'est cette faculté d'empathie d'Henri Alleg, dont nombre d'Algériens peuvent encore témoigner, et ses qualités d'écriture journalistiques – à l'œuvre également dans *Mémoire algérienne* (2005), où il retrace sa vie – qui font de *la Question* un très grand livre. Dans une langue précise, concentrée, Henri Alleg donne la parole, à travers le « je » qu'il utilise, à tous les Algériens alors martyrisés, en lutte pour leur indépendance. Aujourd'hui, dans ce « je » qui accueille beaucoup de « nous », ce sont tous les peuples opprimés qui s'expriment. *La Question*, texte de combat dans la guerre d'Algérie, est devenu un livre universel.

J'ai eu la chance de faire la connaissance d'Henri Alleg (1). Je garderai en moi le souvenir de son intelligence, de sa bienveillance, de son espièglerie (il connaissait quantité de blagues, dont des blagues juives – Henri Alleg, de son vrai nom Harry Salem, était né le 20 juillet 1921 à Londres, de parents juifs russo-polonais –, d'autres, plus surprenantes, anti-staliniennes...). Au lendemain de sa mort, c'est son humour malicieux qu'il me plaît d'évoquer : il disait à quel point cet homme ne s'est jamais pris pour un héros.

» Christophe Kantcheff

(1) Christophe Kantcheff a réalisé en 2008 un documentaire intitulé *Henri Alleg, l'homme de la Question*.

Un hommage fraternel sera rendu à Henri Alleg le lundi 29 juillet à 10 h 30, au crématorium du Père-Lachaise, à Paris, salle de la Coupole.

MAIS QUE FAUT-IL AVOIR DANS LE CRÂNE POUR ESCALADER LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ?

L'AVENIR DE SES ENFANTS.



2009
Cinq jours avant le sommet
de Copenhague sur le
climat, des militants
de Greenpeace s'invitent
à l'Assemblée Nationale.
Ils interpellent Nicolas
Sarkozy avec un message
simple et percutant, qui
incite à mettre un terme
aux grands discours et
passer enfin à l'action :
"Aux actes, Monsieur
le Président".

S'IL SUFFISAIT
DE DEMANDER
POLIMENT,
ÇA SE SAURAIT.

© Greenpeace / Marta Escobar

GREENPEACE

Satire à tout-va !

Le *Ravi* sort un numéro d'été toujours aussi saignant.

Résolument irrévérencieux, fouillé, informé, intelligent. Et trempé d'humeur, voire de mauvaise humeur. Le mensuel d'enquête et satirique *le Ravi*, en région Paca remet le couvert. Avec un numéro chargé d'un épais dossier consacré au mariage pour tous dans la région, réputée parmi les plus homophobes de France. Le premier mariage gay a été célébré mi-juin à Marseille, certes, un autre à Orange (où Jacques Bompard a réclamé en vain « une clause de conscience »), et, en juillet, se sont déroulées les festivités de l'Europride, ponctuées par une Marche des fiertés. Une région devenue *gay friendly* ? s'interroge *le Ravi*. Loin de là. Toulon et Marseille demeurent les villes les plus hostiles aux homos (sondages *Têtu*, 2012). Sur le terrain, beaucoup ont « suivi les débats de loin, plus préoccupés à ne pas être démasqués ».

Dans ce même numéro, on lit le riffi au sein de la fédération socialiste de Marseille, les méthodes de Bompard (encore) pour gagner les municipales et une enquête sur l'opacité du marché de l'eau à Marseille-Provence Métropole. Ou encore un reportage sur Iter, le projet international de réacteur expérimental thermonucléaire, sur le site de Cadarache, qui s'accompagne d'une arrivée d'employés low cost, venus d'Afrique.

Pas peu fier de célébrer ses dix ans, *le Ravi* annonce un colloque le 28 septembre, réunissant les « journaux pas pareils : satiriques, critiques, alternatifs, participatifs ».

» Jean-Claude Renard



Un panneau devant le siège d'ERT le 19 juin, dans la banlieue d'Athènes.

GOULIAMAKI/AFP

Menaces sur l'audiovisuel public européen

Si la télé grecque a retrouvé son écran, sa situation reste fragile, comme dans certains autres pays.

Renommée DT, la nouvelle télé publique grecque a donc rouvert le robinet jeudi 11 juillet, après un mois d'écran noir. Cette reprise de l'antenne, imposée par le Conseil d'État, n'en reste pas moins un rafistolage honteux, fait de rediffusions de vieux films, de documentaires et de magazines, et habillé d'un bandeau d'informations issues des agences de presse. Soit un simulacre de l'ERT. La nouvelle entité a été réduite à peau de chagrin, en attendant une autre structure prévue à l'automne.

Ce redémarrage en trompe-l'œil soulève aujourd'hui l'indignation des professionnels, et des dizaines

d'employés occupent toujours les locaux de l'entreprise, tandis que les 2 700 salariés de l'ERT ont reçu leur lettre de licenciement.

Au siège, on se relaie au quotidien pour diffuser des émissions et des informations sur Internet, grâce au soutien de l'Union européenne de radio-télévision (UER).

Patron de l'audiovisuel grec, Pantelis Kapsis a promis que le nouvel organisme embaucherait 2 000 salariés de l'ERT, si les bâtiments sont libérés. Pas dupes, les occupants ont refusé la proposition,

En Europe, le droit à un opérateur public est inscrit dans le traité d'Amsterdam.

craignant de plus lourds dégrais-sages, touchant principalement les têtes contestataires.

La Grèce aura donc été le seul État membre de l'Europe sans service public audiovisuel. Rappelons que le fait d'avoir un opérateur public dans un pays démocratique en Europe se veut un principe élémentaire et inaliénable. Il est un bien des citoyens, inscrit dans le traité d'Amsterdam. Comme un signe précurseur, le gouvernement ultralibéral de Samaras avait commencé par fermer les archives du service public, le privant ainsi de sa mémoire. Avec la clôture de l'ERT, par un simple décret, il parachevait sa politique autoritaire.

Quoi qu'il arrive, on peut s'attendre à une précarisation du service public, parfaitement programmée, au détriment de l'indépendance, du pluralisme, de la création et de la diversité des cultures.

Surtout, il convient de rappeler que la Grèce n'est pas un cas à part. En début d'année, toujours sous la pression des bailleurs internationaux, le gouvernement portugais a annoncé pour bientôt la privatisation de son service public de radio-télévision. La chaîne culturelle est la première à trinquer, au motif de mauvaise gestion et de faibles audiences. En Espagne, la RTVE connaît également de fortes restrictions, avec 4 000 licenciements. En Hongrie, la chaîne commerciale RTL Klub, du groupe Bertelsmann,

ne s'est pas gênée pour déclarer que l'État hongrois devrait prendre la même position que Samaras.

Lors de la soirée de soutien au peuple grec, au Châtelet, le 18 juin, Jean-Paul Philippot, président de l'UER, déclarait : « Aujourd'hui, les valeurs du service public deviennent une variable d'ajustement de certaines politiques publiques. »

» Jean-Claude Renard

À VOS POSTES RADIO

France Culture, 50 ans

Du lundi au vendredi, jusqu'au 30 août, de 15 h à 16 h

Cinquante ans d'histoire, d'archives sonores, d'entretiens, de débats et de création, animés par Philippe Garbit et Emmanuel Laurentin.

Mouv'stic

Du lundi au vendredi, jusqu'au 30 août, sur le Mouv', de 22 h à 23 h

Un voyage radiophonique orchestré par Jules-Édouard Moustic, entre musique, ambiances et sons. Originalité et parti pris, au diapason du

présentateur, chef de file de Groland, également fondateur du festival Black & Basque, à Bayonne (6-8 septembre).

TÉLÉVISION

Soirées soul

Les dimanches d'août, sur Arte
Une programmation aux couleurs

de la soul music : *Ali*, portrait signé Michael Mann de Mohamed Ali (28 août, à 20 h 45), suivi de *When we were kings*, de Leon Gast, autour de l'épopée hallucinée du combat entre Ali et Foreman ; *Detroit, Michigan*, de Claus Bredenkamp (4 août, à 22 h 25), tableau musical d'une capitale de

l'automobile ; ou encore *The Blues Brothers* (11 août, à 20 h 45), suivi d'un docu de Stefan Morawietz consacré à Otis Redding, et *Tina* (18 août, à 20 h 45), de Brian Gibson, revenant sur le parcours chaotique de Tina Turner, suivi d'un coup de projecteur d'Hannes Rossacher sur Stevie Wonder.

DE BONNE HUMEUR

SÉBASTIEN FONTENELLE

Y aurait pas comme une sale odeur ?

Adoncques, un certain Bourdouleix, élu de l'UDI, a déclaré, après un échange – façon de parler – avec des gens du voyage, qu'Hitler n'en avait « *peut-être pas tué assez* ». Puis, bien sûr, quand ces propos ont été rapportés par la presse, le courageux mec s'est empressé de nier qu'il les avait proférés. Je dis « bien sûr » parce que cette dénégation ne devrait que peu nous étonner. Je sais pas si c'est l'effet des fortes chaleurs ou quoi, mais, depuis ces temps-ci, l'extrême droite plurielle (1) semble avoir fait le choix, un peu

Bourdouleix s'était déjà déclaré prêt à « déverser un camion plein de merde » parmi les gens du voyage.

drastique, certes, mais en même temps tellement libérateur, de ne plus du tout se laisser emmerder par la réalité, et ça donne des trucs assez curieux. Du style Henri Guaino qui déclare très sérieusement que Nicolas Sarkozy « *n'a pas perdu* » en 2012 – n'importe quoi, je l'ai vu ce matin et il m'a dit qu'il avait encore dîné à l'Élysée avec Frank Sinatra –, et que, d'ailleurs, Nicolas Sarkozy est en vérité Winston Churchill (2). Après quoi, si nous vivions dans un monde à peu près normalement soucieux du bien-être des pauvres bougres en surchauffe, Henri Guaino aurait dû être immédiatement transféré vers l'asile, mais voilà, nous avons perdu le sens des solidarités.

Et donc, disais-je, voilà le Bourdouleix qui se récrie, sur le thème : ah, mais non, je n'ai pas du tout dit ça, j'ai peut-être parlé d'Hitler, mais sans rien suggérer de particulier, et après tout quoi

de plus normal que d'évoquer son nom quand on est en présence de « *romanichels* » ? Mais, gros manque de bol : sa déclaration a été enregistrée (3), et voilà que l'UDI se sépare de lui, parce que, « *à partir du moment où la preuve est publiée, nous ne pouvons que décider de l'exclusion* », explique très sérieusement son secrétaire général, Jean-Christophe Lagarde. Sous-entendu : y aurait pas eu cet enregistrement, on le gardait, parce que bon, c'était jamais qu'une petite vanne à mèche et moustache, hmmm ?
Déjà : c'est cosu.

Mais, juste après, on apprend – si on l'ignorait, ce qui était mon cas – que le gars n'en est pas du tout à sa première ignominie, et qu'il s'était déjà déclaré, en 2010, prêt à « *déverser un camion plein de merde* » au milieu des gens du voyage : ça lui avait valu d'être poursuivi par la LDH, mais la justice l'avait blanchi – je me comprends –, en considérant, en substance, que c'était pas bien, mais plus compliqué que ça – rien qu'en l'écrivant, j'ai l'impression de rêver. Question : est-ce que ce précédent a nui à son adhésion à l'UDI ? Non point – sans doute que la preuve n'avait pas été publiée ? Reniflons une dernière fois, avant de nous quitter pour un mois, l'odeur incroyablement « *nauséabonde* », pour le coup, qui de chasse aux Roms en exactions islamophobes continue de monter du marigot français où la fange faffe s'épaissit – et profitons bien de nos repos estivaux : quelque chose me dit que la rentrée ne sera pas moins malodorante. <

(1) © Peter Tevanian.
(2) Je te jure que je n'invente rien.
(3) Bourdouleix soutient alors que cet enregistrement est un « *bidouillage* ».

mots croisés par Jean-François Demay

Grille n° 215

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX
1									
2									
3		■						■	
4									
5					■				
6			■				■		
7						■			
8		■							
9					■				
10				■					
11									

Solution de la grille n° 214

- | | |
|----------------|--------------------|
| 1. Démission | I. Dédicataire |
| 2. Été. Panda | II. Éteindre. MAM |
| 3. Dénier | III. Mendie. Vici |
| 4. Indemne | IV. IE. Usitée |
| 5. CDI. Stria | V. Spams. Écart |
| 6. Areu. État | VI. Saintetés |
| 7. Té. Set. Kr | VII. Insert. Œ |
| 8. Vice-roi | VIII. Ode. lakoute |
| 9. Imitas. Uc | IX. Narratrices |
| 10. Racer. Ôte | |
| 11. Émietées | |

HORIZONTAL :

- Elles disent stop à la voiture.
- Elle profite d'une mauvaise passe.
- Ne disent pas bis.
- Prenaient soin de ses fils.
- En science, il a des champs d'application. Une des douze tribus.
- Simplifie la mise en bouteilles. À l'endroit. Elle a accueilli les Croates.
- Mauvaise langue chez les British. Radio locale.
- Énervai une nouvelle fois le libéral.
- De plume sur les couvertures. Passages d'un Tour.
- Pour avoir un renseignement aux États-Unis. Centre vil.
- Lorsque l'enfant paraît.

VERTICAL :

- Lorsque l'enfant répareit.
- Plein de gens. Elle protège la vie privée. Il surveille les surveillants.
- Le père d'Arthur. Prônai la défense.
- Bouteilles dans la Loire.
- Sort. Quand la gauche fait centrale. Il prend la défense.
- Fis comme Pierre trois fois de suite. Barque à fond plat.
- Fûtes tenu. Tique.
- En fin d'études. Arêtes de poisson.
- Mouvement feméniste.



J'ai vu le mois dernier deux reportages d'actualités qui se sont télescopés et ont ajouté au malaise ressenti ces derniers temps.

M. Hollande – président soutenu par une majorité écolo-socialiste – était tout souriant avec l'émir du Qatar, dictateur intégriste, ardent destructeur de l'environnement, pour lui vendre des avions de guerre. Dans le même temps, j'ai vu M. Mélenchon au Salon du Bourget, extasié devant ces merveilles de technologie, soutenant leur construction au nom d'une indépendance de notre défense (contre qui, contre quoi ?).

Le soutien à un savoir-faire et la défense de l'emploi ne me semblent pas des arguments suffisants pour défendre ce type de production qui fait le bonheur de multinationales enrichies par l'horreur de la guerre ! Ayant participé à la marche pour une VI^e République, je ne soutiendrai pas celle-ci si M. Mélenchon en fait une république qui achète et vend ces engins de mort.

Issu d'une classe ouvrière syndicaliste, j'ai eu la chance de participer très jeune aux luttes écologistes et antimilitaristes. La frontière artificielle entre écologie et gauche anticapitaliste que se construisent de nombreux militants n'existe pas pour moi [...].

J'ai toujours voté au premier tour des élections pour des listes de gauche anticapitalistes et/ou écologistes choisies selon les enjeux et les personnes. Malheureusement, le petit jeu des alliances avec le PS (d'EELV et du Front de gauche) m'amènera sans doute, et cela pour la première fois depuis mes 18 ans (j'en ai bientôt 50), à m'abstenir aux prochaines élections municipales, ne trouvant aucune possibilité d'expression de mes idées [...].

Je suis malheureusement orphelin et suis aujourd'hui incapable de savoir s'il y a plus de chance de ramener vers la gauche le mouvement écologiste (et de rompre avec la politique libérale du PS) ou de convaincre la gauche anticapitaliste qu'il n'y a d'avenir que dans un virage à 180 degrés pour produire et consommer mieux avec moins de travail et de matière.

Y aura-t-il un jour une possibilité que puisse s'exprimer dans les urnes l'expression de cette gauche

écologiste et anticapitaliste ? Ou bien faut-il renoncer à une transformation qui passe par le Parlement ? L'action dans le mouvement associatif est-elle la seule voie d'avenir ? Les

questions sans réponses se bousculent. Je suis peut-être orphelin mais sûrement pas seul...

> **Didier Hocmert, Ronchin**

Abonnement

Pour toute question, contacter **Cécile Cich** (Everial CRM) par téléphone au **01 44 84 80 59**, ou par courriel **abopolitis@dipinfo.fr**

M. Valls... Ôtez-moi d'un doute, c'est bien celui qui avait demandé au PS de renoncer au mot « socialiste » et à qui Mme Aubry avait vertement répondu qu'il pouvait quitter ce

parti s'il ne lui convenait plus ? C'est bien celui qui avait fait campagne pour le « non » à la Constitution européenne et qui a voté « oui » pour les intérêts supérieurs de son parti... et de sa carrière ? [...]

C'est bien celui qui s'est dit « *marié éternellement avec Israël* » (État voyou s'il en est et qui en occupe un autre), et qui tenta en vain de faire disparaître cette belle déclaration ? C'est bien la nouvelle coqueluche des médias, du *Figaro* et j'en passe, Mitterrand ayant souvent rappelé que personne ne plaisait tant à la droite que les socialistes qui ne l'étaient pas ? C'est bien cet avatar d'un ancien ministre de l'Intérieur (qui l'avait remarqué et lui avait fait des offres de service), qu'il singe jusque dans les manades camaraguaises ? C'est bien à ce qu'on dit l'étoile montante du hollandisme ? *Ô Tempora, ô mores!* Ce parti a les étoiles montantes qui lui ressemblent.

> **André Curtillat**

Association Pour Politis

Adhères à l'association Pour Politis !

Vous êtes attaché(e) à *Politis* ? Vous pouvez encore renforcer ce lien avec votre hebdomadaire en adhérant à l'association Pour Politis.

Structure originale dans la presse en France, notre association regroupe les lecteurs et les membres du personnel de *Politis*. Elle en est l'actionnaire principal. L'association permet ainsi au journal de conforter son indépendance et de poursuivre son engagement aux côtés des forces qui contestent le libéralisme. Elle contribue aussi à renforcer l'audience de *Politis* par l'organisation de débats et par sa présence aux manifestations et rassemblements où se retrouvent les acteurs de la gauche de transformation sociale et écologique.

Dans les semaines qui viennent, vous pourrez notamment rencontrer nos adhérent(e)s à Notre-Dame-des-Landes, aux universités d'été d'Attac et d'EELV ainsi qu'aux Estivales du Front de gauche (voir agenda militant). En rejoignant Pour Politis, vous serez intégré(e) dans un réseau militant dont les membres sont largement investis autour des idées de justice sociale, d'anticolonialisme, de promotion culturelle et de défense de l'environnement.

Fatiha Benrezzak, coordinatrice de l'association

Pour tout contact : pourpolitis2@yahoo.fr ou 01 55 25 86 95. Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 13 h.

ADHÉSION À L'ASSOCIATION POUR POLITIS

Je souhaite (re)adhérer et soutenir l'association des lecteurs de *Politis*

15 € pour 2013

Mlle Mme M.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel (I) :

Je souhaite m'impliquer dans la promotion de *Politis* dans ma région (salons, débats, rencontres).

Téléphone :

Adhésion 2013 15 €

Adhésion de soutien €

Chèque à l'ordre de Pour Politis, à renvoyer accompagné de ce bulletin à : Pour Politis, 2 impasse Delaunay 75011 Paris

Nous écrire : pourpolitis2@yahoo.fr

(1) Pour des raisons d'économie, nous n'éditions pas de « carte d'adhérent ». Le prélèvement de votre cotisation fait foi.

Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre adhésion sur simple demande (voir nos coordonnées ci-dessus).

Ces informations resteront confidentielles et n'auront d'autre usage que les besoins de l'association

Politis
2, impasse Delaunay
75011 Paris
Tél. : 01 55 25 86 86
Fax : 01 43 48 04 00
www.politis.fr
redaction@politis.fr
Fondateur Bernard Langlois
Président, directeur de la publication et de la rédaction Denis Sieffert

Politis est édité par Politis, société par actions simplifiée au capital de 941 000 €. **Actionnaires** Association Pour Politis, Christophe Kantcheff, Denis Sieffert, Pascal Boniface, Laurent Chemla, Jean-Louis Gueydon de Dives, Valentin Lacambre

Impression Rivet Presse Édition BP 1977, 87022 Limoges Cedex 9 - Imprimé sur papier certifié PEFC



Conseil Distribution-Diffusion K.D.
Tél. : 01 42 46 02 20
www.kdpresse.com
Un site de Presstalis indique également où trouver *Politis* www.trouverlapresse.com
Numéro de commission paritaire : 012688695, ISSN : 1290-5550

Agenda

Nîmes (30) : du 26 au 29 juillet,
Université citoyenne d'Attac-
France : « Ruptures et transitions ».
Table de vente *Politis*.
Site Vauban, rue du Dr-G.-Salan.

Marseille VI^e : 27 juillet, 14 h,
manifestation contre Monsanto
& Co, organisée par le collectif
Stop Monsanto et les Indignés.
Rendez-vous au Cours-Julien.

Notre-Dame-des-Landes (44) :
3 et 4 août, « Enterrons
définitivement le projet de Notre-
Dame-des-Landes ! ». Forums,
débats, expositions, projections,
concerts. Table de vente *Politis*.
Les Ardillières, NDDL.
www.notredamedeslandes2013.org/

Marennes (17) : 4 août, de 10 h
à 18 h, fête paysanne : « Vive
l'agriculture paysanne et locale ! ».
Table de vente *Politis*.
Jardin public, port de plaisance.

Besain (39) : 10 août, de 15 h à 23 h,
2^e festival éco-citoyen les Résistives,
organisé par le collectif Citoyens
résistants. Table de vente *Politis*.
www.info-groupe.com/lesresistives/

Nexon (87) : du 16 au 24 août,
festival la Route du cirque.
www.cirquenexon.com

Beaulieu (38) : 21 et 24 août,
Université d'été des Alternatifs.
Table de vente *Politis*.
<http://alternatifs38.free.fr/>

Grenoble (38) : 22 et 23 août,
le Remue-Ménages du Parti
de gauche. Table de vente *Politis*.
www.lepartidegauche.fr

Marseille (13) : du 22 au
24 août, Journées d'été d'EELV.
Table de vente *Politis*.
<http://jde.eelv.fr/>

Grenoble (38) : 24 et 25 août,
les Estivales du Front de gauche.
Table de vente *Politis*.

Consultez l'agenda
militant mis à jour
régulièrement sur

Politis.fr/agenda



Abonnez-vous ! Et gagnez un vélo*

**Politis offre à 5 nouveaux abonné(e)s tiré(e)s au sort
un vélo de marque Gitane, modèle homme ou femme.**

Valeur : 249 euros TTC



Les vélos offerts proviennent de la boutique ANRH
Les Petits Vélos de Maurice - 39, bd Voltaire 75011 Paris.
Cette entreprise œuvre à la réinsertion de personnes handicapées.

Bulletin à retourner à :

Everial CRM - Service abonnement Politis - 123, rue Jules Guesde - CS70029 - 92309 Levallois-Perret Cedex

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél. : _____ Courriel : _____

Choisissez votre formule :

24 n^{os} (dont 1 hors-série) **59 €** 48 n^{os} (dont 2 hors-série) **109 €**

Abonnement par prélèvement mensuel à durée libre à **11 €/mois**** + un sac *Politis* en coton 100% bio offert

Remplir l'autorisation de prélèvement figurant ci-dessous et joindre un RIB ou un RIP

et votre mode de règlement :

ESPÈCES CHÈQUE BANCAIRE

CARTE BANCAIRE N° _____ Expire le _____ Les 3 chiffres au dos de la carte _____

Signature (obligatoire) :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements établis à mon nom qui seront présentés par l'organisme créancier Politis, 2 impasse Delaunay, 75011 Paris. N° national d'émetteur : 521498

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Établissement _____ Guichet _____ N° de compte _____ Clé RIB _____

Date : _____ Signature (obligatoire) :

Important : joindre un relevé d'identité bancaire ou postal

* Offre valable pour la France métropolitaine et renouvelée par tacite reconduction au tarif normal. Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

** Je peux cesser mon abonnement à tout moment sur simple demande. Les prix sont garantis pour la première année.

Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient communiquées à des sociétés partenaires, cochez ici
Conformément à la loi informatique et libertés n°78.17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant.

Abonnez-vous en ligne sur **www.politis.fr**

CES CLÉS N'OUVRENT QUE DE MAUVAIS SOUVENIRS

Le bruit de clé est incessant dans les lieux de détention. Après la libération, il continue d'être une torture psychologique. Une personne ayant été enfermée doit réapprendre à faire face au quotidien et à vivre avec ces objets qui lui rappelleront la détention toute sa vie.

**APRÈS LA TORTURE COMMENCE
LA TORTURE DU QUOTIDIEN**

WWW.PRIMOLEVI.ORG

AIDEZ-NOUS À CHANGER LEUR QUOTIDIEN
EN SIGNANT LA PÉTITION

